Rapport d'activités

2025 – 2026



SOMMAIRE

04 INTRODUCTION

08 VIE D'AMORCE

32 DÉCHETS ET ÉCONOMIE CIRCULAIRE

48 PROPRETÉ ET TRANSITION ÉCOLOGIQUE

54 TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

68 GESTION DURABLE DE L'EAU

82 ANNEXES

Introduction

Cette année a été marquée par des tensions internationales majeures, des contraintes budgétaires de plus en plus prégnantes pour l'État, les collectivités et les ménages et un contexte politique international remettant en question les enjeux et les ambitions de la transition écologique et énergétique au niveau mondial, européen, national donc potentiellement local.

Mais dans le même temps, la répétition de crises géopolitiques intrinsèquement liées aux ressources énergétiques et aux matières premières mais aussi l'émergence des premières conséquences du dérèglement climatique (canicules, sécheresses, inondations...) ne peuvent que convaincre les populations, les acteurs économiques et les décideurs publics et privés de poursuivre et de renforcer les politiques de transition écologique et énergétique. Sans quoi, les conséquences et le prix de l'inaction seront sans aucun doute beaucoup plus préjudiciables et inacceptables que les efforts individuels et collectifs qu'il s'agit aujourd'hui de réaliser. Porter ces transitions n'est plus simplement un enjeu environnemental, mais aussi une réponse essentielle en matière de santé et de conditions de vie, de souveraineté géopolitique, de protection des activités économiques et du pouvoir d'achat.

Dans ce contexte, AMORCE, principal réseau français de collectivités et d'acteurs économiques et associatifs territoriaux engagés dans la transition écologique et énergétique, a continué avec conviction et détermination d'accompagner ses adhérents dans la mise en œuvre de leur stratégie territoriale dans les domaines des déchets, de l'énergie et de l'eau et de défendre leurs intérêts dans toutes les négociations nationales et même européennes. AMORCE, qui réunit un panel d'élus, nouvellement désignés ou qui poursuivent leur mandat, issus de différents courants politiques, a tenu à rappeler constamment l'importance de trouver des convergences et des compromis afin de poursuivre et d'accélérer une transition toujours plus indispensable.

Comme chaque année, AMORCE a été à vos côtés : plus de 1 400 renseignements personnalisés et des milliers d'échanges sur les communautés en ligne, plus de 60 groupes d'échanges et webinaires avec plus de 4500 participants, des dizaines de publications thématiques, des événements nationaux rassemblant, en cumulé, près de 2000 participants, des newsletters bimensuelles et des lettres aux adhérents trimestrielles.

Tout au long de l'année, AMORCE a également porté, grâce à ses instances de gouvernance et son équipe de permanents, la voix des territoires. Dans les ministères, au Parlement, dans toutes les négociations nationales, devant la Commission européenne, auprès des députés européens, ou encore dans de nombreux médias, AMORCE s'attache à garantir la reconnaissance et la défense des intérêts des collectivités locales. L'association agit avec l'indépendance, la représentativité et l'expertise qui fait sa force depuis sa création en 1987. Dans les domaines des déchets, de l'eau et de l'énergie, elle a aussi été à l'origine de plusieurs démarches collectives en associant les autres associations spécialisées et généralistes de collectivités

dans le cadre de plateformes communes souvent élargies ensuite à d'autres acteurs (fédérations professionnelles, associations de consommateurs, associations de protection de l'environnement) qui ont permis de peser davantage dans les décisions institutionnelles.

En matière d'économie circulaire, AMORCE n'a cessé de plaider pour une mise en œuvre enfin cohérente d'une stratégie française qui révèle aujourd'hui clairement ses incohérences et ses carences aux dépens des collectivités locales. Alors que de nombreuses attaques ont été portées à l'encontre du service public de gestion des déchets (augmentation de la TGAP, menaces répétées sur les filières de REP, retour de la fausse consigne, etc.), l'association s'est attachée à sauver les acquis de ces dernières années. N'abandonnant pas sa force de proposition, AMORCE a continué de porter une proposition de réforme complète de la TGAP qui doit d'abord être appliquée aux metteurs sur le marché et les éco-organismes plutôt que sur les seules collectivités en ce qui concerne les déchets ménagers. AMORCE a également été très active dans la promotion d'une véritable stratégie de valorisation organique et énergétique des déchets trop souvent délaissée voire pénalisée par les institutions alors qu'elle devrait avoir une place centrale y compris dans les financements au regard de ses bénéfices.

Concernant la transition énergétique, AMORCE a été un interlocuteur privilégié, autant écouté que craint, par le gouvernement. Car, dans cette période de confusion, AMORCE a souvent martelé, y compris devant le Premier Ministre lui-même, la hiérarchie des leviers de la transition énergétique, qui doit avant tout reposer sur la réduction des consommations et l'efficacité énergétique, puis le développement des énergies renouvelables et de récupération, et seulement ensuite sur les autres solutions décarbonées pour sortir des énergies fossiles, carbonées et importées. Surtout, notre réseau national s'est mobilisé afin d'obtenir des moyens financiers à la hauteur des objectifs qui sont désormais fixés alors que les principaux dispositifs d'accompagnement de l'État sont régulièrement menacés (ADEME, ANAH, Fonds verts). AMORCE a également continué de développer ses propositions pour un meilleur partage de l'effort et de la valeur, ainsi que pour une meilleure appropriation des énergies renouvelables. Elle a enfin développé une vaste réflexion sur l'avenir des réseaux de distribution de gaz naturel, en concertation avec ses adhérents.

Au sujet de la gestion durable de l'eau, AMORCE a poursuivi sa croissance rapide et a joué un rôle central dans les discussions sur la protection des captages puis le projet de loi d'urgence agricole. En s'appuyant sur son expertise et celle de ses adhérents, sur ses compétences en matière de plaidoyer et de communication médiatique, et en mutualisant les énergies dans le cadre d'une plateforme multi-acteurs regroupant les associations de collectivités, les fédérations professionnelles, les associations de consommateurs et les ONG environnementales, AMORCE a largement contribué à éviter le pire dans ce projet de loi d'Urgence agricole, qui ne pouvait pas constituer le bon vecteur législatif pour régler sérieusement les enjeux de préservation quantitative et qualitative des ressources en eau du pays. Afin de garantir l'accès à une eau potable sûre, en quantité suffisante et à un coût abordable pour les usagers, AMORCE a continué de porter l'émergence d'une grande loi sur l'Eau ainsi qu'une réforme ambitieuse des redevances de l'eau visant à appliquer enfin de manière équitable les principes pollueur-payeur

et préleveur-payeur plutôt que de continuer à faire porter massivement la charge du coût de l'eau au seul service public qui représente moins de 20% des besoins en eau de la France et une part minoritaire des sources de pollutions. Enfin, AMORCE a poursuivi son travail d'accompagnement des politiques nationales et locales de sobriété hydrique et de développement de la réutilisation des eaux usées traitées.

Pour ce qui concerne la propreté et la transition écologique, AMORCE a développé, tout au long de l'année, son activité de renseignements, de veille, d'organisation de groupes de travail et de webinaires et la rédaction de notes et de guides méthodologiques. Pour que cette thématique, souvent méconnue de la transition écologique, prenne toute sa juste place dans les politiques nationales et locales, en particulier dans les filières de responsabilité élargies des producteurs, AMORCE a défendu des évolutions réglementaires pour faciliter l'action des collectivités dans leur lutte contre les dépôts sauvages.

Face à ces défis qui ont émaillé l'année, AMORCE a décidé de faire évoluer ses méthodes d'action afin de peser sur le débat public et faire entendre la voix des territoires. AMORCE est à l'initiative, d'une part, de plusieurs recours juridiques afin que le juge puisse statuer sur la légalité des actes du gouvernement. D'autre part, AMORCE prend à témoin l'opinion publique pour montrer la colère de plus en plus forte des élus locaux face aux attaques répétées contre les services publics locaux en organisant des manifestations médiatisées. Enfin, la représentation européenne de l'association renforce sa capacité à faire entendre ses propositions dans des domaines de plus en plus administrés à l'échelle de l'UE.

Tous ces sujets sont développés dans ce rapport d'activité. L'action d'AMORCE démontre que les territoires sont prêts à contribuer pleinement aux efforts nécessaires pour répondre aux enjeux actuels. C'est pourquoi AMORCE a choisi de centrer son congrès annuel 2026 sur le rôle clé des services publics de l'eau, de l'énergie, des déchets et de la propreté pour agir en faveur du pouvoir d'achat, de l'attractivité des territoires et poursuivre la transition écologique.

En cette année d'élections municipales et intercommunales, AMORCE a orienté une partie de ces activités sur les nouveaux élus, en mettant à leur disposition des propositions inspirantes et structurantes pour le nouveau mandat, en publiant des guides à l'usage des nouveaux élus et en organisant des webinaires de mise à niveau sur chacune des thématiques d'AMORCE.

Vous l'aurez compris, ce sont dans ces périodes difficiles faites d'injonctions contradictoires en matière de transition écologique et énergétique des territoires, que notre association joue son rôle le plus essentiel pour les acteurs territoriaux. En redoublant d'effort, d'expertise et de pugnacité, elle doit permettre aux collectivités et à leurs partenaires de maintenir le cap d'une transition écologique et énergétique ambitieuse, réaliste, efficace, seule capable d'assurer un avenir viable aux territoires, aux populations, aux activités économiques et à notre pays.


39ème CONGRÈS AMORCE - ANGERS
Assemblée Générale Extraordinaire
Suite des modifications des statuts :
Article
Article 19 : Assemblée Générale Extraordinaire – composition – représentation - délibération
Harmonisation avec le
concernant la compositi
Article 20 : Assemblée Générale Extraordinaire - modification des statuts
Modification visant à util
Les statuts ne peuvent é
suivante :
• Majorité absolue du c
• Majorité des mandats
Article 21 : Assemblée Générale Extraordinaire – Dissolution
Modification visant à util
La dissolution ne peut êt
suivante :
• Majorité absolue du c
• Majorité des mandats
DÉCHETS
FAVORISER L'ÉCONOMIE CIRCULAIRE DANS LES TERRITOIRES

Nos adhérents

UN RÉSEAU AU SERVICE DES TERRITOIRES

1 087
adhérents
-25 par rapport à 2025

763
collectivités
-2 par rapport à 2025

324
partenaires
-23 par rapport à 2025

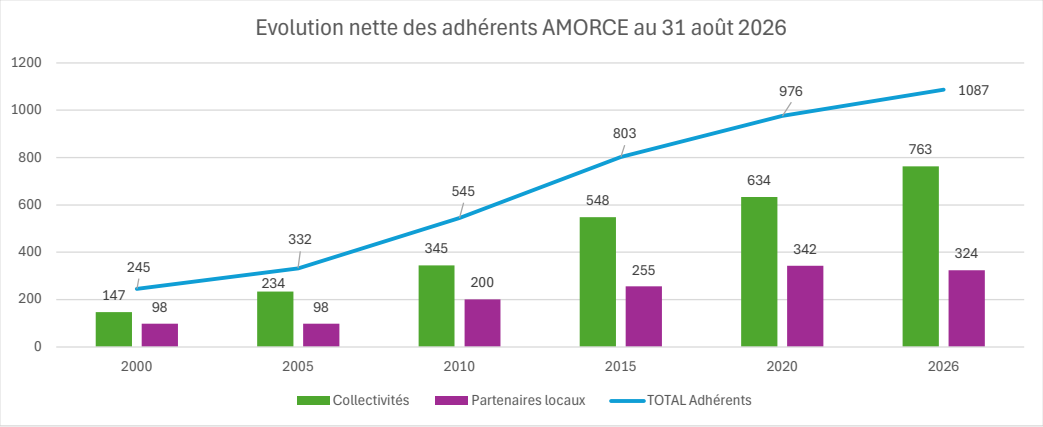
Depuis 2000
+842
adhérents
Réseau multiplié par **4,44**

Créée en 1987, AMORCE rassemble au 1er septembre 2026, un réseau de 1 087 adhérents, dont 763 collectivités et 324 partenaires. Malgré un contexte marqué par quelques évolutions récentes des adhésions, le réseau conserve une assise solide et poursuit son développement au service des territoires engagés dans la transition écologique.

1

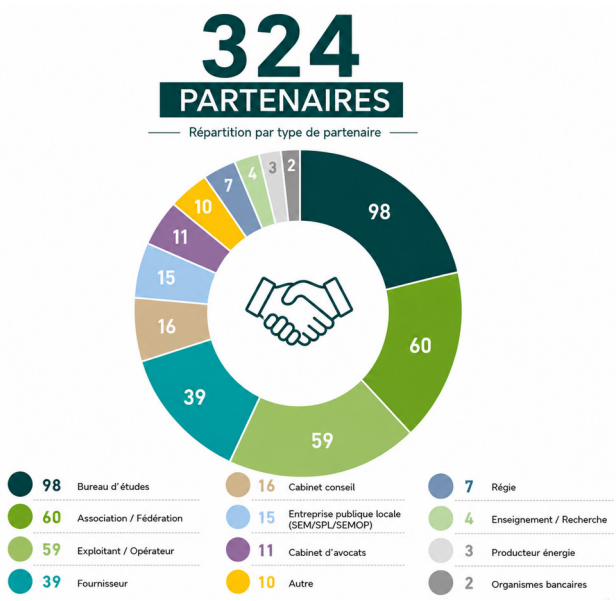
VIE D'AMORCE

L'ÉVOLUTION DU RÉSEAU DEPUIS 2000



Répartition des adhérents par typologie au 1er septembre 2026







Répartition des collectivités par compétences d'adhésion au 1er septembre 2026

→ Le total des compétences est supérieur au nombre de collectivités car plusieurs compétences peuvent être souscrites simultanément par une même collectivité.

Nos instances de représentation

COMPOSITION DU BUREAU DE 2020 À 2026*

*Avant élections municipales 2026

BUREAU AMORCE

*Composition de 2020 à 2026**

Collège Collectivités



Gilles VINCENT
Président



Jean-François DEBAT
1er Vice-Président
délégué aux relations institutionnelles



Sylvie GUSTAVE DIT DUFLO
Vice-Présidente
déléguée à l'eau et aux DROM-COM



Philippe GUELPA-BONARO
Vice-Président
délégué aux sobriétés



Benoît JOURDAIN
Vice-Président
délégué à la transition écologique et à la précarité énergétique



Jean-Patrick MASSON
Vice-Président
délégué aux politiques territoriales et à la distribution d'énergie



François-Marie DIDIER
Vice-Président
délégué à l'assainissement et à la lutte contre les pollutions aquatiques



Antoine GUILLOU
Vice-Président
délégué à la collecte et au tri à la source des déchets et à la propreté



Jean-Luc DAVY
Vice-Président
délégué à la distribution de gaz et d'électricité en transition énergétique



Jean RÉVÉREAULT
Vice-Président
délégué au financement et à la fiscalité



Michel MAYA
Vice-Président
délégué à la rénovation énergétique



Laurent BATTUT
Secrétaire, délégué au traitement des déchets



Marie BENEVISE
Vice-Présidente
déléguée au recyclage

Collège Partenaires



Serge NOCODIE
Vice-Président
délégué aux réseaux de chaleur et aux énergies renouvelables



Guillaume PLANCHOT
Trésorier, délégué à la communication



Antoine BOUSSEAU
Secrétaire adjoint, délégué aux relations avec les partenaires

COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE 2020 À 2026*

*Avant élections municipales 2026

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Composition de 2020 à 2026*

Collège des collectivités

1. Métropole Toulon Provence Méditerranée - Gilles VINCENT - Vice-président
2. Conseil Départemental des Vosges - Benoît JOURDAIN - Vice-président
3. Métropole de Dijon - Jean-Patrick MASSON - Vice-président
4. Commune de Tramayes - Michel MAYA - Maire
5. Syndicat Déchets de Charente CALITOM - Jean REVEREAULT - Membre du comité syndical
6. Syndicat Déchets du Puy de Dôme VALTOM - Laurent BATTUT - Président
7. Commune de Saint-Georges-Sur-Arnon - Jacques PALLAS - Maire
8. Syndicat d'Élimination et de Valorisation Énergétique des déchets de l'Estuaire – SEVEDE - Florent SAINT-MARTIN - Vice-Président
9. Conseil Régional de la Guadeloupe - Sylvie GUSTAVE DIT DUFLO - Vice-présidente
10. Communauté d'Agglomération de Cergy-Pontoise - Marc DENIS - Vice-président
11. Syndicat Départemental Savoie Déchets - Marie BÉNÉVISE - Présidente
12. Communauté d'Agglomération Fécamp Caux Littoral - Marie-Agnès POUSSIER WINSBACK - Députée
13. Commune de Bourg-en-Bresse - Jean-François DEBAT - Maire - Président d'agglomération
14. Métropole Grand Lyon - Philippe GUELPA-BONARO - Vice-Président Climat, énergie et réduction de la publicité
15. Syndicat Déchets SYDOM du Jura – Guy SAILLARD – Président
16. Syndicat Déchets Mixte Bil Ta Garbi – Martine BISAUTA - Présidente
17. Communauté Urbaine Dunkerque Grand Littoral - Jean-François MONTAGNE - Vice-président
18. Conseil Régional Auvergne Rhône-Alpes - Éric FOURNIER - Vice-Président
19. Syndicat intercommunal de la périphérie de Paris pour les énergies et les Réseaux de communication – SIPPEREC - Jacques JP MARTIN - Président
20. Syndicat Déchets Eau Énergie SYDED du Lot - Stéphane MAGOT - Président
21. Syndicat Déchets du Centre Yonne SDCY - Nicolas SORET - Président
22. Commune Ville de Paris - Antoine GUILLOU - Adjoint à la Maire
23. Syndicat de traitement des eaux usées Saône Beaujolais - Frédéric PRONCHERY - Président
24. Syndicat Déchets de la Vendée – Trivalis - Damien GRASSET - Président
25. Communauté d'Agglomération Montluçon - Philippe GLOMOT – Vice-Président
26. Syndicat Déchets SIVERT Est Anjou - Jean-Luc DAVY - Président
27. Communauté Urbaine d'Arras - Cédric DELMOTTE - Vice-Président
28. Métropole de Nantes – Mahel COPPEY – Vice-présidente
29. Syndicat mixte d'élimination des déchets de l'arrondissement de Rouen – Christine DE CINTRÉ – Sixième Vice-Présidente
30. SIOM de la Vallée de Chevreuse – Jean-François VIGIER - Président
31. Syndicat ENERGIES Vienne – Jacques DESCHAMPS - Président
32. Syndicat départemental d'Énergie d'Ille-et-Vilaine – Olivier DEHAESE - Président
33. Syndicat Mixte d'eau potable de la région du jurançon – Michel BERNOS - Président
34. Syndicat Interdépartemental pour l'Assainissement de l'Agglomération Parisienne – François-Marie DIDIER – Président

Collège des partenaires

1. FEDENE – Pascal GUILLAUME - Président
2. SEBAN & Associés - Marie-Hélène PACHEN-LEFEVRE - Avocate associée adjoint
3. INDDIGO – Gaëtan REMOND – Directeur associé
4. AURA EE – Serge NOCODIE - Président
5. SN2E - Jean-Yves MARTIN - Vice-Président
6. Fédération des Agences Locales Maîtrise de l'Énergie et du Climat - Maryse COMBRES - Présidente
7. FNADE - Antoine BOUSSEAU – Président
8. NALDEO Stratégies Publiques - Ronan MARION – Directeur
9. VIA SEVA – Guillaume PLANCHOT - Président
10. DALKIA - Céline LORRAIN - Directrice Commerciale réseaux
11. VEOLIA Propreté - Marc-Olivier HOUEL - Directeur Général
12. ENGIE Solutions - Paulo CAMEIJO - Directeur Affaires publiques et partenariats (BU Villes & Collectivités)
13. PAPREC – Sébastien PETITHUGUENIN – Président
14. FP2E – Estelle GRENIER – Présidente

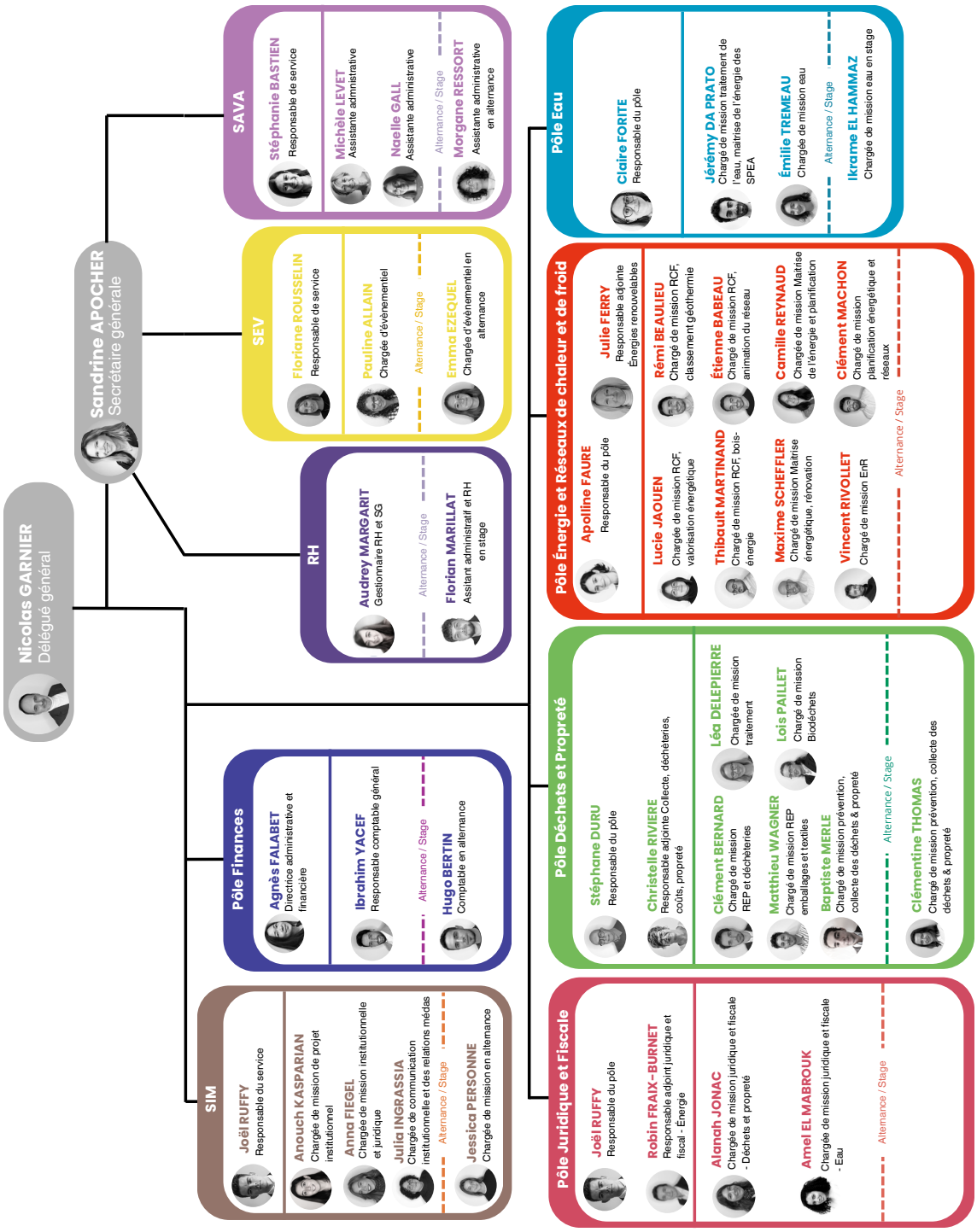
Personnalités qualifiées invitées

1. Union Nationale des Industries et Entreprises de L'Eau et de l'Environnement Jean Luc VENTURA - Président
2. Comité de Bassin Loire Bretagne – Thierry BURLOT - Président
3. Département de la Haute-Savoie – Martial SADDIER – Président
4. Sénateur du Bas-Rhin – Claude KERN
5. AAAA –Hubert MARTIN – Président

Notre équipe

AMORCE s'appuie avant tout sur la force de son collectif. Notre structure rassemble aujourd'hui 46 collaborateurs, fédérant des profils permanents, des CDD, des alternants et des stagiaires aux compétences complémentaires.

ORGANIGRAMME



ORGANISATION

Pour accomplir nos missions au plus près des réalités de terrain, notre organisation s'articule autour de trois pôles d'expertise technique, épaulés par un ensemble de services transverses et de fonctions supports indispensables.

Pôles techniques

Le pôle Energie, transition énergétique, réseaux de chaleur et de froid : Nos spécialistes interviennent sur tous les fronts de la transition énergétique et sont experts en matière de sobriété, rénovation énergétique, énergies renouvelables, réseaux de chaleur/froid, maîtrise de l'énergie, énergies renouvelables et l'efficacité énergétique.

Le pôle Gestion territoriale des déchets et propreté : Nos équipes accompagnent les acteurs locaux sur l'ensemble de la gestion des déchets – de la prévention à la valorisation (organique et énergétique), en passant par la planification, la collecte et les subtilités de la REP (Responsabilité Élargie du Producteur).

Le pôle Eau Gestion durable de l'eau : De la source au robinet, nos experts couvrent le petit et le grand cycle de l'eau, luttant contre les pollutions diffuses tout en accompagnant l'adaptation nécessaire des territoires au changement climatique.

Les forces transverses et supports

Pour garantir la cohérence et la qualité de nos interventions, nos techniciens s'appuient sur un solide réseau interne :

· **Le Pôle Juridique et Fiscal :** Une cellule composée de juristes spécialisés en droit public et de l'environnement qui guident nos adhérents et plus particulièrement nos collectivités dans l'application du droit de l'environnement, des contrats publics et des montages financiers.

· **Le Service relations Institutionnelles et Médias** : Une équipe qui coordonne notre plaidoyer, le rédige, chargée de porter notre voix, d'assurer une veille réglementaire active et de dynamiser notre visibilité médiatique.

· **Service Adhérents et Vie Associative :** Le point de contact privilégié qui anime la communauté, accueille les nouveaux membres et orchestre nos instances statutaires.

· **Service Événementiel** : Un service moteur qui insuffle vie et rigueur à nos congrès, colloques, séminaires

· **La direction financière** qui assure la gestion de l'association.

· **La direction des ressources humaines** structure et contribue à la performance des équipes, et **gère également les services généraux** qui jouent un rôle fondamental dans le bon fonctionnement de l'association en assurant les moyens nécessaires à l'organisation en garantissant un environnement de travail fluide et efficace.

CHIFFRES-CLÉS

46 collaborateurs & 36 postes permanents

composant un collectif engagé et complémentaire

+ de 1 000 adhérents

(collectivités, opérateurs, associations, bureaux d'études, partenaires institutionnels et privés), représentant une large couverture territoriale (régions, métropoles, syndicats…)

VALEURS ET PHILOSOPHIE

Notre action quotidienne puise sa force et son exigence dans des valeurs ancrées : **la solidarité, la confiance, la responsabilité, l'engagement et la bienveillance.** Notre marque de fabrique repose sur une vraie transversalité : c'est le dialogue constant entre nos techniciens et nos fonctions supports qui nous permet d'être aussi réactifs face aux mutations réglementaires et sociétales.

Notre Philosophie :

o **Expertise & valeur ajoutée** : chaque pôle technique intervient avec un haut niveau de spécialisation pour apporter des conseils adaptés à chaque contexte territorial.

o **Dynamisme & combativité :** l'équipe se distingue par sa capacité à innover, à défendre les intérêts des territoires et à réagir rapidement aux évolutions réglementaires, techniques ou environnementales.

o**Collaboration multi-compétences** : l'organisation structurée en pôles et en fonctions support permet une synergie fluide, garantissant la qualité et la cohérence de nos interventions à chaque étape.

Focus sur l'association des amis et anciens d'amorce (4A)

Créée le 17/09/2009, l'Association des 4A est composée d'administrateurs, d'anciens élus ou acteurs du réseau. L'Association des 4A demeure un précieux relais de transmission et de soutien. Ses membres nous épaulent fidèlement lors de nos grands rendez-vous et portent haut les couleurs d'AMORCE dans divers cercles externes. Nous remercions chaleureusement l'association des 4A qui valorise, accompagne et soutient activement les actions d'AMORCE.

Services aux adhérents

RENSEIGNEMENTS PERSONNALISÉS

Quotidiennement, les équipes d'AMORCE répondent aux demandes des adhérents sur des sujets techniques, juridiques ou analyses personnalisées couvrant l'intégralité des domaines d'expertise de l'association.

1558

renseignements personnalisés traités cette année

+ 8,3%

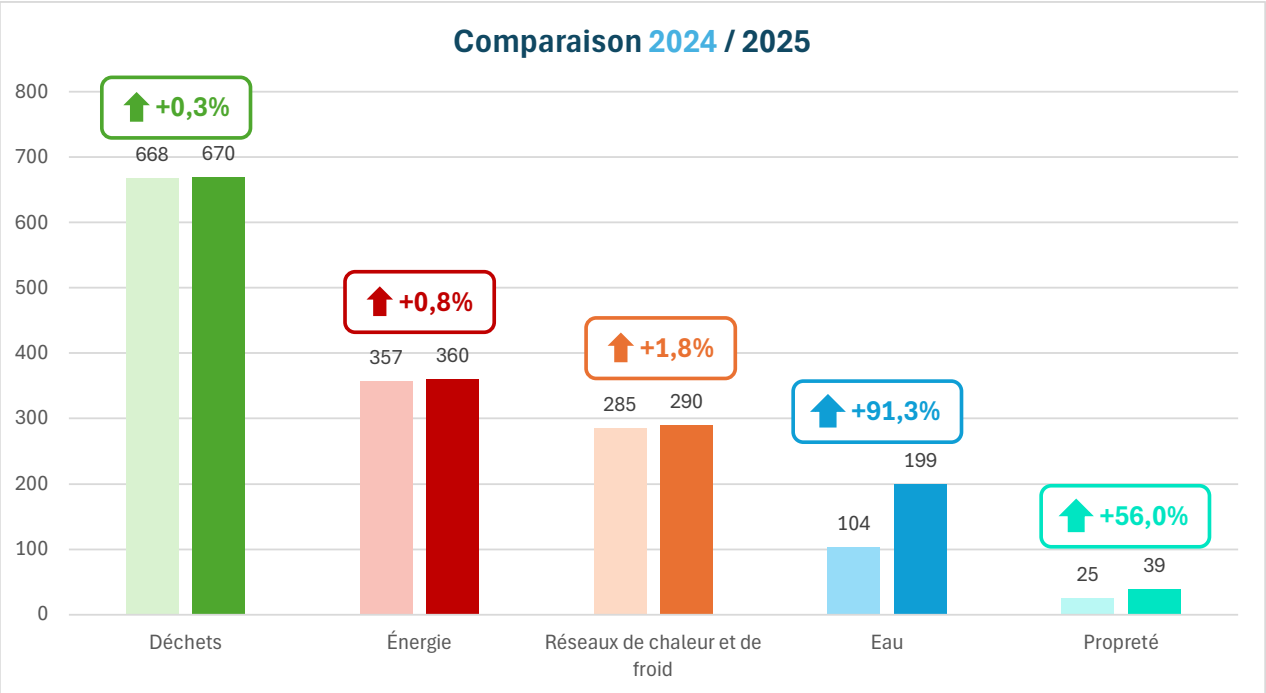
par rapport à N-1

Qui nous sollicite ?

80% de collectivités

17% de partenaires

3% d'autres organismes



Les Déchets demeurent le premier domaine de sollicitation avec 43% des demandes

Les sollicitation en Énergie et Réseaux sont en augmentation

Les demandes liées à l'Eau et la Propreté connaissent une forte progression

COMMUNAUTÉS D'AMORCE

Un réseau d'échanges au service des adhérents

En complément des renseignements personnalisés, les Communautés constituent un espace collaboratif unique où les adhérents partagent leurs expériences, posent leurs questions et s'entraident au quotidien sur leurs problématiques de territoire.

16 500
Membres
Une communauté engagée et en croissance

400
Sujets de discussion
De nouveaux sujets depuis le 1er septembre

1 500
Messages échangés
Des échanges riches entre adhérents

32 700
Visites
Les communautés sont largement consultées par les adhérents

ÉVÉNEMENTS ADHÉRENTS : GROUPES D'ÉCHANGES ET WEBINAIRES

AMORCE organise et anime des événements déclinés sous forme de groupe d'échanges, de réseaux, de forums et de clubs. Ces événements se déroulent soit en présentiel soit en distanciel.

Sur la période septembre 2025 à août 2026 :

78 webinaires et groupes d'échanges

62 webinaires
16 groupes d'échanges

4994 participants aux webinaires et groupes d'échanges

4619 pour les webinaires
375 pour les groupes d'échanges

Détail des événements :

17 webinaires et 10 groupes d'échanges en déchets
8 webinaires et 1 groupe d'échanges en propreté
24 webinaires et 5 groupes d'échanges en énergie et réseaux
13 webinaires et un groupe d'échanges en eau

Toutes ces rencontres sont ouvertes aux adhérents en fonction des compétences auxquelles ils souscrivent. Elles permettent de s'informer sur des thématiques spécifiques et d'échanger sur les bonnes pratiques ou les difficultés rencontrées dans la mise en œuvre des politiques déchets, propreté, eau, énergie et réseaux.
La liste des réunions et webinaires sur la période est jointe en Annexe 1.

MANIFESTATIONS ET SALONS







39E CONGRÈS D'AMORCE

Ce 39e Congrès, organisé à Angers du 15 au 17 octobre en partenariat avec le Syndicat d'Eau d'Anjou, le SIVERT de l'Anjou et le Syndicat intercommunal d'énergies de Maine-et-Loire, avait pour thème « Transition écologique et énergétique : faire plus avec moins ! », très pertinent au regard des difficultés rencontrées par les collectivités et partenaires. Cette édition a réuni plus de 1 000 participants sur les 3 jours, qui ont pu écouter les débats politiques lors de tables rondes, échanger sur des retours d'expérience et renforcer leur réseau.

Ce congrès a aussi été marqué l'action médiatique « carton rouge » ppour manifester l'opposition des élus à l'augmentation de la taxation sur la gestion des déchets qui impacte fortement les collectivités

21E RENCONTRES DES RÉSEAUX DE CHALEUR ET DE FROID

Organisée avec le soutien de l'ADEME, et en partenariat avec FEDENE Réseaux de Chaleur et de Froid ainsi que Via Seva, l'édition 2026 avait pour thème « Relancer le développement des réseaux face aux incertitudes ». Dans un contexte plus incertain que jamais, et alors que les besoins de chaleur et de froid restent au cœur de notre consommation énergétique, les réseaux de chaleur et de froid s'imposent comme des leviers de résilience pour les territoires. À la croisée des enjeux climatiques, économiques et sociaux, ils constituent un pilier incontournable de la transition énergétique.

Ces rencontres, qui ont accueilli 310 personnes, ont permis d'aborder les freins et défis de développement des réseaux dans les territoires dans un contexte d'incertitudes.

19E RENCONTRES AMORCE / ÉCO-ORGANISMES

Ce rendez-vous incontournable d'AMORCE intitulé « Filières REP : respecter enfin le cadre juridique et contractuel » a été l'occasion de faire le point sur une actualité particulièrement riche, marquée par des demandes de refondation et d'échappatoire aux obligations réglementaires de la part des metteurs en marché avec une remise en cause du principe de responsabilité élargie du producteur. Dans un contexte de tensions accrues avec les éco-organismes sur les filières emballages, textiles, et déchets du bâtiment notamment, AMORCE a tenu à rappeler les enjeux juridiques et contractuels des filières REP et la façon dont les collectivités peuvent faire valoir leur droit. Neuf éco-organismes ont répondu présents au village installé le temps du déjeuner pour échanger avec les 320 participants de cette manifestation.

Autre temps fort de cette édition : l'allocution du ministre délégué à la transition écologique Mathieu Lefevre qui a abordé les sujets de fiscalité sur les déchets et la refondation des filières textiles et déchets du bâtiment.





COLLOQUE DÉCHETS

Organisée en partenariat avec la Banque des Territoires et en collaboration avec les fédérations et syndicats professionnels des déchets (FNADE, FEDERREC et SNEFID), cette journée avait pour thème cette année la « Valorisation matière et énergétique des déchets : fiabiliser les débouchés, créer de la valeur ». AMORCE a abordé la situation des filières de valorisation matière et énergétique des déchets en se focalisant sur les problématiques de pérennité des débouchés industriels et de garantie de recettes, à l'heure d'un nouveau mandat et des choix de lancement de nouveaux projets au niveau local.

Le programme de ce colloque s'est également adapté à l'actualité avec l'intervention de fédérations et d'ONG sur les refondations décidées par le gouvernement sur les filières REP (emballages ménagers avec la fausse consigne des bouteilles plastiques et canettes, PMCB, textiles), avec des témoignages qui ont émus les 230 participants et qui ont éclairé le public sur les enjeux du devenir des matières issues des déchets ménagers et assimilés.



COLLOQUE EAU

Cet évènement a fait son retour cette année avec un thème d'actualités « Sauvez l'eau : les territoires face à la menace des polluants émergents ». Il a été organisé avec le soutien de la Banque des Territoires et les Agences de l'Eau ; d'autres organismes tels que Cercle Français de l'Eau, France Urbaine, Fédération des Entreprises Publiques Locales, Villes de France et l'Association des Petites Villes de France sont également devenus partenaires pour porter ce colloque. Celui-ci a abordé les polluants émergents (PFAS, pesticides, ...) du captage au rejet et la garantie de la qualité de l'eau en mobilisant les leviers réglementaires et financiers. A l'heure où, au niveau national les décisions cruciales sur la définition et la stratégie de protection des captages ou sur la transposition de la DERU2 se dessinent, ce colloque a mis en avant les retours d'expérience des territoires qui ont déjà mis en place des stratégies efficaces.

Les différents temps d'échange et de partage sont venus interroger les limites du modèle actuel et les axes d'amélioration pour éclairer les décisions à venir. 135 participants ont répondu présents.

Assises Européennes de la Transition Énergétique



27E ÉDITION DES ASSISES EUROPÉENNES DE LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

23 au 25 juin 2026 - Dijon

Cette année, de nouveau, le pôle Energie et Réseaux a participé à ce salon. Présent dans plusieurs séquences, table ronde et ateliers, l'association a porté ses messages dans ce thème de « Mobilisation générale » qui a été choisi comme fil conducteur, notamment pour sonner l'alarme, agir et réagir face aux mouvements climato-sceptiques qui empoisonnent les institutions et certains médias. Notre équipe tenait également un stand afin de promouvoir les services d'AMORCE, d'échanger avec les 3 000 participants et de témoigner notre implication dans la transition écologique et énergétique.

NEWSLETTER D'AMORCE ET LETTRE AUX ADHÉRENTS

Newsletter (NL)

Avec un rendez-vous maintenu tous les quinze jours, le jeudi, notre newsletter poursuit son rôle d'information auprès de nos adhérents. Elle propose une lecture approfondie de l'actualité dans nos domaines de compétence, tout en relayant nos communiqués, nos publications et les principaux événements de notre réseau : congrès, colloques, webinaires, groupes d'échanges, etc.

Sa diffusion continue par ailleurs de progresser, avec désormais plus de 11 500 destinataires parmi nos adhérents, témoignant de l'intérêt renouvelé porté à ce support d'information.

Lettre aux Adhérents (LAA)

En complément de notre newsletter, les LAA permettent de mettre en lumière les actions menées en faveur de la transition écologique des territoires, en s'appuyant sur notre expertise et sur les initiatives portées par notre réseau. Elles donnent également à voir les temps forts de notre activité et les événements qui la jalonnent. Quatre LAA ont été publiées cette année.

Cette année encore, le nombre de destinataires a connu une progression significative, dépassant les 7 000 personnes. Nous poursuivons également notre volonté de valoriser et de diffuser plus largement nos dossiers thématiques inédits, désormais accessibles directement sur notre site, où ils peuvent être consultés et téléchargés.

GUIDES, ENQUÊTES ET PUBLICATIONS D'AMORCE

Guides de l'élu

Véritables ouvrages de référence, ces quatre guides réédités en juin 2026 outillent les élus à chaque étape de la mise en œuvre de leurs politiques déchets, propreté, énergie et eau, en leur offrant les clés pour en maîtriser toutes les dimensions.



PROPRETÉ

L'élu et les déchets sauvages



ÉNERGIE

L'élu, la transition énergétique et le climat



DÉCHETS

L'élu, les déchets et l'économie circulaire



EAU

L'élu, l'eau et la transition écologique

Publications

La liste complète des publications de septembre 2025 à août est disponible en annexe 2.



DÉCHETS

24 publications

À NE PAS MANQUER

• **La communication incitative comme levier d'amélioration des performances du SPGD (DT 167)** : présentation des différentes formes que peut prendre la communication incitative, les modalités de mise en œuvre possibles et les effets observés en matière de prévention et de tri des déchets dans les territoires pionniers ainsi que ses limites. La communication incitative constitue un outil stratégique pour encourager les changements de comportement indispensables à la transition écologique, en permettant aux citoyens de connaitre et de situer leur performance de gestion des déchets et d'adapter leurs pratiques.

• **Observatoire des installations de valorisation énergétique des déchets (DT 171)** : l'observatoire publié par AMORCE en mai 2026, dresse un état des lieux des UVE et des installations CSR/méthanisation en France, existantes et en projet, à partir d'une enquête menée auprès des collectivités et partenaires. L'objectif est de suivre l'évolution de ces filières face aux enjeux énergétiques et environnementaux actuels, alors même que leur rôle d'alternative à l'enfouissement reste encore limité au niveau national.



PROPRETÉ

7 publications

À NE PAS MANQUER

• **Enjeux, leviers et conditions d'une stratégie durable de propreté urbaine (PRLAA88)** : Ce dossier propose une analyse des principaux enjeux liés à la propreté urbaine et présente les leviers à disposition des collectivités pour construire une stratégie durable et adaptée à leur territoire. Il aborde notamment les modalités d'organisation des services, la prévention des déchets abandonnés, la sensibilisation des usagers et les conditions nécessaires à l'amélioration durable de la propreté de l'espace public.



ÉNERGIE & RÉSEAUX DE CHALLEUR

43 publications

À NE PAS MANQUER

• **Optimisation du réseau de distribution de gaz dans un contexte de transition énergétique (ENP92)** : synthèse de l'étude portant sur les impacts économiques de la baisse actuelle et programmée des consommations de gaz, le rôle des plans d'optimisation des réseaux de distribution, et recommandations d'AMORCE.

• **Bilan des Enquêtes Annuelles des Réseaux de Chaleur 2019-2023 (RCE42)** : présentation des évolutions des réseaux de chaleur d'un point de vue principalement économique sur la période 2019-2023, soit d'une situation précédant la crise énergétique jusqu'au retour à une situation de marché des énergies stabilisée.



EAU

17 publications

À NE PAS MANQUER

• **Micropolluants dans les eaux : Enquête AMORCE – Synthèse et Résultats (EAT 25)** : Structurée autour des volets eau potable et assainissement, cette enquête vise à mieux comprendre la manière dont les collectivités sont confrontées aux micropolluants, les actions qu'elles ont engagées, les difficultés rencontrées et les besoins d'accompagnement exprimés.

• **Transitions écologiques des territoires : construire des coopérations durables entre collectivités et monde agricole (EAT28)** : Cette publication présente les leviers, partenariats et actions mobilisables par les collectivités afin d'accompagner les transitions agricoles pour protéger la ressource en eau. Elle s'inscrit dans un contexte de fortes tensions autour des pratiques agricoles, souvent pointées comme responsables des pressions sur la qualité et la quantité de l'eau.

Activités institutionnelles

POLITIQUE EUROPÉENNE DE TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET ÉNERGÉTIQUE

Contexte et enjeux

Depuis les élections européennes de 2024, AMORCE a davantage investi le champ de la politique européenne au regard de ces conséquences souvent très lourdes en matière de transition écologique et énergétique pour les collectivités locales françaises. De nouveaux parlementaires européens français se sont mobilisés pour être des relais des propositions de l'association dans les débats européens. AMORCE a entrepris de rencontrer plusieurs de ces parlementaires pour nouer des liens avec eux.

Au regard de ces premiers échanges, il s'est avéré nécessaire de poursuivre ce travail au sein du Parlement mais également de l'étendre à la Commission Européenne, au Conseil de l'Union Européenne ainsi qu'à des associations européennes œuvrant dans les domaines d'activité d'AMORCE.

Dans ce contexte, AMORCE a souhaité poursuivre le développement de ses activités à l'échelle européenne en s'appuyant sur un cabinet de lobbying européen (Com'Publics) afin d'élaborer un plan d'action sur les enjeux clés d'AMORCE, de cartographier des acteurs pertinents pour être le relais des positions d'AMORCE et d'organiser des rendez-vous institutionnels avec ces instances européennes.

Un des sujets majeurs qui occupera les instances de l'Union ces prochains mois est le Cadre financier pluriannuel et, en son sein, la PAC. AMORCE perçoit les enjeux de ces textes pour les années à venir. La Commission a formulé une proposition de révision de ces textes et notamment un regroupement de plusieurs fonds européens dédiés à la transition écologique. Les montants de ces engagements financiers, comme la gouvernance de l'allocation de ces fonds, sont aujourd'hui en débat.

Actions d'AMORCE

AMORCE a poursuivi les rendez-vous institutionnels avec les Parlementaires et membres de la Commission afin de diffuser ses positions. Dans ce cadre, AMORCE a notamment rencontré la Commissaire européenne à l'environnement Jessika Roswall ainsi que l'Ambassadeur de la France auprès de la Commission. Les thématiques européennes qui ont amené la mobilisation d'AMORCE cette année :

Dans le domaine des déchets :

- Mise en consultation d'un acte économie circulaire pour réviser plusieurs textes et notamment la Directive-cadre déchets avec une tendance confirmée en faveur d'une relance du principe de REP à l'échelle européenne. AMORCE a défendu une généralisation du principe de REP, un véritable contrôle des obligations de couverture des coûts et un véritable mécanisme de sanction des éco-organismes.

- Mise en consultation du règlement européen de simplification dit paquet « omnibus » visant à simplifier les charges administratives, notamment dans la législation environnementale en matière de gestion des déchets, d'économie circulaire et d'émissions industrielles. AMORCE a défendu la suppression de l'obligation de fausse consigne des bouteilles plastiques figurant dans le Règlement emballages (PPWR).

- Proposition de la Commission de réviser le mécanisme EU ETS (quota carbone) avec notamment l'inclusion de la valorisation énergétique des déchets dans le système d'échanges européen. AMORCE s'est opposée à cette inclusion par le biais de plusieurs communications presse sur le sujet en demandant au gouvernement de défendre cette position.

Les arbitrages définitifs sur ces sujets n'ont pas été rendus. AMORCE restera mobilisée sur l'année à venir pour défendre ces positions.

Dans le domaine de l'eau :

- Élaboration puis publication d'une stratégie sur

la résilience de l'eau. Dans ce cadre, AMORCE a répondu à la consultation et s'est largement manifestée auprès des députés européens. Cette proposition conduit désormais à une volonté de réouverture de la Directive-cadre sur l'eau. Ce sujet devra être particulièrement suivi dans les mois à venir.

- Transposition de la directive dite « DERU » entrée en vigueur au 1er janvier 2025. AMORCE est d'ailleurs mobilisée au sein d'un groupe de travail ministériel relatif à la transposition du principe de REP établi au sein de la directive. Cette directive fait toutefois l'objet de nombreuses attaques. AMORCE s'attèle à en défendre les principes tout en proposant un élargissement du principe de REP à l'ensemble des pollutions émergentes.

Dans le domaine de l'énergie :

- Transposition des directives sur l'énergie (RED, EED et EPBD) en droit national et notamment traduction en droit interne des objectifs et des mesures proposées de manière suffisamment ambitieuse. AMORCE est largement mobilisée sur la transposition en droit interne des « plans locaux de la chaleur et du froid » et du « paquet gaz ». Ces débats se jouent dans le projet de loi dit DDADUE pour lequel AMORCE a formulé de nombreuses propositions d'amendements.

Dans le domaine des textes financiers :

- Démarrage des négociations autour du budget européen pour les 7 ans à venir et autour du texte de la PAC. AMORCE a rencontré plusieurs députés européens et représentants de la Commission pour porter les propositions formulées sur ces sujets : une accélération des financements en faveur de la transition écologique et une révision de la PAC visant à la rendre plus efficace pour accompagner les transitions agricoles. AMORCE participe également à la formulation d'un avis du Comité national sur l'eau sur ces textes. Les débats sur ces textes vont durer environ 1 an et demi, AMORCE prépare ses propositions d'amendements.

POLITIQUE FRANÇAISE DE TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET ÉNERGÉTIQUE

Contexte et enjeux

Cette année encore, la transition écologique et énergétique a traversé une période de fortes turbulences. Les attaques se sont multipliées contre des dispositifs pourtant essentiels à sa réussite. Ces attaques ont eu lieu dans une période particulière pour les collectivités de renouvellement des mandats municipaux et intercommunaux. Alors que les collectivités entamaient un nouveau cycle, AMORCE a souhaité les accompagner tout au long de l'année, sans faiblir sur la défense de leurs intérêts.

Le Fonds économie circulaire a été abaissé à son plus bas niveau depuis sa création (seulement 100 millions d'euros – à mettre en regard des recettes record de TGAP une nouvelle fois augmentée cette année en loi de finances pour atteindre plus d'un milliard d'euros). Les menaces de disparition de ce Fonds sont désormais bien réelles.

Le plaidoyer d'AMORCE et de ses partenaires a permis de stabiliser le Fonds chaleur à 800 millions d'euros (une enveloppe équivalente à celle de l'année précédente). Mais ce qui peut être perçu comme une vraie victoire dans la conjoncture économique actuelle, ne permet pas de couvrir le financement des projets qui étaient déjà en attente d'aides publiques et les nombreux nouveaux projets portés par les collectivités locales. Avec un montant deux fois inférieur au niveau nécessaire pour respecter les objectifs de la nouvelle programmation pluriannuelle de l'énergie, AMORCE a également dû batailler pour s'opposer à un trop grand durcissement et une trop grande complexification des critères d'éligibilité des aides de l'ADEME, condamnée à une équation impossible par l'absence d 'augmentation du Fonds chaleur.

En termes de rénovation énergétique des logements, MaPrimeRénov' a fait l'objet de plusieurs annonces brutales de modification (fin des monogestes sauf pour les PAC, priorité sur l'électrification, etc.). Cette valse-hésitation fragilise les acteurs du secteur et plus globalement les objectifs de rénovation énergétique du pays. D'autant plus que le gouvernement met désormais l'accent sur une électrification à outrance des consommations au détriment des questions de sobriété, des besoins réels de la politique énergétique et du pouvoir d'achat des Français. AMORCE a participé à toutes les négociations et initié une démarche collective des acteurs de la rénovation pour empêcher ce détournement de MPR mais aussi des CEE vers une transition énergétique qui renie ces principes de sobriété et d'efficacité énergétique pour favoriser une transition vers le tout électrique.

Ensuite, les aides des Agences de l'eau ont stagné alors que les enjeux d'accompagnement de la lutte contre les pollutions émergentes et des politiques de sobriété hydrique nécessitent des moyens financiers colossaux. Mais les arguments d'AMORCE, en faveur d'une réforme des redevances visant à faire enfin contribuer les multinationales de la chimie agricole aujourd'hui totalement exonérées de toutes redevances et à aligner les redevances de prélèvement de tous les acteurs économiques sur celles des agriculteurs qui génèrerait plus d'un milliard d'euros de recettes supplémentaires, sont de plus en plus relayés et défendus par de nombreux acteurs.

Plus transversal, le Fonds vert, dont les collectivités s'étaient largement emparées, a vu son budget à nouveau baisser. Le Fonds territorial climat a certes été adopté. Mais il demeure sans mise en œuvre effective de la part du gouvernement.

Enfin, malgré les contraintes budgétaires nécessitant de nouvelles recettes et les nombreuses discussions qui ont été menées, le budget de l'État pour 2026 – adopté dans des conditions très particulières – à manquer l'occasion d'opérer une véritable réforme en profondeur des fiscalités des déchets, de l'énergie et de l'eau. Pis encore, le gouvernement a saisi l'occasion pour augmenter une nouvelle fois la taxation injuste que constitue la TGAP payée par les collectivités avec le soutien du Parlement, qui a écarté la création d'une TGAP amont, une nouvelle fois votée au Sénat, et d'une TGAP sur les éco-organismes n'atteignant pas leurs objectifs, pourtant soutenue initialement par le gouvernement. Les collectivités expriment désormais très fortement leur colère.

Sur le plan législatif et réglementaire, les alertes se sont également multipliées au regard des attaques contre les acquis des politiques environnementales de ces dernières années :

- Projet de loi d'urgence agricole qui conduira à des conflits autour de la ressource en eau sans apporter

de réponse aux pollutions toujours plus nombreuses des captages d'eau potable ;

- Démantèlement des filières REP : textiles, déchets du bâtiment, emballages ménagers et fausse consigne, etc. Les décisions gouvernementales défavorables aux collectivités locales se sont succédées tout au long de l'année ;

- Publication de la PPE3 et de la SNBC3, après de nombreuses années de retard avec des objectifs qui apparaissent ambitieux sur le papier mais dont on sait que beaucoup d'entre eux ne seront pas atteints, faute de moyens.

- Attaques répétées contre les projets d'énergies renouvelables : menaces de moratoires, retards sur les mécanismes de soutien, annonces contradictoires, etc.

Les mesures annoncées pour l'adaptation au changement climatique n'ont également pas été à la hauteur face aux demandes des collectivités, en première ligne sur ce sujet.

Ces alertes ne doivent pas être prises à la légère. Elles traduisent la volonté de reculer face à l'ampleur des transformations à engager. AMORCE a été de toutes les négociations, et reste plus que jamais mobilisée pour apporter des arguments aux débats et défendre les services publics locaux.

Actions d'AMORCE



Dans le cadre des élections municipales, AMORCE s'est d'abord mobilisée pour formuler des propositions aux divers candidats – en publiant un « Guide de la transition écologique à destination des candidats et des futurs élus locaux ». AMORCE a également soutenu les élus dans leur prise de fonctions – en publiant quatre guides de référence "l'élu, les déchets et l'économie circulaire", "l'élu, la transition énergétique et le climat", "l'élu, l'eau et la transition écologique" et "l'élu et les dépôts sauvages". Enfin AMORCE a également organisé un cycle de montée en compétence pour les nouveaux élus sous la forme de webinaires pour présenter les compétences locales et le champ d'intervention de la puissance publique.

Pendant cette période d'installation propice à des concertations tronquées, AMORCE est restée vigilante pour défendre ses adhérents.

Sur le plan budgétaire et fiscal, AMORCE s'est particulièrement mobilisée – comme à son habitude – pour maintenir un niveau d'ambition élevé pour la transition écologique et énergétique. Face aux nombreuses attaques des dispositifs de soutien et des agences de l'État, AMORCE :

- A défendu la mise en œuvre du Fonds territorial climat ;

- A mobilisé les collectivités autour d'une pétition en faveur de la défense du Fonds chaleur à 1,5 milliard d'euros ;

- A proposé une réforme de la TGAP portant en priorité sur les produits non recyclables et les éco organismes ne respectant pas leurs objectifs et alimentant un nouveau Fonds économie circulaire pouvant s'élever à plus d'un milliard d'euros pour soutenir enfin réellement les projets locaux d'économie circulaire ;

- A défendu le maintien des aides à la rénovation pour les ménages les plus précaires et les rénovations globales ;

- A soutenu le rôle important des agences de l'État et appelé à recentrer le débat sur l'évaluation de l'efficacité des politiques publiques ;

- A porté une réforme en profondeur de la fiscalité

écologique au travers d'une réforme de la TGAP, des redevances des agences de l'eau et d'un prix plancher des énergies fossiles ;

- A appelé à l'instauration d'une loi de programmation des finances publiques et de la fiscalité en matière de transition écologique et énergétique ;

- A défendu des évolutions en matière de TVA.

Ces actions ont porté leur fruit pour partie (TVA réduite sur la gestion des déchets municipaux, TVA réduite pour les réseaux de froid, limitation de la hausse de la TGAP sur les collectivités, etc.). Vous pourrez en lire le détail dans les parties dédiées à chacune de nos compétences. En tout état de cause, la mobilisation de l'association reste entière pour le PLF 2027 dont l'élaboration s'annonce également difficile.

En s'opposant aux tentatives de reculs en matière de transition écologique et énergétique, AMORCE s'est positionnée dans tous les débats listés ci-avant et a formulé des propositions afin de limiter les atteintes qui auraient pu être portées.

AMORCE a participé activement aux concertations visant à la réforme de la politique de l'eau sur les plans quantitatifs et qualitatifs. Surtout, AMORCE s'est mobilisée dans le cadre de ces débats pour ne pas opposer agriculture et transition écologique. Dans le cadre de ces négociations pourtant, l'association a dû faire face à des débats très compliqués. Elle a néanmoins porté des propositions en matière de gouvernance, de partage de la ressource et de protection des captages d'eau potable au Parlement et devant les médias. Leader d'une coalition de différents acteurs, AMORCE a permis d'éviter le pire dans le cadre des débats sur le projet de loi d'urgence agricole.

Pour aller plus loin, AMORCE a publié ses travaux relatifs à la transition écologique et énergétique des territoires avec et pour le monde agricole qui recueillent des retours d'expérience sur les coopérations entre collectivités territoriales et acteurs agricoles (eau, énergie, déchets) en vue d'alimenter un guide de bonnes pratiques. Face aux défis du changement climatique, à la pression sur les ressources et à l'évolution des pratiques agricoles, ces coopérations apparaissent plus que jamais essentielles.

En matière de déchets, AMORCE a dû reprendre le combat contre la fausse consigne des bouteilles pour boisson, réintroduite par l'Élysée et le ministre délégué en charge de la transition écologique, mais aussi contre la remise en cause du principe de responsabilité élargie du producteur au travers des projets de refondation qui défendent la maitrise des charges… des metteurs en marché. Là encore, en première ligne dans une plateforme d'associations, AMORCE a su médiatiser ces combats et contraindre à plusieurs reprises le gouvernement à revoir ses plans.

En matière d'énergie, AMORCE a travaillé en faveur de la publication de la PPE3 et de la SNBC3 attendues de longue date. L'association a rappelé qu'au-delà des objectifs, il fallait désormais se fixer les moyens de les atteindre. Pourtant, là encore les attaques ont été nombreuses comme décrit ci-avant. AMORCE a dû mener dans ce domaine également plusieurs actions collectives pour s'opposer particulièrement à une dangereuse politique d'électrification à outrance.

Ensuite, AMORCE, dans l'ensemble de ces domaines de compétence, a développé une activité de contentieux contre l'État voire les institutions européennes pour faire valoir les droits des collectivités. Dans bien des cas, les négociations politiques ne fonctionnent plus et l'association a donc décidé de se tourner vers la justice : pour la protection des captages, en matière de REP (Emballages, Emballages professionnels, PMCB, TSUU). Cette stratégie sera poursuivie les années à venir.

Enfin, là aussi constatant parfois l'échec des discussions politiques, l'association a souhaité mobiliser les élus dans la rue pour faire entendre leur colère. Pour s'opposer à la hausse de la TGAP mais aussi à la mise en œuvre de la fausse consigne, AMORCE a organisé plusieurs manifestations. Cette stratégie pourra également être poursuivie dans les années à venir.

De manière générale, AMORCE a mis, toute l'année, sa force médiatique et ses réseaux institutionnels au service de la cause des collectivités compétentes en matière de gestion des déchets, de l'énergie et de l'eau et de l'assainissement.

Comme vous pourrez le lire dans les parties spécifiques à chacune de nos compétences, les combats n'ont pas manqués cette année encore et se poursuivront en 2027, AMORCE ayant à cœur de continuer à obtenir des victoires.

PARTENARIATS INSTITUTIONNELS

Contexte et enjeux

AMORCE s'inscrit dans un cadre d'acteurs institutionnels de plus en plus complexes qui multiplient leurs actions et leurs interventions, avec un risque de dilution des positions à défendre et de la prise en compte des intérêts des collectivités locales. Un travail de discussions, de mise en cohérence et d'organisation des plaidoyers a continué d'être mené tout au long de l'année par AMORCE avec les associations de collectivités, de consommateurs, les fédérations professionnelles et les ONG. Il est à noter que de nombreuses actions communes ont pu être réalisées.

Actions d'AMORCE

Comme les années précédentes, AMORCE s'est employée, au cours de l'année, à enrichir les échanges et partenariats avec les associations généralistes et spécialisées de collectivités territoriales, les associations environnementales et de consommateurs, dans les domaines des déchets, de l'énergie, de l'eau et plus globalement en matière de transition écologique et de lutte contre le dérèglement climatique. Ces échanges ont permis de partager des réflexions et points de vue sur les dossiers prioritaires qui sont détaillés par ailleurs.

AMORCE a ainsi poursuivi son travail d'animation de la plateforme des associations de collectivités dans ses trois domaines d'activité. Cette plateforme a permis de fédérer les associations de collectivités – notamment généralistes (AMF, Intercommunalités de France, France urbaine, APVF, Villes de France, Départements de France, Régions de France, ANPP – Territoires de projet) autour de positions communes : opposition au projet de fausse consigne sur les bouteilles plastiques ; opposition au projet de loi d'urgence agricole ; opposition à la politique énergétique du gouvernement ; etc.

Ces actions de la plateforme des associations de collectivités ont été élargies aux ONG, fédérations professionnelles et associations de consommateurs. A ce titre, AMORCE a été :

- Leader de l'opposition à la fausse consigne des bouteilles plastiques fédérant l'ensemble des acteurs concernés pour sauver le geste de tri unique et la collecte sélective des emballages ;

- Leader du positionnement d'une très large coalition en matière de protection des ressources en eau ;

- Leader d'une opposition à la politique énergétique du gouvernement.

AMORCE entretient toujours des liens étroits avec la plupart des associations spécialisées de collectivités (Méthéor, Fédération nationale des Collectivités de Compostage, Réduire Plus, Cercle national du recyclage, Effinergie, FLAME, l'ANPP, le RARE, la fédération des EPL, la fédération des SCOT ou Energy Cities dont AMORCE est membre historique, SYPREA et l'ASTEE). Elle travaille également très régulièrement avec les syndicats et les fédérations professionnelles (FNADE, FEDENE, FP2E, SER, AFPGUIE, SNCU, SVDU, AFG, CME, FEDEREC, SNEFID, CIBE, France renouvelable, Enerplan, ATEE, Via Seva, RISPO, le Plan Bâtiment Durable, UIE ...).

Par ailleurs, AMORCE poursuit ses échanges avec les associations de protection de l'environnement (CLER, FNE, Les amis de la Terre, FNH, WWF, RAC, Zerowaste, Générations Futures, Notre Affaire à tous, etc.). AMORCE travaille également avec les associations de consommateurs (CLCV, UFC-Que Choisir, UNAF) ou les fédérations de bailleurs sociaux (USH).

L'année écoulée a donc été particulièrement importante pour l'affirmation de la légitimité d'AMORCE sur l'ensemble de ses compétences et sa visibilité médiatique et auprès des instances publiques quant aux positions défendues.

Médias et communication

RELATIONS PRESSE

AMORCE a consolidé sa présence médiatique lors de la période 2025-2026.

En chiffres, notre outil de veille, complété par d'autres retombées presse, a enregistré plus de 900 retombées presse. Au total, 25 communiqués de presse ont été diffusés aux journalistes et 5 conférences de presse ont été organisées sur la période. Celles-ci ont rassemblé en moyenne 15 journalistes par conférence pour les colloques, et près de 20 journalistes pour celle du congrès.

A noter que la presse spécialisée reste majoritaire dans la représentation des médias ayant cités AMORCE. Elle est suivie de près par la presse institutionnelle, la presse nationale généraliste et la presse régionale.

AMORCE a bénéficié de plusieurs retombées dans les familles de médias suivantes :

- Chaines télévisées : France 2, France Info, Hugo Décrypte

- Radios : France Inter (x 11), France Culture (x 3), France Radio (x 4), RMC (x 7), RTL (x 3), Ici – anciennement France Bleu (x 2)

- Agences de presse : AFP (x25), AEF infos (x8), News tank (x19)

- Presse nationale généraliste : Le Monde (x7), Les Echos (x16), La Croix (x3), Le Figaro (x4), Libération, L'Humanité, Nouvel Obs, etc.

- Presse régionale : Ouest France, La Voix du Nord, Le Télégramme, RCF, Nice Matin, La Montagne, actu.fr, L'Indépendant, La Dépêche, La Provence, Corse Matin, Dauphiné Libéré, etc.

Il est également important de souligner qu'il y a eu plus de 80 demandes spontanées de la part de journalistes en particulier de la presse généraliste Cette donnée met en lumière le fait qu'AMORCE soit un acteur bien identifié de la part des médias sur nos thématiques et positions et que ceux-ci ont le réflexe de nous contacter en tant qu'expert. Cela conforte une stratégie médias de longue date où une relation de confiance s'est instaurée avec un certain nombre de médias privilégiés.

Plusieurs campagnes médiatiques ont été menées sur la période, ce qui a permis à AMORCE d'être particulièrement visible et influente sur des sujets clés tels que : Projet de loi urgence agricole, consigne sur les bouteilles plastiques, TGAP, MaPrimeRénov', etc.

COMMUNICATION AUPRÈS DES ADHÉRENTS

Le site internet

Cinq ans après sa mise en service, le site internet d'AMORCE continue de jouer son rôle d'outil de référence pour les adhérents, tant sur son volet « Actualités » que sur son volet « Ressources » (publications, replays de webinaires, supports de groupes d'échange). Il constitue également la plateforme d'inscription pour l'ensemble des événements organisés par AMORCE.

Des évolutions y sont régulièrement apportées afin d'améliorer la fluidité des fonctionnalités et l'expérience utilisateur.

Sur la période du 1er octobre 2025 au 30 septembre 2026, le site a comptabilisé 156 000 visiteurs, soit une progression de 6 % par rapport à l'exercice précédent.

Les réseaux sociaux

La présence d'AMORCE sur les réseaux sociaux poursuit sa dynamique de développement en 2025-2026, avec une communauté en progression et une stratégie éditoriale qui se diversifie afin de renforcer la visibilité des actions et des prises de position de l'association.

LinkedIn : lancée en février 2019, la page atteint 18 300 abonnés en août 2026, contre 16 400 en septembre 2025. Le réseau constitue aujourd'hui un canal privilégié pour valoriser les expertises et prises de position d'AMORCE, relayer ses publications et promouvoir ses événements. Sur la période, 252 publications ont été diffusées, générant 222 800 impressions, 107 300 engagements et 112 800 de portée.

Facebook : lancée en février 2026, la page vient compléter la présence digitale d'AMORCE et élargir les canaux de diffusion de ses actualités, publications, événements et contenus. Ce nouveau réseau s'inscrit dans la volonté de diversifier les audiences et les canaux de communication de l'association.

La stratégie éditoriale évolue également afin de dynamiser la communication et de renforcer l'attractivité des contenus, avec une plus grande diversité de formats. Une attention particulière est notamment portée au développement de contenus vidéo, en complément des contenus habituels.

En parallèle, les actions de communication politique ont été diversifiées, notamment autour du projet de loi d'urgence agricole, avec une campagne de mobilisation et de relais sur les réseaux sociaux. La publication a notamment été relayée par plusieurs partenaires d'AMORCE, contribuant ainsi à élargir sa diffusion. Sur LinkedIn, elle a généré une portée estimée à près de 138 000 personnes. Sur Facebook, la campagne a atteint plus de 1 000. Cette démarche illustre la volonté d'AMORCE de renforcer la portée de ses messages et de mobiliser davantage son réseau autour de ses positions politiques.





Les conventions de partenariat et contrats

CONVENTIONS ADEME

Pour l'énergie, un partenariat existe avec l'ADEME depuis 2002. Les actions inscrites dans le périmètre de cette convention bénéficient ainsi d'une prise en charge de 50 % par l'ADEME. La convention 2025-2026 a ainsi été réalisée à hauteur de 90,9 %, illustrée par 24 évènements et 21 publications. La nouvelle convention, débutée en mars, intègre désormais les actions sur les déchets et s'échelonne désormais sur deux ans, apportant de la visibilité aux équipes. Elle s'élève à 338 140 € pour la partie Énergie sur la première année. De nombreux travaux y sont intégrés, notamment autour des nouveaux plans locaux de chaleur et de froid, ainsi que le développement de la collection de guides AMORCE « L'élu et », sur les réseaux de chaleur et de froid, le photovoltaïque, ou encore la géothermie. Les enjeux d'adaptation et de maîtrise de l'énergie sont évidemment également intégrés dans cette nouvelle convention.

Sur les déchets, AMORCE dispose d'une convention de partenariat avec l'ADEME depuis 2001. L'ADEME participe dans ce cadre au financement de 50 % des actions inscrites dans la convention avec à la clé la réalisation de nombreux évènements et publications. La convention 2025-2026 s'est achevée fin février 2026 avec un taux de réalisation de 96 %. Une nouvelle convention, fusionnée avec l'énergie, a été établie sur la période 2026-2028 pour un montant annuel 2026-2027 pour la partie Déchets de 91 411 euros. Le partenariat en cours prévoit notamment la poursuite des travaux sur la mise en place d'une planification de la prévention et de la gestion des déchets à l'échelle intercommunale, la mise à jour du guide TVA au regard des récentes évolutions, des interventions auprès des adhérents, des webinaires et des groupes d'échanges ainsi que la réalisation d'études et de notes sur la construction d'une stratégie territoriale de lutte contre les emballages plastiques à usage unique, l'analyse des écarts de performances du tri à la source des biodéchets et la mise en avant des bonnes pratique, l'état des lieux du déploiement du tri hors foyer et la tarification sociale des déchets.

CONVENTION CAISSE DES DÉPÔTS – BANQUE DES TERRITOIRES

Depuis une première convention signée en 2019 pour une année et au regard de son succès, AMORCE et la Banque des territoires ont engagé un partenariat qui poursuit sa montée en puissance. La convention 2026 porte sur l'organisation des colloques eau et déchets mais également sur de nombreuses publications et en particulier sur des notes de conjoncture. Le partenariat en cours prévoit la réalisation de nombreux travaux, de webinaires, notamment sur la rénovation des bâtiments publics, les pollutions émergentes ou encore l'adaptation des infrastructures déchets, énergie et eau au changement climatique, mais également l'accompagnement individualisé des SPEA sur la maitrise de l'énergie. Cette année a été marquée, dans le cadre du partenariat, par la poursuite du Label « Territoire d'eau en transition écologique » et la publication d'une vaste enquête portant sur les liens entre agriculture, territoires et transition écologique. La convention 2027 est en cours d'élaboration.

AUTRES CONVENTIONS

Les agences de l'eau, via une convention avec l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse accompagnent, AMORCE depuis 2022 sur plusieurs types d'actions auprès des collectivités. Ce partenariat consolidé d'année en année, vise à proposer aux collectivités un accompagnement autour des enjeux de l'eau et notamment en lien avec le 12ème programme des agences. Il a notamment permis de continuer de travailler ensemble sur les sujets de sobriété dans le patrimoine public des collectivités, de recours aux eaux non conventionnelles, de l'intégration de la gestion intégrée des eaux pluviales dans les aires de stationnement soumis à obligations de solarisation ou encore la lutte contre les pollutions émergentes, pesticides, PFAS, notamment du colloque eau 2026.

La convention triannuelle avec l'Agence Nationale de l'Habitat (Anah) s'est poursuivie en 2025-2026, atteignant notamment 100 % de taux de réalisation en 2025. Des publications à destination des Espaces Conseils France Rénov' et des collectivités (élus et techniciens), sont ainsi parues, comme le guide « L'élu et la rénovation énergétique des logements privés ». L'adaptation aux conséquences du changement climatique, la décarbonation du chauffage, le coût de la rénovation d'ampleur ou l'animation du réseau de professionnels sont autant de sujets qui ont bénéficié d'une publication au cours des derniers mois. La convention actuelle se termine fin 2026, AMORCE espérant la prolonger en 2027.

La Commission européenne

Européen Heat&Cool LIFE

Le programme Heat&Cool LIFE, commencé en 2021, s'est poursuivi en 2026. Le comparateur de modes de chauffage et de froid a été publié au printemps 2025 et a fait l'objet d'améliorations et de mise en jours en 2026. Cette année, AMORCE a contribué à l'organisation de journées de sensibilisation aux réseaux de chaleur et de froid pour les collectivités et professionnels, avec notamment une visite à Toulon et Seyne-sur-Mer. AMORCE poursuit ses travaux, notamment une note sur la gouvernance et le financement citoyen.

Fondation Européenne pour le Climat (FEC)

Après un premier partenariat avec la FEC en 2025 pour travailler sur l'avenir des réseaux de gaz, AMORCE a renouvelé sa convention de partenariat en 2026, avec deux axes de travail. Le premier concerne le partage de la valeur et de l'effort sur le développement des énergies renouvelables : AMORCE anime un groupe de travail d'acteurs locaux pour faire émerger des propositions permettant d'accélérer le développement des énergies renouvelables et leur acceptabilité locale. Le deuxième axe de travail concerne l'avenir des réseaux de gaz : AMORCE mène des travaux pour consolider les hypothèses structurantes de son étude de 2025, et l'intérêt technico-économique des plans de déclassement du réseau de distribution de gaz.

CHIFFRES CLÉS

896

adhérents

572 collectivités
et 324 partenaires

17

webinaires

10

groupes d'échanges

2

événements annuels

24

publications

670

renseignements

2

DÉCHETS & ÉCONOMIE CIRCULAIRE

Politique générale

CONTEXTE ET ENJEUX

L'année écoulée a été marquée par une accumulation de décisions et d'arbitrages défavorables aux collectivités locales en charge du service public de gestion des déchets.

Cette situation concerne en premier lieu les filières TLC, PMCB et emballages, sans compter la future filière des textiles sanitaires que le gouvernement a tout simplement cherché à supprimer. Ces crises ont mis en évidence des rapports de forces de plus en plus en faveur des metteurs sur le marché et de leurs éco-organismes qui défendent désormais de manière ostentatoire la limitation de leurs contributions, quitte à remettre en cause tous les objectifs de prévention et de recyclage de la législation européenne et française et avec des conséquences financières et opérationnelles très grave pour les acteurs locaux (collectivités locales, mais aussi acteurs économiques locaux).

L'effondrement annoncé d'une partie de la filière textiles laisse des acteurs de l'économie circulaire mais aussi des milliers de tonnes de déchets textiles à l'abandon, tandis que la remise en cause de la quasi-totalité du dispositif de collecte sélective des déchets du bâtiment transfère la majeure partie de la charge financière des éco-organismes vers les collectivités et l'artisanat local. Le nouvel assaut du lobby des eaux et boissons en faveur d'une fausse consigne soutient quant à lui avant tout le développement de la bouteille jetable à usage unique aux dépens du pouvoir d'achat des Français, du geste de tri et du service public de collecte sélective et de l'environnement. AMORCE aura été cette année de tous les combats, de toutes les réunions de négociation et aura pu rassembler autour d'elle sur ces différents dossiers un front uni avec la plupart des grandes associations de collectivités locales, des associations de consommateurs, des fédérations professionnelles, ou encore des acteurs de l'économie sociale et solidaire. Elle aura aussi mobilisé à de nombreuses reprises son cercle de plus en plus large de députés et sénateurs afin de faire barrage aux propositions les plus dangereuses pour les collectivités.

Cette année aura également été marquée par le rendez-vous manqué avec une vraie réforme de la TGAP sur les déchets ménagers, qui pèse toujours (et encore plus fort désormais) sur les seules collectivités locales. Jamais les propositions d'AMORCE en faveur d'une TGAP sur les produits non recyclables et sur les éco-organismes n'atteignant pas leur objectif n'avaient été autant débattues et même soutenues. Mais il aura encore manqué quelques voix pour que la fiscalité des déchets soit un peu plus juste et efficace.

Enfin, de nombreuses incertitudes demeurent autour des solutions de valorisation des déchets qui ne peuvent être évités ou recyclés. Le développement du tri à la source des biodéchets pose encore la question des débouchés et de la qualité des matières produites, avec la publication du socle commun des matières fertilisantes toujours attendue. En matière de valorisation énergétique, l'avenir des UVE, des UVEOR et de la filière CSR reste également soumis aux évolutions réglementaires et européennes, notamment après l'avis rendu par la Commission en faveur de l'intégration de la valorisation énergétique des déchets dans le système des quotas carbone.

Cette actualité dense renvoie aux mêmes questions : comment atteindre réellement les objectifs de prévention et d'économie circulaire tout en garantissant aux collectivités les moyens financiers et les solutions techniques nécessaires à un service public performant ? Quelle est la stratégie de l'État sur la gestion des déchets en France ? Qui défend-il lorsqu'il s'agit d'appliquer le principe pollueur payeur au travers de la responsabilité élargie du producteur ?

ACTIONS D'AMORCE

Dans ces différents domaines, AMORCE a, cette année encore, porté la voix des collectivités qui subissent directement les tentatives de reculs en matière d'économie circulaire. Les collectivités sont mises à contribution, voire injustement taxées, alors même qu'elles assurent au quotidien ce service public local à la population. AMORCE a défendu la mise en œuvre de la loi AGEC et, plus largement, les dispositions pour que la France respecte ses engagements et ses objectifs de prévention, de réemploi, de collecte et de recyclage. Ce travail s'est notamment affirmé dans les interventions sur les crises successives rencontrées par les filières REP textiles, textiles sanitaires, déchets du bâtiment, emballages (ménagers et professionnels) en dénonçant les insuffisances du pilotage national, la faculté de l'État à défendre en priorité l'intérêt général et en mettant les metteurs sur le marché et les éco-organismes face à leurs responsabilités. AMORCE a dénoncé une politique qui fait encore trop largement peser sur les collectivités les conséquences financières et opérationnelles de leurs insuffisances, tout en permettant à l'État de bénéficier de recettes dynamiques de TGAP sans que celles-ci soient réinvesties dans l'économie circulaire.

À l'occasion des rencontres avec les pouvoirs publics, des débats parlementaires, des travaux législatifs et des nombreuses interventions médiatiques de l'association, AMORCE a poursuivi le portage de propositions structurantes :

- Des contraintes beaucoup plus fortes sur les metteurs sur le marché, avec des objectifs réellement contraignants de réduction des gisements et de prévention des déchets pour les filières REP ;

- Une fiscalité incitative en amont, notamment sous la forme d'une TGAP appliquée aux produits non recyclables ou difficilement recyclables, afin de rendre le coût de la gestion des déchets cohérent avec les choix des producteurs ;

- Un véritable système de responsabilisation des éco-organismes, notamment par une TGAP ou un mécanisme financier équivalent appliqué lorsque les objectifs de prévention, de collecte ou de recyclage ne sont pas atteints ;

- Un renforcement du soutien financier aux collectivités, notamment par une augmentation des soutiens de l'ADEME et par une réaffectation plus importante des recettes de la TGAP au financement de la prévention, du réemploi, du tri et du recyclage ;

- Un soutien politique et financier au développement des filières de valorisation des déchets résiduels, notamment les UVE, UVEOR, la méthanisation et les CSR, afin de limiter le recours au stockage et de donner aux collectivités les moyens de disposer de solutions de traitement adaptées aux déchets qui ne peuvent être évités ou recyclés.

Si les médias, les parlementaires et de nombreux acteurs ont progressivement intégré le bien-fondé du plaidoyer porté par AMORCE et les reprennent, les réponses apportées par les Gouvernements successifs demeurent encore très insuffisantes. Face à cette absence, AMORCE a donc renforcé ses modes d'intervention : mobilisation politique et médiatique, production d'analyses et de propositions chiffrées, accompagnement des collectivités, mais également le recours à des moyens d'actions juridiques pour contester, lorsque cela est nécessaire, les décisions de l'État contraires aux intérêts des collectivités et au bon fonctionnement du service public.

Le détail de la mobilisation d'AMORCE dans chacun de ces domaines et les principales actions conduites au cours de l'année sont présentés dans les pages qui suivent.

Évolution du service public de la gestion des déchets et de sa planification

CONTEXTE ET ENJEUX

La gestion des déchets en France bénéficie d'une réglementation qui définit une planification nationale, régionale et pour partie locale au niveau des programmes locaux de prévention des déchets ménagers et assimilés (PLPDMA). Souvent, ces outils de planification « déchets » ne proposent pas de continuité ni sur les objectifs, ni sur les investissements, ni pour la mise en place de programmes d'actions qui permettraient d'atteindre les objectifs nationaux de réduction et valorisation des déchets.

Pour être à la hauteur des défis à relever, notamment en matière de stratégies structurantes en faveur de l'économie circulaire, AMORCE recommande d'améliorer la planification par l'adoption et la mise en œuvre d'un plan local de prévention et de gestion des déchets (PLPGD) favorisant une mobilisation plus importante des collectivités et de leurs usagers.

ACTIONS D'AMORCE

Une première note (DP 31), rédigée en collaboration avec Régions de France, a permis de formuler des recommandations sur les pistes d'évolution de la planification déchets vers une planification intercommunale efficiente et coordonnée avec les différents échelons (syndicats de traitement et régions).

AMORCE a poursuivi ses réflexions en 2026 sur l'évolution du SPGD. Après un webinaire en 2025 qui a permis de sonder les adhérents sur l'architecture, le portage et la gouvernance d'un PLPGD, AMORCE a présenté ses travaux, en mars 2026, à la DGPR qui a approuvé l'intérêt d'une planification déchets locale et globale, visant tous les objectifs de la loi AGEC. AMORCE a ensuite publié à l'été 2026 une nouvelle note DT 170 synthétisant les « Eléments de mise en œuvre d'une planification locale en matière de prévention et gestion des déchets », inspirée des bonnes pratiques relevées dans les différents outils de planification déjà expérimentés par certaines collectivités (plan stratégique déchets, contrat d'objectifs…). Pour tester la démarche, **AMORCE lance, avec le soutien financier de l'ADEME, une expérimentation sur le déploiement de PLPGD** dans des territoires volontaires afin d'évaluer leur mise en œuvre au regard de l'objectif d'une mise en cohérence des politiques publiques.

La dernière étape de la démarche vise une contractualisation État, Régions, Intercommunalités pour bénéficier des soutiens financiers proportionnés aux ambitions de la loi AGEC et opérants. AMORCE défend également la nécessité de doter les régions de moyens pour financer les investissements sur leur territoire, avec des EPCI qui doivent bénéficier des financements des échelons supérieurs.

Juridique, financement et fiscalité

CONTEXTE ET ENJEUX

Le projet de loi de finances (PLF) pour 2026 a fait l'objet de toutes les attentions, en particulier du fait de l'évolution de la composante déchets de l'ancienne taxe générale sur les activités polluantes (TGAP), désormais recodifiée en « taxe sur les déchets incinérés » et « taxe sur les déchets mis en décharge » aux articles L. 433-44 et suivants du code des impositions sur les biens et services, sur la période 2026-2030. Le PLF 2026 proposait dans sa version initiale d'octobre 2025 une trajectoire d'augmentation progressive des TGAP-incinération et stockage jusqu'en 2030, qui avait été encore alourdie par un vote du Sénat au mois de décembre. Si la trajectoire initialement prévue pour les UVE (jusqu'à 20 euros/t en 2030 pour les UVE performantes et 45 euros/t pour les non performantes) est maintenue dans le texte final, la hausse prévue pour le stockage est amoindrie dans le texte adopté par rapport au texte initial (division par 2 de la trajectoire initialement prévue, jusqu'à 85 euros /t en 2030).

Deux points positifs doivent toutefois être notés. Le Parlement a supprimé la sur-TGAP sur le stockage, introduite par la loi de finances pour 2024 et a abaissé le taux de TVA depuis le 1er mars 2026, fixé désormais à 5,5 %, acquittée par les collectivités ou les ménages, sur l'ensemble des prestations de collecte et de traitement des déchets (y compris concernant les OMR, y compris la TVA acquittée sur la TGAP).

ACTIONS D'AMORCE

AMORCE s'est fermement opposée à la poursuite de la trajectoire haussière de la TGAP-déchets. Si elle ne l'a pas empêché, notre intervention a évité le scénario noir de l'augmentation de la TGAP qui cumulait juste avant l'adoption du texte définitif les augmentations les plus importantes proposées par le gouvernement et par les parlementaires : 105 € / tonne pour le stockage et 45 € pour la valorisation énergétique.

Ce lobbying sur le PLF 2026 aura donc payé en partie même s'il n'est pas satisfaisant, notamment sur l'abondement de ces recettes au fonds économie circulaire pour financer les projets des collectivités, encore réduit. Par ailleurs, l'association a milité en faveur de la baisse du taux de TVA et à une application de la tarification incitative davantage adaptée aux territoires. AMORCE poursuit son travail de lobbying dans le cadre du prochain projet de loi de finances pour 2027, soutenant notamment la TGAP dite « amont » et créer un signal prix en faveur de l'éco-conception et pour réduire les produits non recyclables mis sur le marché, ainsi que la taxe sur les emballages plastiques non-recyclés, un moyen de sanctionner les éco-organismes s'ils n'atteignent pas leurs objectifs.

En parallèle, AMORCE poursuit ses échanges avec la direction générale des finances publiques (DGFiP) afin d'obtenir une clarification sur la notion d'« opération complexe unique », laquelle est actuellement source d'une grande insécurité juridique et financière pour les collectivités porteuses de projets de construction et exploitation d'installations de collecte et de traitement de déchets. Enfin, compte tenu des modifications d'ampleur en matière de TVA opérées par la loi de finances pour 2026, AMORCE a entrepris la refonte de son Guide sur la TVA en matière de déchets rédigé en 2012.

Enfin, face à cette actualité, AMORCE a encore renforcé l'accompagnement de ses adhérents sur les problématiques juridiques, financières et fiscales rencontrées dans le cadre du SPGD à travers un grand nombre de renseignements et l'organisation d'évènements dédiés.

Prévention des déchets et réduction à la source

CONTEXTE ET ENJEUX

La loi AGEC a renforcé la prise de conscience et les obligations des producteurs sur les enjeux de l'économie circulaire. Pourtant, son application reste principalement centrée sur les étapes aval du cycle de vie des produits, comme la collecte, le tri et le recyclage, au détriment de la prévention. Les leviers prioritaires que sont la réduction des mises en marché, **l'écoconception et le réemploi restent insuffisamment investi**s, malgré leur place en tête de la hiérarchie des modes de traitement des déchets.

Ce constat est particulièrement visible dans les objectifs assignés aux filières REP : seules les filières des emballages, ménagers et professionnels, et des textiles sanitaires à usage unique ont des objectifs de réduction des déchets à atteindre avant la fin de leur agrément, mais sans véritable mécanisme de sanction si elles ne les atteignent pas. Et les enveloppes dédiées aux fonds réemploi et réparation ne sont jamais utilisées dans leur intégralité.

ACTIONS D'AMORCE

AMORCE accompagne les collectivités dans la compréhension des enjeux de prévention et dans l'identification des leviers à mobiliser. AMORCE a notamment intégré un chapitre dédié à la prévention et à ses principaux leviers dans son guide « L'élu et les déchets », complété par plusieurs articles consacrés notamment à l'intégration de la prévention dans les achats publics et aux obligations réglementaires associées.

AMORCE poursuit cet accompagnement avec l'organisation de deux webinaires consacrés à la prévention des déchets occasionnels, traitant de leur réemploi, réparation et des collectes préservantes. La prévention des emballages fait, quant à elle, l'objet d'un traitement spécifique dans un webinaire dédié à la pollution plastique, au sein duquel **AMORCE aborde la réduction à la source des plastiques à usage unique et le réemploi des emballages.**

AMORCE se mobilise également pour renforcer la prévention au sein des filières REP. En complément du recours engagé en 2025 sur les textiles sanitaires à usage unique, qui se poursuit en 2026, AMORCE a engagé des recours contre les cahiers des charges des REP emballages ménagers et professionnels, afin de contester leur insuffisante prise en compte des objectifs de réduction fixés par la loi AGEC.

Enfin, **AMORCE alerte sur le manque d'engagement des distributeurs et des éco-organismes** et plaide pour la mise en place de mécanismes contraignants et de sanctions en cas de non-atteinte des objectifs de prévention des déchets.

Collecte des déchets (déchèteries, PAP, PAV et sécurité)

CONTEXTE ET ENJEUX

L'organisation de la collecte des déchets connaît depuis plusieurs années des évolutions : déploiement de nouvelles filières REP en déchèterie, développement du réemploi, optimisation de la collecte en porte-à-porte et en apport volontaire, renforcement des exigences de sécurité ou encore maîtrise des coûts d'exploitation : les collectivités doivent adapter en permanence leurs organisations pour répondre aux nouvelles attentes réglementaires, environnementales et financières.

ACTIONS D'AMORCE

AMORCE accompagne les collectivités dans l'évolution de leurs services de collecte afin de partager des retours d'expérience des collectivités sur l'organisations des collectes et concilier « performance environnementale », « maîtrise des coûts » et « qualité du service public ». AMORCE analyse les problématiques remontées par ses adhérents, produit des analyses techniques et juridiques et défend des évolutions réglementaires.

Après 2 notes consacrées aux bonnes pratiques de collecte incitative – dont la modulation des fréquences de collecte - et au respect des obligations de collecte séparée y compris des biodéchets, AMORCE a produit en 2026 un nouvel opus qui se penche sur un autre levier pertinent : la communication incitative. Avec cet outil, les citoyens peuvent connaitre et évaluer leur performance de gestion des déchets et mieux les comprendre, ce qui encourage les changements de comportement en matière de réduction et de tri des déchets.

Soutenu par AMORCE dans le décret de simplification du 27 juillet 2026, le nouvel article R. 2224-24 du CGCT confie enfin à l'autorité compétente le soin de fixer librement la fréquence de collecte des OMR en porte à porte en fonction des caractéristiques du territoire, de la typologie de l'habitat et des variations saisonnières. Cette évolution ouvre la voie à de nouvelles optimisations.

Face aux nombreuses évolutions réglementaires, l'association a également réalisé une note sur la « Rationalisation des filières REP en déchèterie existante : comment concilier espace disponible, maîtrise des coûts et performance environnementale ? » Dans ce cadre, AMORCE a conduit plusieurs groupes d'échanges consacrés aux perspectives d'adaptation des déchèteries pour intégrer les filières REP, notamment via les expérimentations de bennes multi-REP.

AMORCE accompagne également les collectivités dans la prévention des risques, dont le risque incendie lié aux batteries lithium-ion ou de cartouches de protoxyde d'azote à l'origine d'une multiplication d'incidents dans les bennes à ordures ménagères, les déchèteries ou en installations de traitement. AMORCE a défendu l'interdiction de la commercialisation aux professionnels sans déclaration, la traçabilité de la gestion et de l'élimination des cartouches de protoxyde d'azote achetées dans ce cadre, ainsi qu'une aide financière aux collectivités pour leurs coûts de traitement.

En complément de son groupe d'échanges annuel sur l'optimisation des collectes, AMORCE a proposé deux nouveaux webinaires en 2026 :

- Un premier sur l'adaptation des services de collecte au changement climatique pour partager les enjeux et retours d'expérience : équipements de protection individuelle adaptés, modification des horaires de collecte, les mesures du plan d'actions canicule en déchèteries… ;

- Un second sur la gestion des incivilités envers les agents publics qui a mis en avant les dispositifs de formation des agents et les stratégies de sensibilisation à l'échelle intercommunale pour lutter contre les atteintes à la sécurité des agents publics.

Filières à responsabilité élargie des producteurs

EMBALLAGES MÉNAGERS (EMPAP)

Contexte et enjeux

Après trois années d'un agrément dont AMORCE avait souligné les lacunes et son impossibilité à obtenir l'atteinte des objectifs assignés à la France en termes de prévention et de recyclage des emballages ménagers, l'État a finalement décidé d'engager la réforme de cette filière en anticipant de trois ans le calendrier initial. Plus de trente ans après la création de la filière en 1992, les performances de réduction et de recyclage restent insuffisantes, notamment pour les emballages plastiques, dont seulement 38% sont collectés sélectivement et 28 % sont recyclés, contre des objectifs européens de 50 % en 2025 et 55% en 2030

L'État ne dresse hélas pas le même constat et motive cette décision pour d'abord imposer par anticipation la fausse consigne pour recyclage des bouteilles plastiques et des canettes que l'Union européenne impose en 2029 dans le nouveau règlement emballages qui remplace la directive emballages. Dans ce contexte, les travaux sur l'avenir de la filière se poursuivent, alors que le Gouvernement n'a toujours pas publié le grand plan national Plastiques annoncé fin 2025.

Actions d'AMORCE

AMORCE a représenté les collectivités dans les différentes instances et réunions de travail de la filière : Comité des parties prenantes (CPP), Comité technique du réemploi, Comité technique du recyclage et échanges avec les pouvoirs publics. Constatant que les actions traditionnelles ne conduisaient à aucun résultat tangible, **AMORCE a engagé en février 2026 un recours devant le Conseil d'État à l'encontre du cahier des charges de la filière.** AMORCE conteste en effet depuis 2023 ce cahier des charges, jugé insuffisant pour garantir l'atteinte des objectifs français et européens de prévention, de collecte et de recyclage. A travers ce recours, l'association demande, d'une part, l'abrogation des dispositions du cahier des charges impropres à l'atteinte des objectifs et, d'autre part, d'enjoindre au Gouvernement d'édicter les mesures nécessaires pour y parvenir, lesquelles incluent notamment le renfort des obligations pesant sur les éco-organismes.

AMORCE a accompagné ses adhérents dans l'amélioration des performances de la filière à travers une veille et des analyses réglementaires, des groupes de travail et des webinaires, notamment sur l'optimisation des centres de tri, complétés par une note technique identifiant les principaux leviers d'action.

Depuis la fin mai, le contexte est surtout marqué par le retour du projet gouvernemental de consigne pour recyclage des bouteilles plastiques et des canettes de boisson avec la volonté du gouvernement de passer en force. AMORCE a poursuivi son travail de démonstration de l'inefficacité environnementale et économique de ce dispositif et a établi que la France n'est pas juridiquement tenue de mettre en place une consigne dès maintenant. Plutôt que de détourner les moyens du service public vers les bouteilles, qui constituent déjà l'un des emballages plastiques les mieux collectés et recyclés, AMORCE appelle à concentrer les efforts sur l'ensemble des emballages plastiques ménagers, dont le faible taux de recyclage fait encore supporter à la France près de 750 M€ de taxe plastique européenne chaque année. La mobilisation d'AMORCE contre la « fausse consigne » s'est structurée autour de trois priorités : réduire les déchets d'emballages à la source, développer le réemploi et améliorer massivement la collecte et le recyclage de tous les emballages plastiques avec une juste couverture des coûts.

PRODUITS ET MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION ISSUS DU BÂTIMENT (PMCB)

Contexte et enjeux

Après seulement deux années de fonctionnement, l'État a engagé la filière de REP PMCB sous la pression des metteurs en marché et des distributeurs de matériaux de construction. Après plusieurs mois de tergiversation, la réforme décidée par le ministre délégué Mathieu Lefèvre revoit en profondeur les modalités d'organisation de la filière : gouvernance, contractualisation, reprise des déchets, maillage territorial ou encore financement au détriment des collectivités.

Pour AMORCE, ces arbitrages constituent un recul majeur par rapport à la loi AGEC, les propositions du ministre exigeant pour partie des adaptations législatives. En transférant une partie des charges et des contraintes organisationnelles vers les collectivités, ils remettent en cause plusieurs principes fondateurs de la REP et s'éloignent de l'objectif initial consistant à garantir une prise en charge intégrale des coûts de gestion des déchets du bâtiment.

Actions d'AMORCE

Face à cette refondation, AMORCE a mobilisé ses adhérents et fédéré les autres associations de collectivités pour peser dans les concertations organisées par le ministère. AMORCE a contribué à toutes consultations publiques et porté de nombreuses propositions pour préserver une filière conforme au principe de responsabilité élargie du producteur. Elle s'est notamment mobilisée pour défendre le maintien d'un service de proximité, la reprise sans frais de l'ensemble des déchets triés et une couverture intégrale des coûts supportés par les collectivités.

En parallèle, AMORCE a accompagné ses adhérents grâce à une veille réglementaire renforcée, des notes d'analyse, des webinaires et des groupes de travail permettant de prévenir des conséquences opérationnelles de la réforme et de partager les retours d'expérience des collectivités.

Estimant que les projets de textes issus de cette refondation ne répondaient pas aux attentes exprimées par les collectivités et fragilisaient durablement l'équilibre de la filière, avec un risque de jurisprudence pour les filières, **les élus d'AMORCE ont décidé d'engager un recours contentieux à l'encontre des futurs textes réglementaires nécessaires cette réforme, dès leur publication.** L'association poursuivra son action auprès des pouvoirs publics et, si nécessaire, devant les juridictions compétentes afin de défendre les intérêts des collectivités et de veiller au respect des principes fondateurs de la responsabilité élargie du producteur.

TEXTILES, LINGE DE MAISON ET CHAUSSURE (TLC)

Contexte et enjeux

La filière REP Textiles, Linge de maison et Chaussures (TLC) traverse depuis deux ans une crise structurelle, marquée par l'augmentation continue du gisement, la faiblesse de la collecte séparée et la dégradation des conditions économiques de réemploi et de valorisation. En 2024, cette filière a généré plus d'un million de tonnes de déchets TLC, dont près de 800 000 tonnes dans les ordures ménagères résiduelles (OMR) et les encombrants de déchèteries, pour un coût de plus de 225 M€ par an pour les collectivités.

La crise s'est renforcée en 2026 par de nouvelles difficultés pour les opérateurs de collecte et de tri. Le Relais a ainsi engagé en juin 2026 la suppression de 4 000 points de collecte, avec des perspectives encore plus sombres d'ici 2028. Dans ce contexte, le ministère a proposé une réforme pour cette filière mais sans ambition et surtout qui ne règle aucune des problématiques en jeu pour réduire les mises en marché, garantir une collecte des dons et déchets textiles à l'échelle du territoire pour tous les usagers et financer à la hauteur des charges supportés par les opérateurs la gestion de ces matières.

Actions d'AMORCE

AMORCE s'est fortement mobilisée dans les travaux de refondation de la filière engagés par l'État. Afin de disposer d'une expertise partagée et de porter au mieux la voix des collectivités, AMORCE a organisé un webinaire dédié à la crise et à l'avenir de la filière TLC, et plusieurs ateliers et tables rondes lors de ses événements nationaux. Ces temps d'échanges ont permis de recueillir les difficultés rencontrées localement, de partager les retours d'expérience des collectivités et de construire des positions communes.

Au sein des groupes de travail réunissant collectivités, metteurs en marché, opérateurs et recycleurs, AMORCE a défendu une trajectoire ambitieuse reposant notamment sur un objectif de 70 % de collecte sélective à horizon 2031, un maillage renforcé à raison d'un point pour 750 habitants rendu possible par la reprise obligatoire par les distributeurs et un soutien dédié à la collecte. AMORCE a également obtenu la réévaluation du soutien au tri à 268 €/t en 2026, tout en rappelant que cette mesure ne constituait qu'une réponse partielle à la crise. Face aux arbitrages ministériels jugés insuffisamment ambitieux, AMORCE a rapporté les situations critiques des territoires et formulé des propositions visant à renforcer les objectifs de collecte, assurer la continuité du service en cas de défaillance d'un opérateur et instaurer des mécanismes de sanctions financières en cas de non-atteinte des objectifs.

AMORCE continue de défendre une refondation équilibrée de la filière, conciliant prévention, collecte, réemploi et développement du recyclage, sans faire peser sur les collectivités les coûts liés aux défaillances de la REP, **tout en prévoyant un recours juridique pour contester la réforme envisagée**

EMBALLAGES PROFESSIONNELS (EPRO)

Contexte et enjeux

Prévue par la loi AGEC au 1er janvier 2025, la filière REP des emballages professionnels (EPRO) vise un gisement massif d'environ 7,5 Mt/an (50 % papiers-cartons, 33 % bois, 13 % plastiques). Les collectivités en collectent près de 14 % (1 Mt) via le service public de gestion des déchets, pour un coût estimé à 140 M€/an sans compensation des producteurs. Cette filière constitue également un enjeu majeur pour l'État pour respecter les objectifs de recyclage et réduire le versement annuel de la « taxe plastique » à l'Union européenne (800 M€ de pénalités). Bien que le cadre réglementaire ait été arrêté fin 2025 et que trois éco-organismes aient été agréés en juin 2026 (Citeo Pro, Léko Pro et Twiice), le Gouvernement a suspendu à la dernière minute la mise en œuvre effective prévue initialement au 1er juillet 2026, sous la pression de metteurs en marché, en la retardant jusqu'au 1er janvier 2027.

Actions d'AMORCE

Tout au long des négociations réglementaires puis face aux récents arbitrages politiques, AMORCE s'est imposée comme le principal défenseur des collectivités locales en menant un combat offensif sur l'ensemble des volets du dossier.

Dès les premières phases de concertation et d'élaboration du cahier des charges, AMORCE a mené un travail d'influence décisif qui a permis de sécuriser une avancée majeure pour le service public : la prise en charge financière à 100 % des emballages cartons professionnels collectés par les collectivités, levant ainsi le plafond historique de 78 %. L'association s'est également mobilisée pour défendre un soutien financier équitable sur les plastiques (mono et multi-résines) et les emballages en bois, en incitant directement les éco-organismes candidats à dépasser le cadre minimal du cahier des charges — à l'instar de la proposition portée par Léko Pro soutenant financièrement les bennes multi-REP bois en déchèterie. En parallèle, AMORCE est intervenue fermement auprès du ministère pour exiger la prise en charge des surcoûts liés aux emballages de produits dangereux, des contrats spécifiques pour la propreté urbaine, ainsi que le financement par la REP de la gestion des emballages professionnels abandonnés et des déchets issus des marchés forains.

Face à la décision brutale du ministère de suspendre le lancement de la filière en juin 2026, AMORCE a immédiatement réagi en dénonçant un arbitrage politique encore une fois défavorable aux collectivités qui privilégie la soutenabilité financière des metteurs en marché au détriment de l'écologie et des finances locales. L'association s'est fermement opposée à ce nouveau report qui prolonge le transfert injustifié de charges sur les collectivités alors même que les éco-organismes sont prêts et agréés. En conséquence, **AMORCE a engagé en février 2026 un recours devant le Conseil d'État à l'encontre du cahier des charges de la filière en vue d'obtenir son annulation et d'enjoindre au ministre chargé de l'environnement d'apporter les modifications requises dans un délai de 4 mois à compter de la décision.**

LES AUTRES FILIÈRES REP

Contexte et enjeux

Les autres filières REP font également l'objet d'un suivi attentif de la part d'AMORCE, afin d'identifier les difficultés rencontrées par les collectivités et de veiller à ce que leur mise en œuvre respecte les principes de la responsabilité élargie du producteur. La multiplication des filières et des dispositifs de collecte fait notamment émerger des enjeux croissants de rationalisation en déchèterie, de prise en charge effective des coûts, de qualité du service de collecte et d'adaptation des dispositifs aux contraintes opérationnelles des collectivités.

Ces enjeux sont particulièrement importants pour les petites déchèteries, confrontées à la multiplication des contenants et aux contraintes d'espace, mais également à des modalités de collecte et de reprise parfois complexes ou insuffisamment adaptées aux réalités des territoires.

Actions d'AMORCE

AMORCE représente les collectivités dans les différentes instances de gouvernance des filières, notamment dans la commission interfilière REP (CIFREP), au sein des comités des parties prenantes (CPP), et l'association fait régulièrement remonter à la DGPR et aux éco-organismes les difficultés constatées sur le terrain et les manquements aux obligations des éco-organismes.

AMORCE travaille à la rationalisation des filières REP en déchèterie, avec le développement de solutions de bennes multi-REP permettant de limiter la multiplication des contenants. Si ces dispositifs peuvent constituer un levier intéressant pour les collectivités, AMORCE veille à ce qu'ils garantissent la qualité du tri, les performances de recyclage, une prise en charge financière adaptée et une répartition claire des responsabilités entre les différents acteurs.

Sur la filière EEE, AMORCE suit notamment les difficultés liées à la gestion des équipements susceptibles de contenir des batteries. L'association a fait remonter auprès de la DGPR les difficultés d'interprétation et les contraintes opérationnelles rencontrées par les collectivités, **ce qui a conduit à une clarification des modalités de séparation de ces équipements en 2026.** AMORCE reste également mobilisée sur les conditions de collecte et de prise en charge des EEE en déchèterie, notamment pour l'utilisation des caisses grillagées, qui posent des problématiques de manutention.

Sur les pneumatiques, AMORCE poursuit la mise en œuvre de la REP en suivant les dysfonctionnements rencontrés par les collectivités pour les faire remonter au ministère, ce qui a donné lieu à des mises en demeure de la part de l'État. Les enjeux portent notamment sur les conditions de collecte et de reprise dans les petites déchèteries, auxquelles les modalités de mise à disposition des contenants peuvent être particulièrement contraignantes.

Tri à la source et valorisation organique des biodéchets ménagers et assimilés

CONTEXTE ET ENJEUX

Malgré l'obligation de mise en place du tri à la source des biodéchets depuis le 1er janvier 2024, **les ordures ménagères résiduelles (OMR) contiennent encore un tiers de biodéchets.** Leur présence massive dans les OMR complique leur élimination dans les installations de stockage des déchets non dangereux (ISDND). En effet, depuis le 1er janvier 2025, les déchets contenant plus de 65% de valorisables ne sont théoriquement plus admis en ISDND.

La valorisation organique en agriculture, sous forme de matière fertilisante, est la principale voie de valorisation des matières organiques des collectivités. Sur le plan réglementaire, la publication du « socle commun » des matières fertilisantes et supports de culture a connu une avancée avec la publication d'un premier décret . **Mais cette réglementation tarde à sortir, ce qui créée une incertitude pour tous les acteurs du secteur avec des conséquences sur les investissements à opérer pour capter davantage de matière et la valoriser.**

Le retour au sol des matières organiques est en effet essentiel pour fertiliser les sols, réduire l'usage d'engrais chimiques, lutter contre l'érosion de la biodiversité et rendre les sols davantage résiliant pour le stockage d'eau. Pourtant, la présence de polluants émergents menace cette boucle vertueuse :

• Les PFAS (polluants éternels) ;

• Les plastiques, issus des emballages, contaminent les biodéchets et les composts ;

• Les bouteilles de protoxyde d'azote, utilisées pour un usage récréatif, sont parfois abandonnées dans les points d'apport volontaire de biodéchets. Leur présence sur les installations de traitement pouvant entrainer usure et casse de matériel.

ACTIONS D'AMORCE

AMORCE défend toujours le principe d'un soutien aux collectivités locales pour développer le tri à la source des biodéchets dans le cadre du fonds économie circulaire, en juste compensation du prélèvement qui est fait au titre de la TGAP et qui rapportera à l'État en 2026 plus d'un milliard d'euros. Le déploiement du tri à la source des biodéchets marque en effet un ralentissement, notamment en raison de l'arrêt des aides de l'État, qui freine l'adoption de bonnes pratiques par les collectivités et les acteurs économiques. Pour relancer le déploiement du tri à la source, le maintien des aides financières est indispensable, avec une priorisation des collectivités les moins avancées, afin de réduire les inégalités territoriales et accélérer la transition vers une gestion plus durable des biodéchets. AMORCE porte ces positions au sein du groupe de travail ministériel dédié au tri à la source des biodéchets.

Par ailleurs, AMORCE et ses partenaires ont adressé aux ministères concernés une lettre commune sur le « socle commun » des matières fertilisantes, pour accélérer la publication du cadre réglementaire. AMORCE a également participé activement à la consultation publique sur le cadmium, soulignant la nécessité de prendre en compte les contraintes des filières de valorisation organique.

AMORCE a saisi l'occasion des débats sur le projet de loi DDADUE (Dispositions d'Adaptation au Droit de l'Union Européenne), pour obtenir la suppression de cette surtransposition qui interdit de fabriquer du compost à partir du 1er janvier 2027 à partir des matières issues des Unités de Valorisation Énergétique et Organique (UVEOR). Adoptée par le Sénat, cette modification doit encore être approuvée par les députés cet automne avant d'entrer en vigueur.



Valorisation énergétique des déchets

CONTEXTE ET ENJEUX

Les lois TECV et AGEC imposent une trajectoire ambitieuse de réduction des déchets résiduels avec un objectif de réduction de 15 % des déchets ménagers et assimilés d'ici 2030 par rapport à 2010, de généralisation du tri à la source des biodéchets pour tous les producteurs depuis 2024, et de diminution des quantités de déchets admis en installation de stockage devant atteindre 50 % en 2025 par rapport à 2010. Faute de parvenir à réduire suffisamment les quantités d'OMR, la valorisation énergétique s'impose comme la seule alternative crédible à l'enfouissement pour les déchets non recyclables.

Pourtant, l'État continue de ne pas définir de stratégie sur ce mode de traitement **tout en multipliant les contraintes qui fragilisent son modèle économique.** La PPE 3, publiée en février 2026, illustre cette ambiguïté : le soutien aux chaufferies CSR reste conditionné à des mécanismes de soutiens que l'État ne débloque pas, et les UVE ne bénéficient d'aucun objectif dédié. Coup dur supplémentaire, la Commission européenne a proposé en juillet 2026 d'intégrer les UVE au marché carbone européen (EU-ETS) à partir de 2031, malgré l'opposition de la France.

À cela s'ajoutent la hausse de la taxe sur les déchets incinérés et enfouis (ex TGAP), les enjeux PFAS que les collectivités subissent dans leurs installations et les explosions de bouteilles de protoxyde d'azote dans les fours. Autant de dossiers qui, cumulés, pèsent lourdement dans les budgets, qui ne donnent pas de lisibilité à moyen et long terme sur les modèles économiques et qui créé une insécurité réglementaire pour les collectivités gestionnaires d'UVE, de CSR. **Face à ces menaces, AMORCE agit sur tous les fronts pour défendre les intérêts des collectivités et sécuriser l'avenir de la filière**.

ACTIONS D'AMORCE

AMORCE poursuit **l'animation du Club des élus en faveur de la valorisation énergétique (CLEVE)**, qui réunit près de 80 collectivités, avec une plénière annuelle en février 2026 consacrée à la TGAP, aux PFAS à la méthanisation et aux projets sur les UVE. AMORCE a publié en octobre 2025 puis actualisé en 2026 **l'Observatoire des installations de valorisation énergétique,** confirmant le dynamisme du parc (117 UVE, 14 millions de tonnes traitées, une quarantaine de projets de rénovation ou de création) tout en soulignant la fragilité économique du CSR et le retard de la méthanisation de déchets ménagers. Une note complémentaire sur l'évolution du pouvoir calorifique des déchets entrants a permis d'objectiver les tensions techniques que rencontrent les exploitants d'UVE.

AMORCE a organisé, en novembre 2025, **un groupe d'échanges sur l'avenir des unités de valorisation énergétique,** réunissant les collectivités autour des enjeux de mesure des PFAS dans les rejets

ACTIONS D'AMORCE

atmosphériques, de la position à défendre face à une éventuelle inclusion des UVE et des ISDND dans l'EU-ETS, et des taux de TVA applicables aux investissements et à l'exploitation des UVE.

Sur le protoxyde d'azote, AMORCE a alerté l'État sur l'ampleur du phénomène et a abordé **au congrès annuel de la FNADE en juin 2026** pour sensibiliser plus largement les acteurs du secteur à cette problématique. Elle soutient les propositions de loi en cours tout en demandant qu'elles aillent plus loin : interdiction totale de la vente de cartouches aux particuliers, y compris en ligne, et création d'une filière REP spécifique et dédiée à ces cartouches plutôt qu'un rattachement aux emballages ménagers classiques.

AMORCE poursuit **l'animation du Comité Stratégique Mâchefer**, qui travaille au développement de la réutilisation des mâchefers, avec une attention particulière portée aux mâchefers issus des chaufferies CSR, pour lesquels l'association milite en faveur d'une reconnaissance équivalente à celle des mâchefers d'UVE. Des tests sont actuellement menés en installations de maturation de mâchefers à partir de mâchefers issus de CSR, en collaboration avec la DGPR ainsi qu'avec les sites concernés et leurs DREAL associées. Des guides sont en cours d'élaboration pour encadrer les futurs résultats de ces travaux.

AMORCE a contribué à **la consultation publique sur la SNBC 3** en juillet. 2026 en contestant le périmètre d'émissions retenu pour le secteur déchets et en demandant une meilleure reconnaissance du rôle décarbonant des UVE.

Face au projet de la Commission européenne annoncé en juillet 2026 d'inclure les UVE et toutes les chaufferies CSR dans l'EU-ETS, AMORCE s'est associée à la FNADE, à la FEDENE et au SVDU dans un communiqué commun dénonçant une mesure injuste qui pénalise le dernier maillon du traitement sans agir sur l'origine des émissions. Alors que les UVE n'ont aucune prise sur la composition des déchets qu'elles reçoivent. Les quatre organisations rappellent que les UVE françaises valorisent chaque année près de 14 millions de tonnes de déchets et fournissent environ 30 % du mix des réseaux de chaleur, et soulignent qu'aucun État membre ayant déjà soumis ses UVE à un dispositif équivalent n'a constaté d'effet réel sur les émissions ou sur les taux de recyclage. Le président d'AMORCE a dénoncé une mesure qui revient à sanctionner l'outil de traitement plutôt que la source de la pollution. Et appelle la France à porter l'opposition des États membres. AMORCE demande qu'une analyse d'impact approfondie soit menée avant toute décision définitive du Parlement européen et du Conseil, et plaide pour que l'effort de décarbonation porte en priorité sur l'écoconception des produits et le développement du marché des matières recyclées, plutôt que sur la taxation du traitement des déchets résiduels.

Stockage des déchets

CONTEXTE ET ENJEUX

Solution de dernier ressort dans la hiérarchie des modes de gestion, le stockage demeure indispensable à la gestion des déchets résiduels malgré les objectifs de réduction de l'enfouissement fixés par les lois TECV et AGEC. L'année a été marquée par l'application de l'article R.541-48-3 du Code de l'environnement relatif à l'admission des OMR en ISDND, les travaux du futur BREF Stockage européen et la montée en puissance des enjeux liés aux PFAS dans les lixiviats.

ACTIONS D'AMORCE

AMORCE s'est mobilisée au sein du **groupe de travail DGPR** consacré à l'application de l'article R.541-48-3 relatif à l'admission des OMR en ISDND. Dès octobre 2025, AMORCE a invité ses adhérents à transmettre **leurs résultats de caractérisation d'OMR** et leurs difficultés opérationnelles, afin de consolider un argumentaire à la DGPR. Face à un niveau de préparation très insuffisant, AMORCE et la

FNADE ont cosigné un courrier d'alerte au Directeur Général de la Prévention des Risques, demandant une prolongation d'un an du délai de tolérance et l'ouverture d'un chantier de révision du décret et de son protocole de non-conformité. **Le 22 décembre 2025, le ministère a confirmé la prolongation jusqu'au 31 décembre 2026, comme demandé.**

Sur le BREF Stockage Européen, l'association accompagne ses adhérents volontaires dans leur candidature à la grande collecte de données européenne de fin 2026 tout en participant au groupe de travail national piloté par la DGPR et en animant un groupe de travail miroir avec les collectivités volontaires gestionnaires d'installations de stockage pour prendre en compte leurs spécificités.

Sur le sujet PFAS, AMORCE a relayé à ses adhérents l'enquête menée par la DGPR sur la présence de PFAS dans les lixiviats afin d'alimenter les réflexions nationales sur les méthodes de mesure et les solutions de traitement et a compilé les résultats pour aider la DGPR dans la réflexion pour la gestion des PFAS **dans les lixiviats d'ISDND.**

Action internationale sur la gestion des déchets

CONTEXTE ET ENJEUX

Depuis 2021, AMORCE et ses partenaires, le PsEau, CICLE et la CIRRMA collaborent dans le cadre du programme de rapprochement des trois entités têtes de réseaux des dispositifs 1% solidaires. Les opérations en cours visent à créer une méthodologie commune d'accompagnement des porteurs de projets à la mixité des programmes (eau-déchets-énergie), à la capitalisation d'outils communs, à la mise en place d'une méthode de collecte de données harmonisées aux trois secteurs, à la création d'outils de communication commun ou encore à la mise en place d'une stratégie institutionnelle commune pour assurer une montée en puissance de chacun des dispositifs. Ces travaux ont redémarré pour une deuxième phase de ce programme à compter du 1er mai 2025 et pour une période de 3 ans, après de nombreuses incertitudes quant au financement de ces actions. AMORCE est charge principalement de la stratégie institutionnelle du programme.

ACTIONS D'AMORCE

A ce titre, AMORCE met à disposition sur son site Internet la déchethèque. Accessible à tous, elle présente les différents outils et ressources de la coopération internationale mis en place dans les pays en développement. L'objectif est d'aiguiller au mieux les porteurs de projets d'action internationale dans le domaine de la gestion des déchets en mettant à leur disposition une large gamme de ressources techniques relevant notamment de retours d'expérience de terrain. La phase 1 du programme s'est clôturée en avril 2024 par la mise en ligne d'un site internet dédié aux dispositifs des 1% (https://services-essentiels.org/). Il est alimenté par les partenaires du programme. Dans le cadre de la phase 2 du programme, AMORCE se concentre sur le plaidoyer afin d'établir des propositions pour faciliter l'engagement des collectivités françaises dans des projets pour l'accès aux services essentiels. A ce titre, de nombreux rendez-vous institutionnels ont été conduits auprès d'institutions et de partenaires potentiels. L'objectif de cette première partie de phase 2 est la constitution d'une large communauté de soutien à ces dispositifs.

CHIFFRES CLÉS

380

adhérents

56 collectivités
et 324 partenaires

8

webinaires

1

groupe d'échanges

7

publications

39

renseignements



3

PROPRETÉ & TRANSITION ÉCOLOGIQUE

AMORCE accompagne la transition écologique des services publics de gestion de la propreté urbaine. Ce domaine d'intervention couvre des thèmes variés : transfert et exercice des pouvoirs de police, lutte contre les dépôts sauvages et déchets abandonnés, prévention et collecte des déchets hors foyer et contractualisation avec les filières à responsabilité élargie des producteurs (emballages, mégots, lingettes…) pour l'obtention de soutiens financiers.
L'association propose également son expertise sur l'optimisation des prestations en lien avec les enjeux de lutte contre le changement climatique et de maîtrise des coûts, des évolutions organisationnelles à la mutualisation des services des collectivités.

Accélération de la transition écologique

CONTEXTE ET ENJEUX

Les services de propreté doivent aujourd'hui aller au-delà des enjeux d'hygiène et de salubrité publique en intégrant plusieurs enjeux environnementaux clés :

• Améliorer la collecte, le tri et la valorisation des déchets de voirie, en adaptant les dispositifs dans l'espace public (corbeilles de tri, cendriers) et en encourageant l'adhésion des usagers.

• Réduire l'empreinte écologique du nettoiement, en limitant notamment la consommation d'eau potable, les énergies fossiles et les polluants chimiques, au profit de solutions plus durables.

• Renforcer l'efficacité des politiques de propreté par une meilleure coordination interservices, une approche pluridisciplinaire et une clarification des responsabilités.

ACTIONS D'AMORCE

En lien avec le Pôle Eau, AMORCE a poursuivi en 2026 la mise en avant, pour ses adhérents, des principaux leviers d'une politique de sobriété en eau des services de propreté au travers :

• D'un webinaire dédié aux conditions de production et d'utilisation des eaux usées traitées (REUT) pour la propreté urbaine définies dans l'arrêté du 8 septembre 2025, notamment pour le lavage de voirie via l'utilisation des eaux non conventionnelles. Ce webinaire aura permis de présenter les alternatives à l'eau potable, de définir le modèle économique de son projet de REUT urbaine et de partager les solutions de financement au travers de témoignages d'experts, pour passer à l'action.

• D'un dossier général « Sobriété eau : quel rôle des collectivités et à quelle échelle (EALAA86) ». Dans un contexte de raréfaction de la ressource en eau, la sobriété hydrique s'impose à tous les acteurs, y compris aux services publics de propreté urbaine consommateurs d'eau pour les actions de nettoyage de voirie et de son matériel. Bien que n'étant pas la seule réponse, la REUT peut s'intégrer dans cette stratégie territoriale de sobriété hydrique pour soulager en partie les tensions sur la précieuse ressource en eau potable.

Par ailleurs, les services de propreté doivent contribuer à l'atteinte des objectifs nationaux de valorisation des déchets et de réduction des déchets admis en installation de stockage. Ils sont soumis à l'obligation de tri de 10 catégories de déchets : **papiers, métaux, plastique, verre, bois, textiles, biodéchets, fractions minérales, plâtre, avec une séparation des déchets dangereux.**

Les filières REP participent aux enjeux de valorisation des déchets des services de propreté au travers du déploiement des corbeilles de tri hors foyer, de la prise en charge des déchets de marché ou de manifestations et du tri des dépôts sauvages (cf. paragraphe suivant). Une série de webinaires faisant la part belle aux retours d'expérience a abordé ce sujet en 2026 au travers des thématiques suivantes :

• Le déploiement du tri hors foyer qui participe à la continuité du geste de tri, à l'heure où l'amélioration des performances de tri, dont des emballages et

bouteilles plastiques est crucial. Deux webinaires ont ciblé l'engagement d'une dynamique à l'échelle d'un territoire et l'équipement de différentes typologies de lieux sur et hors espace public (rues commerçantes, places, gares, parcs et jardins, cimetières…),

• Les emballages professionnels qui peuvent être collectés dans les marchés forains et dépôts sauvages. Cette nouvelle filière offre de nouveaux soutiens financiers pour les cartons et plastiques triés, mais le webinaire a souligné à date les zones d'ombre persistantes pour le bois, les déchets de propreté.

Depuis le 1er janvier 2025, la loi AGEC impose la collecte séparée des déchets d'emballages consommés hors foyer, à la charge des producteurs et de leurs éco-organismes, notamment via l'installation de corbeilles de tri et autres dispositifs dans l'espace public (art. L. 541-10-18, IV). Constatant un retard de déploiement puisque seulement 40 % du territoire engagé dans une démarche de tri hors foyer, souvent sans déploiement effectif ou seulement expérimental, AMORCE a lancé une enquête visant à mesurer le niveau de connaissance des collectivités sur les dispositifs d'accompagnement, à identifier les freins et leviers au déploiement et à faire remonter les besoins des collectivités afin de porter des propositions d'évolution du dispositif auprès des pouvoirs publics et des éco-organismes pour accélérer son déploiement. Cette enquête alimentera une publication prévue en 2027, qui complétera les deux webinaires déjà organisés sur le sujet cette année, présentant les dispositifs d'accompagnement et six retours d'expérience de collectivités illustrant les diverses stratégies de déploiement du tri hors foyer.

Un webinaire s'est intéressé de façon transversale aux impacts du changement climatique sur les conditions de travail des agents sur le domaine public, abordant entre autres l'adaptation des équipements de protection individuelle (EPI) lors des vagues de chaleur.

Politique de résorption des incivilités et dépôts sauvages

CONTEXTE ET ENJEUX

Les collectivités sont pour la quasi-totalité confrontées à la problématique des dépôts sauvages qui pèse sur leurs budgets, dans des proportions différentes. Ces difficultés sont tant liées à la persistance d'incivilités sur l'espace public et les propriétés privées ainsi qu'au dimensionnement des dispositifs de collecte, qu'à la difficulté de mettre en œuvre les sanctions prévues. Si les lois AGEC, OFB, et Climat et Résilience ont renforcé les sanctions et moyens des collectivités pour lutter contre ce fléau, force est de constater que les collectivités ne disposent toujours pas de moyens suffisants et que les procédures actuelles sont souvent longues et complexes. Dès lors, il paraît nécessaire de renforcer les différentes mesures de lutte contre les dépôts sauvages.

ACTIONS D'AMORCE

AMORCE apporte un appui juridique régulier aux collectivités dans leur lutte contre les dépôts sauvages et incivilités en matière de déchets. Son expertise s'étend notamment aux questions de compétences des autorités, aux sanctions applicables, aux outils et agents à leur disposition ou, encore, à la constitution de brigades vertes ou anti-incivilités. Cet accompagnement s'appuie également sur le partage de retours d'expériences de collectivités ayant déjà mis en place différentes actions.

Dans ce contexte, AMORCE, en partenariat avec l'association Rudologia et avec le soutien de l'ADEME, a publié en 2026 un guide pratique « L'Élu et les dépôts sauvages ». Ce document, accompagné de sa synthèse opérationnelle, vise à accompagner les élus locaux dans l'exercice de leurs missions de service public, soutenir leurs démarches d'intérêt général et les aider à mobiliser les moyens, les outils, les partenaires et les filières à responsabilité élargie du producteur pour éradiquer ce fléau.

En 2026, le gouvernement a affiché la volonté d'intensifier la lutte contre l'ensemble des formes de criminalité, avec une attention particulière portée aux infractions environnementales. Dans

ce contexte, l'ADEME a lancé une étude consacrée aux dépôts illégaux de déchets, faisant suite à celle de 2019 menée sur la caractérisation des déchets sauvages. Cette étude à laquelle AMORCE est étroitement associée poursuit un double objectif : établir un nouvel état des lieux de la problématique des dépôts illégaux en France et préfigurer des recommandations opérationnelles à destination des acteurs publics pour les prévenir et les gérer efficacement, en identifiant les obstacles juridiques, organisationnels ou logistiques qui limitent l'action des collectivités, des forces de l'ordre et de la justice. AMORCE participe au comité de pilotage de l'étude et veille à ce que les difficultés rencontrées par les collectivités soient pleinement prises en compte, afin de renforcer leur accompagnement notamment par les filières REP et mener à la création d'outils pour la lutte contre les dépôts sauvages, mais également à ce que cette démarche d'étude ponctuelle puisse déboucher sur un suivi pérenne et continu des déchets abandonnés, notamment à travers la mise en place d'un observatoire national des dépôts sauvages.

AMORCE a finalisé l'an dernier les négociations sur la convention encadrant la reprise et la prise en charge financière du traitement, par les éco-organismes, des déchets d'éléments d'ameublement (DEA) abandonnés sur l'espace public et collectés par les services de propreté. La mise en œuvre de cette convention ayant ensuite été gelée, AMORCE a contesté ce gel et maintenu la pression pour obtenir sa publication. Celle-ci devrait finalement intervenir prochainement.

AMORCE a défendu une participation effective des filières REP à la résorption des dépôts sauvages, notamment par la création d'un service opérationnel multi-REP dédié, financé par les éco-organismes et géré de manière indépendante, par exemple par l'ADEME, afin d'accompagner les collectivités confrontées à des dépôts importants nécessitant des moyens spécifiques.

AMORCE milite également pour l'abaissement du seuil de 100 tonnes conditionnant la prise en charge de la résorption des dépôts sauvages par les filières REP, afin de mieux tenir compte des réalités opérationnelles des territoires et d'accompagner les collectivités confrontées à des dépôts significatifs mais inférieurs à ce seuil.

Enfin, l'association a participé activement à plusieurs réunions organisées par les services du gouvernement et acteurs publics (DGPR et CESAN, en lien avec la gendarmerie nationale) avec les parties prenantes afin de défendre certaines avancées au regard des positions exprimées. A titre d'exemples, AMORCE a défendu la création d'un cadre légal pour sécuriser l'usage des pièges photographiques, l'abaissement du seuil de 100 tonnes de prise en charge des dépôts sauvages par les filières REP et le renforcement des sanctions afférent au non-respect du règlement de collecte. Sur ce dernier point, AMORCE a obtenu une victoire avec la publication du décret n°2026-433 du 2 juin 2026 sur la police des déchets qui réhausse l'infraction en contravention de la 3e classe (450 €).

Les filières REP impactant les services de propreté

CONTEXTE ET ENJEUX

AMORCE salue l'évolution du champ d'action des filières REP, qui doivent désormais depuis la loi AGEC prendre en charge les déchets jusqu'à leur abandon dans l'environnement en application du principe pollueur-payeur, et souligne leur potentiel de financement pour les services de propreté, notamment pour les dépôts sauvages (cf. paragraphe ci-avant). La loi AGEC a acté le déploiement de 4 nouvelles filières REP (mégots, emballages hors foyer, textiles sanitaires à usage unique et chewing-gum) centrées pour tout ou partie sur la prise en charge des déchets abandonnés dans l'espace public. AMORCE critique toutefois des soutiens financiers trop centrés sur la communication, au détriment des opérations concrètes de nettoiement.

AMORCE participe à la réalisation d'une étude nationale sur les coûts de gestion des services de propreté urbaine, afin de disposer d'un cadre harmonisé de calcul des coûts de référence pour l'ensemble des flux de déchets sous REP. Elle permettra d'objectiver la répartition des coûts par flux et de réactualiser à terme les soutiens financiers.

L'association a mobilisé ses adhérents pour valider les hypothèses de calcul retenues.

AMORCE milite également pour l'instauration de bilans simplifiés et harmonisés entre les différentes filières REP (emballages, papiers, déchets abandonnés, tabac, chewing-gums, textiles sanitaires), afin de réduire la charge administrative pesant sur les collectivités, d'une unité de mesure de la propreté commune pour faciliter son objectivation dans l'espace et le temps, et la fourniture d'un outil par les filières REP pour effectuer cette mesure. Elle demande en particulier que toutes les données techniques et financières remontées dans le cadre du service de nettoiement soient mutualisées entre l'ADEME, les associations de collectivités et les éco-organismes. Les collectivités traitant ces déchets de manière indifférenciée, cette mutualisation permettrait une meilleure représentativité des coûts, une simplification des caractérisations et éviterait incohérences et doublons dans les méthodes de calcul entre les REP.

ACTIONS D'AMORCE

AMORCE a accompagné ses adhérents dans la compréhension des mécanismes de contractualisation avec les collectivités, des soutiens disponibles et de leur évolution, à travers plusieurs webinaires consacrés à la filière des sous-produits du tabac, au déploiement du tri hors foyer, à la lutte contre les déchets abandonnés diffus et à la filière des textiles sanitaires à usage unique. Ces mécanismes restent en effet trop souvent méconnus des collectivités et AMORCE les illustrent à travers des retours d'expérience de collectivités présentant des méthodologies et des outils associés.

AMORCE se mobilise également dans les filières REP existantes et contribue à la construction des nouvelles filières, avec trois recours actuellement engagés :

- **Concernant la REP TS2U**, AMORCE poursuit son recours afin d'obtenir l'élargissement du périmètre de la filière à l'ensemble des textiles sanitaires à usage unique initialement visés par la loi AGEC, et non au seul périmètre actuellement retenu. AMORCE défend ainsi une prise en charge plus large de cette catégorie de déchets, comme décidé par le législateur initialement, dont les coûts de gestion repose aujourd'hui uniquement sur les collectivités, alors même que ces déchets sont le principal flux non recyclables des déchets ménagers.

- **Pour les emballages professionnels,** AMORCE conteste le périmètre actuel de la filière au travers d'un recours et demande notamment l'intégration des déchets de bois et de carton, aujourd'hui exclus alors qu'ils représentent une part importante des déchets pris en charge par les services de propreté, notamment sur les marchés forains et lors des événements. À ce jour, seuls les déchets d'emballages plastiques bénéficient d'un soutien, alors qu'ils ne représentent que 13 % des emballages professionnels. AMORCE alerte également sur le retard important pris par la filière, dont le déploiement a une nouvelle fois été reporté en juillet, et mobilise les instances compétentes pour obtenir sa mise en œuvre au plus vite.

- **Pour les emballages ménagers**, AMORCE a également engagé un recours contre le cahier des charges de la filière, jugé insuffisamment ambitieux au regard des besoins des collectivités. AMORCE demande notamment une meilleure couverture des coûts supportés par les collectivités pour le nettoiement des déchets abandonnés diffus et pour le déploiement du tri hors foyer, notamment des surcoûts liés à l'installation et à l'exploitation des dispositifs de tri. AMORCE défend également une meilleure articulation entre les actions de prévention et les dispositifs coercitifs, ainsi qu'une participation des filières REP au financement des brigades vertes. Enfin, AMORCE demande des objectifs de contractualisation plus ambitieux, avec a minima le maintien d'un objectif de 90 % de contractualisation des communes urbaines et urbaines denses.

CHIFFRES CLÉS

718

adhérents énergie

394 collectivités
et 324 partenaires

24

webinaires

5

groupes d'échanges

2

événements annuels

43

publications

650

renseignements





TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

Politique générale

CONTEXTE ET ENJEUX

Les douze derniers mois ont été marqués par un contexte politique et énergétique très instable.

La multiplication des crises géopolitiques directement liées aux questions énergétiques (Ukraine, Venezuela, Moyen-Orient), ont lourdement impacté le pays, les territoires et les populations. Dans le même temps, la France et l'Europe ont par ailleurs été frappés par plusieurs vagues de canicule et d'incendies, qui ont lourdement impacts les populations, les activités agricoles et industrielles. Sur le plan énergétique, ces premières conséquences d'un dérèglement climatiques qui ne fera que s'accentuer oblige à repenser les modes de vies, les consommations mais aussi les productions d'énergie (en particulier celles qui sont directement tributaires des ressources en eau) en période estivale.

La transition énergétique est devenue plus que jamais un levier de souveraineté et d'indépendance incontournable pour la France et ses territoires mais aussi de protection des conditions de vie et du pouvoir d'achat des populations, alors que le coût des importations d'énergies fossiles oscille entre 60 et 120 milliards d'euros par an.

Maintes fois reportées, la Programmation Pluriannuelle de l'Énergie (PPE 3) et la Stratégie Nationale Bas-Carbone (SNBC 3) ont enfin été publiées respectivement en février et juillet 2026. Principalement basées sur une ambition de substitution systématique des énergies fossiles par des solutions électriques s'appuyant sur la relance du programme nucléaire français, légitime et cohérente par certains aspects, elles ont néanmoins provoqué une remise en cause profondes des objectifs et des moyens en matière de sobriété et d'efficacité énergétique, mais aussi de déploiement des énergies renouvelables sous toutes leurs formes fragilisant en grande partie les politiques énergétiques territoriales en place.

En parallèle, les contraintes budgétaires ont été largement répercutées sur le budget de l'État alloué à la transition énergétique, avec notamment la réduction du Fonds Vert, une tension forte sur le Fonds Chaleur, une réduction et une réorientation discutable du budget de MaPrimeRénov' et la menace de réorientation massive du dispositif de certificats d'économie d'énergie en faveur des solutions électriques aux dépens des solutions d'économies d'énergies et de la rénovation énergétique du bâti.

ACTIONS D'AMORCE

Dans le cadre de la publication des documents de planification nationale (PPE 3 et SNBC 3) et du plan d'électrification, AMORCE qui était la seule structure représentative des collectivités invitée par le Premier Ministre, lui a rappelé l'importance de respecter tous les objectifs de la planification énergétique et en particulier ceux en matière de sobriété, d'efficacité énergétique et de développement des énergies renouvelables, et pas seulement ceux concernant l'électrification bas-carbone. Ce levier ne doit être que le troisième levier par ordre de priorité de la politique française de transition énergétique après les économies d'énergies, puis les énergies renouvelables pour renforcer la souveraineté énergétique, préserver le pouvoir d'achat des territoires et citoyens et lutter efficacement et à moindre cout contre le dérèglement climatique et désormais s'y adapter.

C'est en s'appuyant sur cette philosophie qu'AMORCE a récemment créer la plateforme nationale des acteurs de la transition énergétique qui regroupe la plupart des associations de collectivités mais aussi les associations de consommateurs, les fédérations professionnelles, les ONG, pour porter un discours collectif d'une transition énergétique cohérente, multidimensionnelle, territorialisée qui ne peut pas se limiter à une transition électrique portée uniquement à l'échelle nationale et qui ne répondrait que très partiellement aux enjeux énergétiques de la France et des Français. .

Sur les enjeux budgétaires, AMORCE a multiplié les rendez-vous avec les Ministres et les cabinets ministériels, mais aussi avec la Direction Générale de l'Energie et de Bercy, et enfin en intervenant auprès

des parlementaires de plus en plus nombreux à soutenir nos positions.

Au-delà des enjeux financiers, l'association a porté de nombreux amendements, lors de l'examen du budget ou de l'examen de textes liés à l'énergie (PJL DDADUE, Relance logement, PJL simplification, etc.), et a élaboré de nombreuses contributions pour l'élaboration de décrets et la transposition dans le droit français des textes européens. AMORCE est effectivement sollicité très fréquemment par la DGEC pour émettre son avis sur les projets de décret ou les conditions de mise en œuvre de nouvelles dispositions réglementaires ou législatives. AMORCE participe par ailleurs à de nombreuses instances stratégiques, comme par exemple, le COPIL national de France Rénov' ou le comité stratégique réseaux de chaleur et froid (où AMORCE est la seule représentante des territoires), dans lesquelles l'association défend l'intérêt des territoires et alerte sur les impacts de certaines décisions envisagées, tout en proposant d'autres évolutions. AMORCE a enfin développé une réflexion sur les conditions de la relance du développement de l'électricité et du biogaz renouvelables en construisant dans le dialogue des propositions sur le partage de l'effort et de la valeur dans tous les territoires et pour toutes les populations concernées. Dans cette même intention, AMORCE vient également de publier une charte de bonnes pratiques sur le développement de l'agrivoltaïsme qui doit trouver sa juste place dans le mix énergétique français.

Ce travail de lobbying a permis d'obtenir plusieurs avancées notables dans une conjoncture pourtant peu favorable, comme l'obligation d'un passage en espace conseil France Renov' pour les ménages, l'intégration d'objectifs ambitieux de chaleur renouvelable et de récupération dans la PPE 3, la TVA réduite sur les réseaux de froid, ou encore le maintien du budget du Fonds Chaleur.

AMORCE a par ailleurs porté des propositions dans le débat public en amont des élections municipales, afin de placer les enjeux de transition énergétique au cœur des débats. AMORCE s'est aussi mobilisée pour accompagner les nouveaux élus dans leur montée en compétence, en proposant une série de webinaires conçus spécialement pour eux. Ceux-ci ont été complétés par la mise à jour du guide « L'élu, la transition énergétique et le climat » permettant aux élus et au techniciens des collectivités de comprendre les enjeux énergétiques d'aujourd'hui et de demain, et d'identifier les leviers d'actions mobilisables par les collectivités en matière de transition énergétique.

Planification énergétique et urbanistique

CONTEXTE ET ENJEUX

La France et l'Union Européenne se sont dotées d'objectifs ambitieux en matière de transition énergétique, qui ont ensuite été retranscrits dans différentes directives et documents de planification (SNBC, pacte vert...). La France a notamment adopté la PPE 3 et la SNBC 3 en février et juillet 2026. Les collectivités sont en première ligne pour territorialiser ces objectifs, les intégrer dans leurs documents de planification et déployer concrètement la transition énergétique.

ACTIONS D'AMORCE

AMORCE a organisé un webinaire sur la planification énergétique des Régions, et plus précisément sur la régionalisation de la PPE. Avec l'appui des autres partenaires du Club STEP, AMORCE a aussi organisé un webinaire, intitulé « Construire la trajectoire bas carbone de son territoire », afin d'outiller les collectivités pour planifier la trajectoire climatique de leur territoire pour le prochain mandat.

AMORCE a aussi publié une note sur l'intégration des enjeux d'adaptation au changement climatique dans les documents de planification et d'urbanisme (SCoT, PLU(i)). Celle-ci permet aux collectivités de mieux appréhender les enjeux d'adaptation, les recommandations du plan national d'adaptation au changement climatique (PNACC 3), et de les adapter au sein de leurs documents.

Rénovation énergétique des bâtiments publics

CONTEXTE ET ENJEUX

Ces derniers mois ont été marqués par une baisse importante du financement public de la rénovation énergétique des bâtiments publics. Cette baisse concerne notamment le Fonds Vert, de nouveau mis à mal en 2026, alors que les épisodes du printemps et de l'été ont démontré la vulnérabilité des occupants des bâtiments publics, notamment dans les établissements scolaires. Dans le même temps, la réglementation tend à se renforcer en matière d'efficacité énergétique, avec les transpositions dans le droit français des directives européennes liées à l'efficacité énergétique et à la performance énergétique des bâtiments. Celles-ci prévoient notamment un objectif de réduction annuelle de 1,9 % de la consommation énergétique finale des organismes publics, couplée à la rénovation performante de 3 % de la surface des bâtiments publics par an. AMORCE s'est concentrée ces derniers mois à travailler sur la pérennisation des actions de sobriété et la diversification des financements, notamment via des financements privés comme les Certificats d'Économies d'Énergie (CEE) et la mutualisation des ressources à l'échelle intercommunale pour accompagner les communes.

ACTIONS D'AMORCE

AMORCE a publié différents guides concernant **les nouvelles obligations de rénovation (ENT78), un décryptage de la DEE (ENP93), les enjeux de sobriété estivale et de confort d'été (ENP90), l'impact des plans de sobriété des collectivités (ENT81), ou encore l'accompagnement des communes par leurs EPCI à la rénovation énergétique (ENP94)**. AMORCE a continué de défendre la place des collectivités dans les Certificats d'Économies d'Energie au sein du comité de pilotage du dispositif, ainsi qu'à la journée technique CEE de février 2026. Elle continue enfin à sensibiliser les collectivités à la compréhension du dispositif et la valorisation des CEE en publiant un guide sur **les évolutions liées à la sixième période**, démarrée début 2026, et en organisant un groupe d'échanges sur le sujet en mars 2026.

Rénovation énergétique des bâtiments privés

CONTEXTE ET ENJEUX

De nombreux rebondissements ont rythmé la fin d'année 2025 et le début 2026 du côté de la rénovation énergétique des logements. 2025 était la première année de mise en œuvre des pactes territoriaux destinés à financer le Service Public de la Rénovation de l'Habitat (SPRH). Si la signature de ces pactes dans la précipitation avait déjà été éprouvante pour les collectivités, le renouvellement de la gouvernance dans certaines collectivités à l'issu des élections municipales et les évolutions des modalités de financement du SPRH posent encore de nombreuses questions et soulignent plus que jamais l'importance de sensibiliser les élus à la nécessité de porter un SPRH ambitieux. Cette période a également été le théâtre de multiples stop-and-go et baisses d'ambition des aides financières de l'Anah : le guichet MaPrimeRénov' Rénovation d'Ampleur a d'abord rouvert en mode dégradé à l'automne 2025, avec des conditions d'accès aux aides plus restrictives et des plafonds rabotés. Du côté de la rénovation par geste, l'isolation des murs et l'installation de chaudières biomasse ont été les premières victimes des coupes budgétaires à la fin de l'année 2025, puis finalement la quasi-totalité des monogestes, à l'exception de l'installation de pompes à chaleur, a été supprimée pour répondre aux priorités du plan d'électrification du pays.

ACTIONS D'AMORCE

Dans le cadre de son partenariat avec l'Agence Nationale de l'Habitat (Anah), AMORCE a finalisé la rédaction du guide **« L'élu et la rénovation énergétique des logements privés »**, destiné à accompagner les collectivités dans la définition, la mise en œuvre et le suivi de leur politique locale de rénovation énergétique des logements. Des webinaires sont également organisés afin de présenter le contenu du guide et de mettre en avant des retours d'expériences inspirants. D'autres notes ont été publiées, sur la **décarbonation du secteur résidentiel et l'anticipation de la fin du gaz dans les logements (ENP91) et le coût de la rénovation d'ampleur en maison individuelle (ENE44)**.

AMORCE travaille également actuellement à **l'analyse du contenu de pactes territoriaux**, dans le but d'aiguiller les collectivités dans le pilotage et l'évaluation de l'efficacité de leur politique locale en matière de rénovation énergétique des logements. Historiquement positionnée sur la lutte contre la précarité énergétique, AMORCE a travaillé cette année à la rédaction d'une note consacrée à la précarité énergétique estivale, phénomène restant encore relativement peu documenté, mais dont les conséquences sont de plus en plus marquées.

Le Club du Service Public de Rénovation de l'Habitat (SPRH) a vu le jour en début d'année, permettant de relayer aux adhérents les actualités sur le sujet (résultats d'enquête, prises de positions, comptes-rendus de réunions avec l'Anah…). Il a également vocation à termes à être un espace d'échanges entre ses membres.

Enfin, AMORCE a porté la voix des collectivités lors de différentes concertations et Comités de Pilotage France Rénov' pilotés par l'Anah présentant les évolutions liées à la mise en œuvre des pactes territoriaux et à MaPrimeRénov'. AMORCE a notamment défendu le passage obligatoire par un Espace Conseil France Rénov' pour fiabiliser le dispositif MaPrimeRénov' et lutter contre la fraude, la priorisation de la rénovation d'ampleur pour les logements les plus énergivores et les ménages précaires ou encore plus récemment le meilleur financement de gestes permettant d'améliorer le confort d'été dans les logements et de faire face aux vagues de chaleur successives. Elle a enfin contribué à la consultation publique sur l'abaissement du coefficient de conversion de l'électricité de l'énergie primaire vers l'énergie finale, dont le but annoncé par l'État est de valoriser les chauffages électriques.

Distribution de gaz et d'électricité

CONTEXTE ET ENJEUX

Les réseaux d'énergie sont en pleine mutation : ils doivent aujourd'hui s'adapter à une production diffuse sur le territoire, en raccordant les sites de production de biométhane ou d'électricité renouvelable, et en acheminant cette production vers les consommateurs. D'autre part, les consommations évoluent : malgré une baisse à la suite de la crise énergétique de 2022, la consommation électrique est prévue à la hausse avec une forte volonté d'électrification des usages portée par le gouvernement. A l'inverse, la consommation de gaz est en baisse de 27 % depuis 2019, avec un impact non négligeable sur l'équilibre économique des infrastructures gazières.

ACTIONS D'AMORCE

AMORCE a mené **une étude prospective sur l'avenir des réseaux de gaz au sein de 3 territoires types** : l'Allier, la Haute-Savoie et le Rhône. Cette étude, réalisée avec le cabinet Naldéo, modélise la baisse de consommation sur ces territoires suivant plusieurs scénarios de transition énergétique, afin d'identifier les sections du réseau qui seront en déficit financier à horizon 2050 et de trouver des leviers d'optimisation pour modérer l'impact économique. Les résultats de l'étude ont été publiés à l'automne 2025, de même que les propositions d'AMORCE pour planifier l'avenir des réseaux de distribution de gaz. AMORCE a aussi diffusé auprès de ses adhérents un dossier sur l'avenir des réseaux énergétiques, dans sa lettre aux

aux adhérents n°86. AMORCE continue par ailleurs ses travaux sur l'avenir des réseaux, en diffusant auprès de ses adhérents une enquête sur la baisse de consommation de gaz dans les territoires, et en animant un groupe de travail sur l'évolution des réseaux de distribution de gaz. Ce GT vise notamment à approfondir et étayer certaines hypothèses de l'étude réalisée en 2025. Enfin, AMORCE a aussi diffusé une enquête sur les problématiques de raccordement des énergies renouvelables électriques au réseau.



Participation des collectivités à des projets d'énergies renouvelables

CONTEXTE ET ENJEUX

L'implication des collectivités dans les projets d'énergies renouvelables a toujours été un enjeu phare pour AMORCE. Les dernières évolutions législatives, règlementaires, techniques et économiques poussent les collectivités à participer au développement des projets dans leur territoire, mais soulèvent également de nombreuses questions, sur les manières de participer, les moyens consacrés, et les potentielles retombées locales.

ACTIONS D'AMORCE

AMORCE a continué à mener divers travaux en lien avec ces enjeux. Une enquête nationale sur le partage de la valeur des installations d'énergies renouvelables, analysant les pratiques des collectivités, les différentes formes de retombées locales des projets et les attentes des territoires concernant la mise en œuvre du dispositif prévu par la loi APER, a été réalisée. Des élus, des agents de collectivités et des structures partenaires ont été réunis au sein d'un groupe de travail organisé par AMORCE afin d'identifier des mesures favorisant le juste partage de la valeur et de l'effort pour améliorer l'acceptabilité des projets d'EnR. Enfin, une note juridique sur le partage territorial de la valeur (ENJ36) et une note sur les risques juridiques susceptibles de peser sur les élus locaux qui représentent leur collectivité au sein d'une société de projet (ENJ35) ont été publiées au cours de l'année.

Réseaux de chaleur et de froid

CONTEXTE ET ENJEUX

Au cours de l'année écoulée, AMORCE a poursuivi et renforcé ses actions en faveur du développement des réseaux de chaleur et de froid, levier central de la transition énergétique territoriale. À travers ses prises de position, ses productions techniques, l'organisation d'événements et son suivi de l'actualité, l'association continue de se positionner activement pour accélérer le déploiement et la modernisation de ce type de réseaux de distribution adaptés à la mobilisation des EnR&R dans les zones denses.

ACTIONS D'AMORCE

Prises de position et contribution aux politiques publiques

En 2026, AMORCE s'est fortement mobilisée pour défendre la pérennité et l'ambition du Fonds Chaleur, dans un contexte marqué par des contraintes budgétaires croissantes et un portefeuille de projets en attente dépassant 1,5 Md €, pour une enveloppe annuelle maintenue à 800 M €. Face à la mise en œuvre par l'ADEME, dès 2026, d'une politique de priorisation des projets de plus de 2 M € et à l'évolution des conditions d'éligibilité et de financement, l'association a participé aux différents groupes de travail organisés avec l'ADEME et la DGEC afin de porter la voix des collectivités. Elle a notamment défendu le maintien d'un dispositif lisible et stable, alerté sur les conséquences de l'accélération du calendrier d'application de ces évolutions et plaidé pour un délai de prévenance de deux ans avant toute modification majeure susceptible de remettre en cause l'équilibre économique des projets, notamment dans le cadre des délégations de service public.

Parallèlement, AMORCE a interpellé le Gouvernement sur les risques pesant sur l'avenir du Fonds Chaleur. Elle a ainsi adressé, aux côtés de nombreuses collectivités, une lettre ouverte au Premier ministre afin de réaffirmer la nécessité de préserver une ambition forte et durable pour le Fonds Chaleur, indispensable à la sécurisation des investissements locaux, au développement des réseaux de chaleur et à l'atteinte des objectifs climatiques.

AMORCE réaffirme ainsi la nécessité de poursuivre le développement des réseaux de chaleur comme levier majeur de souveraineté énergétique, de maîtrise des coûts et de décarbonation des territoires, afin d'atteindre au minimum les 54,5 TWh de chaleur renouvelable et de récupération fixés par la PPE 3 à l'horizon 2035. À ce titre, l'association continue de défendre un renforcement du Fonds Chaleur à hauteur de 1,5 Md € par an, ainsi que la mise en place d'une trajectoire pluriannuelle des financements, seule à même d'offrir aux collectivités la visibilité nécessaire pour planifier et conduire leurs projets sur le long terme.

Enfin, AMORCE a poursuivi ses travaux en faveur du développement des réseaux de froid, en soutenant notamment l'instauration d'un taux réduit de TVA à 5,5 % sur la fourniture de froid par réseau, mesure adoptée dans le cadre de la loi de finances pour 2026. Cette avancée constitue un premier levier pour accompagner le déploiement de ces infrastructures, appelées à jouer un rôle croissant dans l'adaptation des territoires au changement climatique.

Publications et outils à disposition des collectivités

L'année a été marquée par la publication de nombreuses ressources destinées à accompagner les collectivités dans le développement des réseaux de chaleur et de froid. Sur le plan économique, AMORCE a publié les résultats de son enquête annuelle sur les prix de vente de la chaleur et du froid en 2024 (RCE43), ainsi qu'un bilan des Enquêtes Annuelles des Réseaux de Chaleur couvrant la période 2019-2023 (RCE42), permettant d'analyser les évolutions structurelles de la filière. En lien, AMORCE a mis à jour le comparateur de modes de chauffage et de refroidissement développé dans le cadre du programme Heat&Cool LIFE. L'association a également mis à jour son recensement des aides existantes pour le développement des réseaux de chaleur et de froid (RCT59), afin d'apporter aux collectivités une

vision consolidée des dispositifs de financement mobilisables.

Sur le plan juridique, AMORCE a poursuivi ses travaux consacrés à l'adaptation des réseaux aux évolutions des consommations de chaleur avec la publication de travaux en deux volets, sur les conséquences technico-économiques de l'évolution des consommations (ENT83) et sur les conséquences juridiques de ces évolutions (RCJ33). Elle a également actualisé son modèle de contrat de concession pour les réseaux de chaleur (RCJ27), afin d'intégrer les dernières évolutions réglementaires et les retours d'expérience des collectivités. Dans le cadre du programme Heat&Cool LIFE, AMORCE a également travaillé sur le sujet de l'intégration de la gouvernance citoyenne ainsi que du financement participatif dans un projet de réseau de chaleur.

Plusieurs publications techniques sont venues compléter cette offre documentaire. AMORCE a ainsi mis à jour son guide de réalisation des schémas directeurs des réseaux de chaleur et de froid existants (RCP31), publié un guide consacré à la géothermie appliquée aux réseaux thermiques (RCT62), une note sur les réseaux de froid comme solutions de climatisation vertueuses (RCT58), ainsi qu'un document présentant les intérêts du raccordement d'un bâtiment résidentiel à un réseau de chaleur urbain (RCT57). L'association a également publié une étude dédiée au passage au chauffage collectif dans l'habitat social et au rôle des bâtiments équipés de chauffage secondaire (BECS) (RCT63).

Enfin, AMORCE a poursuivi ses travaux de prospective avec la publication d'un état des lieux national de la planification de la chaleur et du froid (ENT69), apportant un premier panorama des démarches engagées par les collectivités et des perspectives d'évolution de cette planification territoriale.

Organisation d'événements techniques et thématiques

AMORCE a renforcé l'animation de son réseau d'adhérents à travers l'organisation de nombreux événements. Parmi les temps forts de l'année, les "21e Rencontres des Réseaux de Chaleur et de Froid : Relancer le développement des réseaux face aux incertitudes" ont rassemblé plus de 320 participants en décembre 2025. AMORCE a également participé à l'organisation des événements présentiels du programme Heat&Cool LIFE.

L'implication d'AMORCE sur le sujet des réseaux de chaleur et de froid se traduit également par la diversité des webinaires proposés et des interventions réalisées, comme en témoignent les thématiques abordées ces derniers mois : récupération de chaleur sur STEP/STEU, géothermie profonde, solaire thermique, bois-énergie, analyse économique des réseaux, missions d'AMO... Ces événements ont permis de diffuser largement les bonnes pratiques et de renforcer les capacités d'action des collectivités et de leurs partenaires techniques.

Suivi de l'actualité et valorisation des retours de terrain

Tout au long de l'année, AMORCE a assuré un suivi régulier de l'actualité nationale de la filière et des évolutions réglementaires, techniques, économiques et financières susceptibles d'influencer le développement des réseaux de chaleur et de froid. Elle s'est mobilisée pour le maintien de l'enveloppe du Fonds Chaleur et celui du Coup de Pouce CEE dédié au raccordement aux réseaux de chaleur. L'association a notamment relayé les résultats du GéoScan Île-de-France mettant en évidence de nouveaux potentiels de géothermie profonde, elle a également décrypté les évolutions du Fonds Chaleur à travers son bilan 2025, précisé les différences entre les taux d'EnR&R fiscaux, réglementaires et efficaces des réseaux de chaleur, et analysé les recommandations de la Cour des comptes relatives à la tarification des services publics locaux et à leurs leviers de financement.

AMORCE a par ailleurs impulsé et accompagné plusieurs initiatives de la filière, comme le référencement des réseaux labellisés Écoréseau de Chaleur sur la cartographie nationale de France Chaleur Urbaine ou encore la mobilisation du Club de la chaleur renouvelable en faveur d'un véritable plan national pour la chaleur. Enfin, l'association a poursuivi la mise en lumière des retours d'expérience issus du réseau des Initiateurs de réseaux de chaleur et de froid, illustrant la diversité des projets accompagnés,

les difficultés rencontrées par les collectivités et les solutions mises en œuvre sur le terrain. Cette veille permanente permet à AMORCE d'alimenter ses positions, d'anticiper les évolutions de la filière et de diffuser auprès de ses adhérents une information qualifiée, opérationnelle et directement mobilisable.

Énergies renouvelables thermiques

CONTEXTE ET ENJEUX

À l'échelle nationale, les différents usages de la chaleur et du froid (chauffage des bâtiments, production d'eau chaude sanitaire, procédés industriels, rafraîchissement, etc.) représentent près de 40 % de la consommation finale d'énergie. Ces usages restent encore très majoritairement dépendants des énergies fossiles, importées, fortement émettrices de gaz à effet de serre et soumises à de fortes fluctuations de prix.

Bois-énergie, géothermie, solaire thermique, aérothermie, biométhane, chaleur de récupération issue d'unités de valorisation énergétique, de centres de données ou de procédés industriels… autant de ressources et de technologies disponibles, éprouvées et adaptées à la décarbonation des usages thermiques des collectivités, des particuliers et des acteurs économiques.

Longtemps absentes du débat public, ces filières font aujourd'hui face à un affaiblissement de leurs soutiens économiques et politiques : un budget du Fonds Chaleur insuffisant face au volume croissant de projets, des remises en question récurrentes sur la place du bois énergie dans le mix renouvelable, des interrogations sur ses impacts sur la qualité de l'air ou les nuisances liées aux forages géothermiques.

Pourtant, les territoires n'ont jamais été aussi mobilisés. En complément du développement des réseaux de chaleur, de nombreux projets visant à valoriser les EnR&R thermiques sont lancés chaque jour : études de faisabilité, installations de production dédiées aux équipements publics, initiatives locales portées par les collectivités… Le mouvement est en marche, porté par des besoins croissants de soutiens techniques et économiques.

ACTIONS D'AMORCE

Bois énergie

En tant que première énergie renouvelable de France, le bois énergie occupe une place de choix dans les politiques énergétiques du pays, notamment comme outil de décarbonation de la chaleur. Malgré tout, son développement est confronté à plusieurs enjeux : oppositions grandissantes, baisses des aides allouées et aléas climatiques et sanitaires affectant la ressource. AMORCE est pleinement mobilisée sur ces sujets en ayant notamment intégré le Groupement d'Intérêt Scientifique (GIS) Biomasse créé en 2024 avec le soutien du Ministère de l'Agriculture et qui met à disposition des ressources documentaires de référence sur les ressources et usages de la biomasse. AMORCE défend également la place du bois énergie dans la décarbonation, en particulier pour les usages collectifs, dont la contribution aux émissions atmosphériques est nettement inférieure à celle des appareils individuels. Dans ce cadre, AMORCE a engagé des relations de travail avec ATMO France sur les sujets de contribution du bois énergie à la qualité de l'air afin de distinguer les idées reçues des réalités.

Géothermie profonde et de surface

Depuis plusieurs années, les filières géothermiques sont mises sur le devant de la scène pour leur caractère renouvelable, efficace, capable de produire de la chaleur et du froid de manière continue. Pourtant, malgré un consensus politique sur l'intérêt de la développer, sa dynamique actuelle peine à atteindre les objectifs fixés. AMORCE, depuis 2 ans, a décidé d'en faire un axe majeur de travail. L'association a intégré successivement les comités stratégiques et décisionnels des Fonds de garantie. Elle a répondu aux sollicitations et consultations de l'État et de la Cour des comptes pour défendre son développement et souligner les leviers mobilisables. AMORCE défend notamment la mise en place de campagnes de caractérisation des ressources profondes, ou encore l'élargissement du cadre règlementaire de la géothermie de minime importance afin que les réseaux de chaleur et de froid puissent en bénéficier plus largement. Afin d'accompagner les collectivités, AMORCE a réalisé une première note, avec le soutien de la Banque des Territoires (RCT62 – La géothermie pour les réseaux thermiques), et prévoit la publication d'un guide « L'élu et la géothermie » en fin 2026.

Solaire thermique

AMORCE participe aux travaux du Plan National Solaire Thermique, en collaboration avec les acteurs de la filière (ADEME, Enerplan, Atlansun, etc.) en étant à la fois contributeur sur certaines actions (notamment celles d'accompagnement par filière, ou de communication), mais aussi pilote sur l'action d'animation territoriale et de montée en compétences des acteurs locaux. AMORCE a par ailleurs réalisé une note sur les enjeux, opportunités et clés de réussite du solaire thermique pour les collectivités et un webinaire sur le potentiel et les bonnes pratiques à adopter pour intégrer le solaire thermique à son réseau de chaleur.

Biogaz

BIOGAZ

La Programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE 3) fixe un objectif de 44 TWh PCS/an de biométhane injecté en 2030, et entre 47 et 82 TWh PCS/an en 2035. Pour rappel, en 2024, 11,6 TWh PCS ont été injectés dans le réseau. Le développement de la filière biométhane est donc en pleine expansion, et plusieurs mécanismes existants (tarifs d'achat, garanties d'origine) ou mis en place récemment (BPA, certificats de production de biogaz) permettent de valoriser financièrement les débouchés du biogaz produit. Au cours de l'année, des évolutions de certains de ces mécanismes ont été annoncées par le gouvernement.

AMORCE est présente auprès des acteurs de la filière, notamment en participant aux comités de direction du Club Biogaz de l'Association Technique Energie Environnement (ATEE), et à des réunions avec la DGEC. AMORCE a répondu à la consultation publique lancée par le gouvernement sur la trajectoire des Certificats de Production de Biogaz (CPB) en mai 2026. Afin de préparer une note d'éclairage et un webinaire sur les enjeux et difficultés associés au développement du biogaz, et pour nourrir notre activité de lobbying auprès du gouvernement, de ses ministères et agences d'État, et des parlementaires, AMORCE a lancé en juillet une enquête à destination des collectivités. Cette enquête se focalise en particulier sur la planification des usages du gaz et du biogaz en lien avec le développement de la méthanisation, et sur les mécanismes de financement du biogaz. AMORCE a également réalisé en février 2026 un webinaire sur les débouchés de la méthanisation.

RÉCUPÉRATION DE CHALEUR

La PPE 3 fixe des objectifs de récupération de chaleur ambitieux : 13,6 TWh en 2030, et entre 21 et 29 TWh en 2035. Aujourd'hui, environ 10 TWh/an sont récupérés dans les UVE et 0,8 TWh/an sont récupérés chez les industriels. La filière CSR a également des objectifs ambitieux avec 11 TWh/an en 2035, contre moins de 1 TWh/an en 2026.

Bien qu'ayant fait l'objet d'annonces successives ces dernières années, et explicitement évoqué dans la PPE, le fonds de garantie de chaleur fatale industrielle ne semble plus être à l'ordre du jour. AMORCE reste mobilisée pour défendre sa mise en place.

La récupération de chaleur sur eaux usées s'élève à un peu moins de 0,1 TWh/an, alors que le CEREMA estime un gisement potentiel de 5 TWh/an à proximité des réseaux existants. Ces dernières années, plusieurs projets ont vu le jour. Afin d'initier la réflexion autour de nouveaux projets, AMORCE a réalisé en 2026 un webinaire sur la récupération de chaleur sur les stations d'épuration.

AMORCE a accentué ses actions de plaidoyer relatives aux UVE et aux CSR, notamment afin d'obtenir la TVA réduite sur la chaleur issue de ces installations et injectées dans les réseaux de chaleur.

Énergies renouvelables électriques

CONTEXTE ET ENJEUX

Le plan d'électrification de la France publié en avril 2026 ambitionne de renforcer la souveraineté et d'accélérer la décarbonation du pays. Si les objectifs de production d'énergies renouvelables électriques sont moins importants qu'initialement prévu dans les projets de texte, la trajectoire de la PPE 3 impose d'accélérer le rythme de développement d'ici 2035 (photovoltaïque, éolien terrestre et en mer, hydroélectricité) pour produire entre 132 et 174 TWh supplémentaires d'électricité renouvelable par rapport à 2023. Les collectivités sont en première ligne du développement de ces énergies renouvelables électriques (planification des zones d'accélération, nouvelles obligations de solarisation, etc.).

Si les objectifs sont ambitieux, la dynamique se heurte à des défis croissants : acceptabilité locale et sociétale des projets d'EnR, concurrence d'usage du foncier, instabilité et complexité réglementaire, évolution fréquente des mécanismes de soutien, avec en toile de fond la multiplication des épisodes de prix négatifs sur le marché de l'électricité.

La massification du développement des énergies renouvelables électriques suppose d'agir simultanément sur les leviers technico-socio-économiques tout en positionnant les collectivités comme des acteurs clés du déploiement des EnR électriques, celles-ci pouvant déployer des stratégies tenant compte des spécificités de leur territoire et permettant de maximiser les retombées des projets.

ACTIONS D'AMORCE

Eolien

Dans un contexte marqué par des objectifs nationaux ambitieux de développement de l'éolien et des débats parfois sensibles autour de cette filière, AMORCE poursuit son engagement pour accompagner les collectivités dans le développement de projets générant un maximum de retombées locales. AMORCE promeut également les démarches de gouvernance locale et œuvre à renforcer l'information, le partage d'expériences et la montée en compétence des territoires.

Au cours de la période, plusieurs actions ont été conduites afin d'accompagner les collectivités. Le Club Cléo, rassemblant désormais 76 membres, a bénéficié

de deux webinaires, consacrés à la perception locale de l'éolien terrestre et au partage de la valeur des projets éoliens, ainsi qu'une veille spécifique. Le guide « Vrai / Faux de l'éolien » est paru, répondant, de manière sourcée, aux principales interrogations rencontrées sur le terrain par les élus et techniciens : rôle de l'éolien dans le mix électrique, coût de production, variabilité, retombées économiques, gouvernance locale, etc. Le guide « L'élu et l'éolien » a été mis à jour afin d'intégrer les dernières évolutions techniques, réglementaires ainsi que de nouveaux retours d'expérience. Enfin, AMORCE a poursuivi la promotion de la charte nationale éolienne AMORCE / France renouvelables.

Photovoltaïque

AMORCE se positionne en faveur d'un photovoltaïque territorialisé en appuyant notamment le développement des projets de petites/moyennes puissances fréquemment plébiscités par les collectivités. AMORCE encourage par ailleurs le PV sur les bâtiments et, quand il s'agit de foncier au sol, défend le fait de systématiser une approche de priorisation :

1) les zones déjà artificialisées (ex : parkings, délaissés des réseaux de transport…) ;

2) les zones dégradées (anciennes décharges, carrières, réhabilitation de friches…) ;

3) les zones non artificialisées (notamment les parcelles agricoles) mais toujours dans une logique de concertation approfondie / réflexion collective avec l'ensemble des acteurs locaux.

Dans cette approche, AMORCE a finalisé une charte nationale en faveur des projets agrivoltaïques territoriaux et concertés. Ce document, coporté par France renouvelables, est le résultat de plusieurs groupes de travail ayant réuni près de 50 membres et est pensé avec un angle d'approche « collectivités ». Il est ouvert à signature des structures et collectivités territoriales volontaires. AMORCE a également réalisé une enquête sur la mise en œuvre des obligations de solarisation des parkings et des toitures de bâtiments publics, présentée lors d'un webinaire décryptant également les évolutions réglementaires récentes.

Hydroélectricité

AMORCE se positionne afin d'encourager les collectivités à s'approprier la petite hydroélectricité via des projets de rénovation ou de développement de nouvelles centrales. Elle priorise les installations de puissance inférieure à 1 MW situées au fil de l'eau plus accessibles à une échelle communale/ intercommunale.

Pour porter cette vision stratégique, AMORCE a ouvert ses activités à la petite hydroélectricité depuis 2024 et a continué à mener des travaux de décryptage pédagogiques, à l'instar d'une publication sur les enjeux et opportunités de la petite hydroélectricité pour les collectivités (ENT80), ainsi qu'un webinaire associé.



Transversal

Dans un contexte de mise en œuvre de la nouvelle PPE 3, d'évolution des mécanismes de soutien aux énergies renouvelables et de renforcement des attentes des collectivités en matière de retombées locales, AMORCE accompagne les territoires par des travaux d'analyse, de partage d'expériences et de propositions. Elle a ainsi publié la note « Les mécanismes de soutien aux énergies renouvelables électriques », présentant le fonctionnement des principaux dispositifs de soutien ainsi que leurs évolutions dans un contexte de transformation du système électrique.

Achat et autoconsommation d'énergie

CONTEXTE ET ENJEUX

Les achats d'énergie sont devenus un enjeu stratégique pour les collectivités. De nombreuses collectivités cherchent à lier les obligations de production d'énergies renouvelables dans leur territoire et leur consommation d'énergie, pour répondre aux enjeux financiers, énergétiques mais aussi politiques. La création de boucles locales d'énergies renouvelables (autoconsommation individuelle ou collective, contrat d'achat direct…) suscite ainsi de plus en plus d'intérêt.

ACTIONS D'AMORCE

AMORCE anime le club des achats d'énergie en circuit court, qui regroupe plus de 80 collectivités engagées dans ce type de projets. Ce club s'est réuni lors du Congrès 2025 de l'association, et lors de 4 réunions en visioconférence, avec l'objectif de partager les retours d'expériences et les difficultés rencontrées sur le terrain. AMORCE a également mis à disposition de ses adhérents une note sur les différentes options juridiques possibles pour acheter de l'électricité renouvelable, et soutenir des projets vertueux via la commande publique. AMORCE a aussi réalisé une enquête auprès de ses adhérents sur les projets d'autoconsommation, individuelle ou collective, déployés par les collectivités, dont les résultats ont été présentés dans une publication et lors d'un webinaire. Enfin, AMORCE continue sa veille en la matière en informant régulièrement ses adhérents des évolutions législatives et règlementaires, en particulier en matière d'autoconsommation.

CHIFFRES CLÉS

512

adhérents eau

188 collectivités
et 324 partenaires

13

webinaires

1

groupe d'échanges

1

événement annuel

3

groupes de travail

17

publications

199

renseignements

5

GESTION DURABLE DE L'EAU

Politique générale

CONTEXTE ET ENJEUX

La gestion de l'eau a enfin pris cette année une position centrale dans le débat public. La multiplication des inondations et des périodes de sécheresses, mais aussi l'émergence de crise liées à la qualité des eaux destinées à la consommation humaines a, sans doute, enfin fait prendre conscience du caractère vital mais aussi très fragile des ressources en eau du pays. La quasi-totalité des départements a fait l'objet, cette année encore, d'un arrêté sécheresse en 2026 dont la plus grande partie en arrêté « crise » et près d'un tiers des captages d'eau potable est exposé à des pollutions émergentes (métabolites de pesticides, nitrate, métaux lourds et désormais PFAS). En bout de chaîne, les collectivités locales compétentes portent souvent seules la responsabilité et la charge financière d'une gestion du petit cycle mai aussi du grand cycle de l'eau pour fournir une eau potable en quantité et qualité suffisante pour leur territoire et traiter les eaux usées dans les meilleures conditions pour le milieu naturel.

Pourtant la politique nationale de l'eau aura une nouvelle fois été marquée par une forme d'immobilisme et même de régression. Immobilisme dans la capacité à mieux encadrer les usages de l'eau et partager les efforts de sobriété et d'efficacité dans les usages de l'eau, mais aussi à mieux contraindre les activités et usages de produits, polluants massivement les ressources en eau potable du pays. Immobilisme dans la réforme pourtant évidemment nécessaire des redevances de prélèvements et de pollutions insuffisantes, injustement réparties et finalement trop inefficaces. Régression, car l'année aura été un projet de loi d'urgence agricole qui, sans résoudre fondamentalement les difficultés d'un modèle agricole victime de la mondialisation, a mis en grand danger le modèle français de gestion de l'eau, proposant de placer les activités agricoles au-dessus de toute forme de gestion collective et durable des ressources en eau des territoires, remettant en cause sa gouvernance, ses définitions, ses principes, ses financements. Face à cette grave menace, AMORCE, par la pleine mobilisation de son réseau de parlementaires et de Sénateurs, son activité médiatique et sa capacité à rassembler les acteurs de l'eau, a permis de faire contre poids en introduisant en commission développement durable de l'Assemblée Nationale une série de mesures structurantes et en particulier une nouvelle redevance sur les multinationales de l'agro-chimie à l'origine des principales pollutions des captages d'eau potable et aujourd'hui totalement exonérés de toute responsabilité et de toute contribution au financement de la protection des ressources en eau. Si cette mesure et plusieurs autres obtenues par AMORCE ont ensuite été supprimées, elle aura mis en lumière les incohérences des politiques de l'eau et ouvert des débats qui finiront par aboutir sans doute sur une véritable loi sur la protection des ressources en eau qu'AMORCE porte avec de nombreux parlementaires depuis deux ans et désormais soutenue par de nombreux acteurs de l'eau.

AMORCE aura également eu l'occasion de rencontrer la commissaire européenne à l'environnement pour aborder les nécessaires évolutions de la règlementation européenne incohérente, qui permet l'usage de molécules polluantes dans des produits du quotidien comme les PFAs ou dans des fertilisants et produits phytosanitaires mais interdits leur présence dans les captages d'eau potable.

Face à ces politques nationales et européennes qui ne protègent pas suffisamment les ressources en eau, et transfèrent de fait la responsabilité de la charge financière d'une eau de qualité sur les seules collectivités qui n'ont pas les moyens suffisants pour agir, AMORCE a décidé de lancer un recours pour « excès de pouvoir » contre l'État afin de sanctionner son inaction en matière de protection des captages et de la qualité de l'eau plus généralement. Ce recours vise à obtenir la mise en place de mesures suffisantes et effectives de la part de l'État. AMORCE assorti ce recours pour excès de pouvoir d'une demande d'injonction, afin d'obtenir, notamment, l'interdiction par l'État de certaines substances polluantes. AMORCE envisage également de porter une action avec une collectivité au niveau européen afin de mettre en regard la responsabilité de l'Europe dans la mise sur le marché de produits phytosanitaires impactant négativement la ressource en eau.

Par ailleurs, l'année aura été marquée par le

démarrage des travaux de transposition de la DERU2 auxquels AMORCE a très largement contribué, notamment celui sur la mise en place de la responsabilité élargie du producteur sur les micropolluants dont elle a été à l'origine dans la réglementation européenne et qui doit financer la mise en place et le fonctionnement des traitements quaternaires. Forte de son expertise sur les REP des déchets, l'association a défendu un modèle de REP sous forme de redevance, adossé sur les agences de l'eau.

AMORCE a enfin été trés actif au sein du Comité National de l'Eau et au Comité d'Anticipation et de suivi hydrologique pour défendre sur l'ensemble des sujets les positions du réseau et notamment le besoin d'une grande loi sur l'eau reprenant les grands objectifs du Plan Eau et participe à de nombreux sous-groupe en particulier celui consacré à l'évolution des financements européen des politiques de l'eau.

Sur toutes ces problématiques, AMORCE a contribué à plusieurs rapports parlementaires et des inspections des finances et du développement durable, ainsi qu'aux travaux du Cercle français de l'eau sur le finanacement de la politique de l'eau, les travaux d'évaluation de besoin en financement et les pistes de financement ont d'ailleurs été repris plusieurs fois. AMORCE porte sa philosophie basée sur un meilleur monitoring, un renforcement et une stabilisation des connaissances scientifiques et donc du cadre juridique pour donner de la lisibilité aux décideurs et aux populations, un vrai partage des efforts en particulier en matière de sobriété hydrique, et la pleine application du principe de "pollueur payeur" en allant davantage contraindre et faire contribuer les producteurs de produits à l'origine des pollutions plutôt que le service public de l'eau et de l'assainissement et in fine les consommateurs d'eau. AMORCE porte aussi l'idée d'une juste répartition des responsabilités entre l'Europe, l'État, et les collectivités qui se voient transférer la responsabilité de la gestion de pollutions dont elles ne sont pas à l'origine.

ACTIONS D'AMORCE

Ainsi, AMORCE a travaillé à

• Défendre les intérêts des collectivités et de la gestion équilibrée de l'eau dans le cadre des débats nationaux sur le projet de loi d'urgence agricole qui a permis le rattrapage d'un certain nombre de mesures particulièrement préoccupantes sur l'eau

• Alerter sur les transferts de responsabilités vers les collectivités et le mur d'investissement auquel les collectivités font face qui fait peser des risques d'augmentation de la facture d'eau jusqu'à 50 %

• Être force de proposition sur les évaluations des coûts et les pistes de financement pour accompagner les nécessaires stratégies de protection de la qualité et quantité d'eau notamment à partir d'une réforme des redevances des agences de l'eau plus équilibrée entre les usages et la création de nouvelles ressources financières en impliquant les metteurs sur le marché de pollutions dont les industries phytopharmaceutiques

• Remettre la gestion équilibrée et transversale de l'eau au cœur des débats politiques, à travers notamment le principe d'une nouvelle loi sur l'eau et la transition écologique qui transcrirait les objectifs nationaux dans la loi.

Planification et gouvernance de la gestion de l'eau

CONTEXTE ET ENJEUX

Le rapport de l'Union européenne sur la directive cadre sur l'eau (2000/60/CE) publié en 2025 montre que les États membres dont la France sont loin d'atteindre les objectifs fixés par la règlementation européenne : les indicateurs de bon état écologique et de bon état quantitatif des masses d'eau ont plutôt tendance à se dégrader. Pourtant, il existe plusieurs outils de planification et de gouvernance visant à guider une gestion de l'eau plus durable, comme les schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) et comités de bassins à l'échelle d'un grand bassin hydrographique, et les

schémas d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) et les commissions locales de l'eau (CLE) à une échelle plus locale.

Pour AMORCE, il y a un besoin de renforcer la gouvernance de la gestion de l'eau et l'implication des collectivités territoriales dans les processus de gouvernance de l'eau est essentielle, puisque ce sont à elles de mettre en œuvre les dispositions de ces documents. Les instances de gouvernance de l'eau doivent gagner en légitimité, en efficacité et en équité. Pour AMORCE, cela implique une double évolution, à la fois dans la structuration territoriale de la concertation et dans la composition des instances de décision.

Le projet de loi d'urgence agricole aura pourtant favorisé l'affaiblissement de la portée des SAGE qui n'a plus la possibilité d'interdire ou de renforcer les mesures relatives à la limitation des retenues collinaires.

ACTIONS D'AMORCE

AMORCE a mené plusieurs travaux afin d'accompagner ses adhérents dans leur implication dans la gouvernance de l'eau et la mise en œuvre effective des SAGE et SDAGE :

• AMORCE a lancé, en partenariat avec la Banque des territoires et les agences de l'eau, une enquête nationale sur l'implication des collectivités territoriales dans la mise en œuvre des SDAGE et des SAGE. Le questionnaire en ligne a permis de récolter des données chiffrées sur la gouvernance locale de l'eau qui ont alimenté les propositions d'AMORCE dans le cadre de la conférence nationale sur l'eau.

• AMORCE a réalisé une étude en partenariat avec les agences de l'eau et la Banque des territoires sur les coopérations existantes entre collectivités et agricultures sur les territoires pour protéger la ressource en eau.

• Porter des amendements dans le cadre du projet de loi d'urgence agricole pour renforcer la portée des SAGE et leur généralisation sur le territoire.

Financement et modèle économique des services de l'eau

CONTEXTE ET ENJEUX

Face aux nombreuses dépenses pesant sur le budget des services publics d'eau et d'assainissement (SPEA), leur équilibre économique, fondé sur le principe « l'eau paie l'eau », est mis en péril. En effet, ils doivent faire face à un mur d'investissements : renouvellement des réseaux, compensation de la baisse des recettes (impayés, baisse de la consommation d'eau), application des exigences européennes toujours plus croissantes… Pour rappel, le Cercle Français de l'Eau, dans son étude relative au financement de la politique de l'eau en France, réalisée en partenariat avec AMORCE, estime que le déficit annuel d'investissements en la matière s'élève à 13 milliards d'euros, dont 4,6 serviraient à moderniser et décarboner les infrastructures.

Ceci représente une somme colossale, que les collectivités assument presque seules. Les redevances de l'eau sont en effet insuffisantes pour permettre une application effective du principe pollueur-payeur ; des redevances supplémentaires sur les micropolluants, les pesticides et les PFAS notamment contribueraient à financer ces investissements.

Plus encore, selon cette même étude, 4,2 milliards d'euros supplémentaires devraient être investis chaque année afin d'assurer le bon entretien du patrimoine lié à l'eau potable et l'assainissement, à la gestion des eaux pluviales et à la prise en compte des nouveaux enjeux qualitatifs et quantitatifs. Ainsi, les solutions palliatives mises en place par les collectivités pour limiter leurs dépenses sont insuffisantes, elles doivent être accompagnées d'un renforcement des financements du cycle de l'eau.

ACTIONS D'AMORCE

AMORCE a défendu, tout au long de l'année, un rééquilibrage du modèle économique de l'eau, notamment par :

• Le renforcement de l'application du principe pollueur-payeur, par la création d'une redevance sur les « micropolluants » financée par les metteurs sur le marché de substances problématiques ou de produits en contenant et la création d'une redevance pesant sur les industriels des pesticides et des engrais phosphatés. Ces nouvelles redevances éviteraient ainsi que les coûts des actions de prévention et de dépollution ne reposent que sur les services et les ménages ;

• Le rééquilibrage des redevances portant sur les prélèvements effectués par l'ensemble des usagers mais aussi grâce à une hausse raisonnable du prix de l'eau potable (surtarification des surconsommations, tarification progressive et équitable des grands consommateurs, suppression de la tarification dégressive, augmentation de la part fixe) ;

• L'affectation de ces nouvelles ressources à la protection de la qualité de l'eau potable et à l'accompagnement des bonnes pratiques (agricoles notamment).

La mobilisation d'AMORCE a été très forte durant les débats portant sur le PLF 2026. AMORCE a également porté ces propositions dans le cadre des débats portant sur le projet de loi d'urgence agricole. Les amendements proposés par AMORCE ont été déposés par plusieurs groupes politiques, même si les propositions n'ont pas été retenues in fine.

Par ailleurs, pour accompagner les collectivités sur ces enjeux, AMORCE a mené plusieurs actions sur ce sujet :

• Un décryptage des évolutions intervenues suite à la réforme des redevances des agences de l'eau réalisée en 2024 ainsi que des orientations des 12e programmes des agences de l'eau (LAA n°84) ;

• Une analyse du modèle économique et de gouvernance applicable à la réutilisation des eaux usées traitées (LAA n°88) ;

• Deux webinaires relatifs à la tarification de l'eau, l'un sur la tarification incitative (juin 2025) et l'autre sur la gestion des impayés (septembre 2025) ;

• Un webinaire sur les impacts de la réforme des redevances des agences de l'eau sur les tensions assurantielles rencontrées par les collectivités (février 2026).

Sobriété, eaux non conventionnelles et gestion de la sécheresse

CONTEXTE ET ENJEUX

Les tensions sur la ressource en eau et l'intensification des épisodes de sécheresse poussent les collectivités à adapter leur modèle de gestion afin d'établir des stratégies territoriales de sobriété hydrique. Les projections du projet Explore2 montrent qu'à l'horizon 2100, près de la moitié du territoire pourrait connaître une évolution significative de ses conditions hydrologiques, marquée notamment par une baisse des débits d'étiages et estivaux. Les données actualisées, intégrant les niveaux de réchauffement de la Trajectoire de réchauffement de référence pour l'adaptation au changement climatique, confirment d'ailleurs cette baisse, ainsi que l'aggravation des sécheresse, avec des étiages pouvant diminuer d'environ 30 % dans une France à +4 °C.

L'été 2026 donne raison à ces projections puisque 99 départements sont en arrêté sécheresse dont 77 en crise avec des risques de ruptures d'approvisionnement existants sur plusieurs territoires. Ces évolutions renforcent le besoin d'actions d'anticipation pour réduire les prélèvements et les consommations d'eau

Pour les collectivités, cela implique un travail de mobilisation des usagers mais aussi de réduire les usages au sein de leurs propres bâtiments, équipements et services. Il est alors important de

connaître les consommations d'eau, de mesurer leur évolution, pour ensuite évaluer l'efficacité des actions prises.

Le « Défi Sobriété -10 % d'Eau », lancé en 2023 et porté par AMORCE, encourage notamment les collectivités à réduire leurs prélèvements en eau relatifs à leurs patrimoines et services publics en 10 actions, et en 2 ans. Le défi touchant à sa fin, AMORCE organisera la restitution des résultats d'ici la fin de l'année 2026.

En complément, les réflexions doivent également porter sur le recours aux eaux non conventionnelles. Très impliquée dans leur développement et dans leur simplification de mise en œuvre par les collectivités, AMORCE défend un cadre réglementaire clair et adapté. C'est notamment ce qui est mis en avant au moment des consultations des différents textes portant sur les eaux non conventionnelles, notamment les eaux impropres à la consommation humaine. AMORCE encourage toujours la sortie de la logique du couple eau/usage afin de faciliter les projets multi-sources et multi-usages, et demande également à ce qu'un accompagnement plus important soit apporté aux collectivités, afin de répondre aux défis financier et logistique posés par l'atteinte de certaines exigences de qualité d'eau.

Pour AMORCE, l'adaptation des territoires au manque d'eau, et face aux tensions d'usages de la ressource, doit reposer en premier lieu sur la sobriété, complétée par le recours aux eaux non conventionnelles, ce dernier ne devant pas se substituer aux efforts de réduction des consommations d'eau.

ACTIONS D'AMORCE

Et sur l'année 2025-2026, AMORCE s'est mobilisée à de nombreuses reprises sur les sujets de sobriété et d'eaux non conventionnelles, que cela soit lors de réponses à des consultations ou directement auprès des collectivités :

- Par une participation à la consultation de l'arrêté du 29 juillet relatif à l'utilisation à titre expérimental d'eaux impropres à la consommation humaine pour des usages domestiques

- Participation aux travaux du groupe national sur les ENC piloté par l'ASTEE

De plus, AMORCE a :

- Mis en ligne l'outil Monit'Eau, afin d'aider les collectivités et services à réaliser un état des lieux et suivre dans le temps les consommations d'eau des bâtiments et usages publics. Cette mise à disposition a été accompagnée d'un webinaire de prise en main. Un groupe de travail sur la télérelève, lancé en juin 2026, complète les actions d'AMORCE pour faciliter la prise d'informations relative aux consommations d'eau.

- Consacré un dossier, dans la Lettre Aux Adhérents, sur le rôle des collectivités dans les stratégies de sobriété en eau et le modèle économique et la gouvernance des projets de REUT.

- Organisé un webinaire, en décembre 2025, sur la prospective entre le besoin et la ressource disponible, ainsi qu'un webinaire en juin 2026, dédié à l'évaluation de l'efficacité des stratégies territoriales de sobriété hydrique.

- AMORCE continue d'animer son club des collectivités ENC, avec deux évènements en 2025-2026 : un webinaire, en avril 2026 et un groupe d'échanges, en novembre 2025.

- Anime deux groupes de travail, un dédié aux stratégies de déploiement de la télérelève et l'autre sur les ambassadeurs de l'eau

Lutte contre les pollutions du cycle de l'eau

CONTEXTE ET ENJEUX

La protection de la ressource en eau et des milieux aquatiques nécessite une attention et une action renforcée face aux pollutions diffuses et émergentes : métabolites de pesticides, substances per- et polyfluoroalkylées (PFAS), résidus pharmaceutiques et cosmétiques... Et malgré des efforts historiques de gestion et de réduction des flux, qu'ils soient réglementaires ou à l'initiative des collectivités (autorisation de déversements, règlements assainissement, réduction à la source et protection des captages), la présence persistante de ces polluants continue de menacer la qualité des masses d'eaux, au risque de conséquences pour la santé humaine et l'environnement. Un sujet dont les collectivités doivent se saisir, dans un contexte toujours en évolution et aux conséquences budgétaires importantes.

L'année 2025-2026 a notamment été marquée par une forte progression pour la connaissance sur les PFAS. Après la mise en place de leur surveillance en entrée et sortie de stations d'épuration, leur recherche systématique dans les EDCH depuis le 1er janvier 2026, c'est désormais au tour des boues d'épuration destinées au retour sol d'être concernées par une campagne de surveillance depuis le début de l'été. À noter que le TFA, PFAS à chaîne-ultra courte dont les effets sur la santé et l'environnement sont encore méconnus, est aussi inclus dans les analyses.

Les résultats de l'étude exploratoire de l'ANSES ont par ailleurs confirmé la contamination, avec la détection de PFAS dans une grande majorité des prélèvements d'eau brute et d'EDCH. AMORCE a suivi le projet et a rédigé plusieurs articles sur le sujet.

En revanche, certaines dispositions n'ont que peu avancé, comme les travaux de transposition de la DERU 2. Les groupes de travail (ici Surveillance et Traitements) ne se sont réunis que quelques fois sans donner lieu à des arbitrages concluants. Tandis que le Groupe National Captage qui devait définir les points de prélèvement sensibles a été complètement arrêté pour laisser place au moratoire Eau et Agriculture puis au Projet de loi d'Urgence Agricole sur lequel AMORCE s'est mobilisée afin d'éviter des reculs trop importants sur la gestion et la protection de la ressource en eau.

À l'été 2026, les inspections générales (IGAS, IGEDD, CGAAER et IGF) ont rendu public leurs rapports et recommandations sur les coûts de la dépollution de l'eau. Dans ces deux avis, l'état des masses d'eau y est jugé préoccupant, en particulier vis-à-vis des polluants émergents. Les estimations de dépollutions annuelles sont d'ailleurs chiffrées à plusieurs milliards d'euros par an, estimatifs qui s'inspire de la méthodologie partagée par AMORCE lors de son audition début 2026. Les rapports précisent qu'il y a alors nécessité de revoir les modèles de financement pour qu'ils reposent plus sur les pollueurs. Bien que les usagers pourraient aussi être mis à contribution, par des augmentations substantielles du prix de l'eau. Mais outre les financements, la maîtrise des pollutions et des coûts connexes imposent avant tout la réduction des émissions à la source et l'amélioration des politiques de préservation et de protection, tout en financement les traitements des pollutions.

Au-delà du renforcement de la surveillance, la prévention à la source doit rester prioritaire. Les collectivités doivent pouvoir agir aussi bien sur les rejets de micropolluants vers les stations d'épuration que sur les intrants au niveau des aires d'alimentation de captage. Cela suppose de disposer d'outils réglementaires et financiers adaptés, qu'il s'agisse de maîtrise foncière, d'accompagnement des changements de pratiques agricoles ou de limitation des substances à l'origine des contaminations. Pour AMORCE, lorsque les démarches volontaires engagées pour protéger les captages ne permettent pas d'améliorer suffisamment la qualité de l'eau, des mesures plus contraignantes doivent pouvoir être mises en œuvre, notamment sur l'usage des produits phytosanitaires.

Le recours à des traitements complémentaires dans les stations d'épuration ou les unités de production d'eau potable ne peut, à lui seul, constituer une réponse durable, d'autant que leur coût repose aujourd'hui largement sur les services publics d'eau et leurs usagers.

Face à ces constats de pressions polluantes de plus en plus fortes et de transfert de la responsabilité et de la charge financière vers les collectivités qui n'ont pas les moyens suffisants pour agir, AMORCE a décidé de porter un recours pour « excès de pouvoir » contre l'État afin de sanctionner son inaction en matière de protection des captages et de la qualité de l'eau plus généralement. Ce recours vise à obtenir la mise en place de mesures suffisantes et effectives de la part de l'État. AMORCE assorti ce recours pour excès de pouvoir d'une demande d'injonction, afin d'obtenir, notamment, l'interdiction par l'État de certaines substances polluantes. AMORCE envisage également de porter une d'action avec une collectivité au niveau européen afin de mettre en regard la responsabilité de l'Europe dans la mise sur le marché de produit phytosanitaires impactant négativement la ressource en eau.

ACTIONS D'AMORCE

AMORCE se mobilise pour défendre les intérêts des collectivités :

o Porte un recours pour excès de pouvoir contre l'état afin de sanctionner son inaction en matière de protection de la qualité de l'eau et des captages.

o Lors des réunions du Groupe National Captage pour que la définition des captages sensibles, AMORCE a toujours demander à renforcer les moyens pour la protection de la ressource en eau. Des éléments défendus également tout au long des débats du projet de loi d'urgence agricole. AMORCE a alerté sur le manque d'ambition et de moyens du dispositif et proposé un objectif national de résorption des captages pollués, des critères minimaux de classement laissant place à la prévention, des plans d'action pouvant devenir contraignants et un financement associant prévention et traitement

o Avec les travaux de transposition de la DERU 2, AMORCE travaille à la définition d'un cadre cohérent pour le respect des objectifs autour des traitements quaternaires (traitements micropolluants) dans les stations d'épuration ciblées. Une nécessité dont les financements seront encadrés par une Responsabilité Élargie des Producteurs sur les produits pharmaceutiques et cosmétiques mais AMORCE travaille sur un produit financier plus large sur les micropolluants du petit cycle de l'eau (eau potable et assainissement), afin de financer aussi bien les actions préventives que curatives.

o Lors des auditions auprès des inspections générales, AMORCE a partagé les coûts de la dépollution qu'elle a estimée :

- Pour l'eau potable, AMORCE estime entre 240 et 549 M€/an les seuls coûts de traitement (par un mix de charbon actif, nanofiltration et osmose inverse), pour environ 30% de la ressource impactée. À cela s'ajoute, les coûts de gestion des concentrats et/ou des charbons actifs souillés, ce qui porte le nouveau total entre 300 M€ et 1,1 Mds€/an. Pour le préventif, l'estimatif est de 1,1 Mds€/an de paiements pour services environnementaux à 450 €/ha/an pour 9% de la Surface agricole utile située en aire d'alimentation de captage

- Pour l'assainissement, AMORCE estime le besoin de financement à de 920 M€/an, financé à 80% par la REP DERU 2, soit près de 740 M€/an

De plus sur l'année écoulée, AMORCE a :

o Publié un guide à destination des élus afin d'apporter les clés d'actions et de compréhension dans la lutte contre les micropolluants et les microplastiques.

o Organisé un Colloque Eau en partenariat avec la BDT et les Agences de l'eau dédié aux pollutions de la ressource en eau, permettant de mettre en discussion les stratégies de prévention et de traitement face aux pesticides, PFAS et autres micropolluants et de renforcer la mobilisation des acteurs de l'eau sur la protection des ressources.

o Publié en mai 2026 la synthèse de l'enquête sur les micropolluants dans les services d'eau potable et d'assainissement, qui avait été lancée en 2025. Cette publication dresse un état des lieux des pollutions rencontrées et des réponses préventives, curatives et économiques mises en œuvre par les collectivités.

o Animé un webinaire, en mars 2026, sur la protection des captages et les stratégies territoriales pour préserver la qualité de l'eau en partenariat avec la BDT et les Agences de l'eau.

Lutte contre les pollutions plastiques dans l'eau

CONTEXTE ET ENJEUX

La lutte contre les pollutions plastiques (micro comme macro) dans l'eau constitue un enjeu transversal pour les collectivités, susceptible d'aller au-delà du périmètre des services d'eaux. Si les actions préventives et donc la réduction à la source restent prioritaires, les services et les collectivités doivent également gérer les flux déjà présents dans les réseaux, les eaux usées et les milieux.

La loi AGEC prévoyait la mise en place d'une nouvelle filière Responsabilité élargie producteur sur les textiles sanitaires (lingettes, serviettes hygiéniques, masques…) à compter du 1er janvier 2024 dont le flux transite en grande partie dans les réseaux d'eau. Mais, seules les lingettes sont concernées par le 1er arrêté d'agrément, alors qu'elles ne représentent que 1,2 % des déchets issus des TS2U et ne constituent donc pas une catégorie prioritaire. Le cahier des charges de la REP TSU2 a confirmé, suites aux demandes d'AMORCE, que les financements seraient dirigés vers les collectivités mais AMORCE mène une action au niveau national pour élargir le champ d'application à tous les textiles sanitaires comme prévu par la loi AGEC. La contractualisation est maintenant ouverte et plusieurs services d'eaux ont maintenant déjà engagé une démarche avec l'éco-organisme Citéo Hygiène et Soin

Bien que les travaux de transposition de la DERU 2 n'ont que peu avancé sur la période, les microplastiques prennent une place croissante dans les objectifs de surveillance au-delà de 2027. En effet, la Directive prévoit leur suivi dans plusieurs matrices, notamment les eaux usées, les boues destinées à la valorisation et dans les rejets par temps de pluie. Une montée en connaissance qui devra constituer, à l'avenir, un cadre plus pérenne avec des objectifs de gestion plus précis. Cependant, il manque encore la définition de méthodes d'analyse harmonisées, la Commission européenne devant toujours se positionner sur la question.

En parallèle, les plastiques avec une taille supérieure à 2 mm sont également concernés par l'évolution du cadre réglementaire, notamment en tant qu'inertes dans les matières fertilisantes inertes. Une évolution strictement française puisqu'elle s'opère dans le cadre du « socle commun », toujours en attente. Il est donc susceptible d'y avoir un flou réglementaire entre les microplastiques et les plastiques > 2mm.

Pour AMORCE, ces nouvelles exigences doivent rester proportionnées aux enjeux réels des filières de gestion des boues d'épuration. Il est nécessaire de ne pas générer de surcoûts analytiques injustifiés pour les collectivités.

ACTIONS D'AMORCE

o AMORCE a représenté ses adhérents dans le cadre des débats sur la création du cahier des charges de la REP textiles sanitaires pour s'assurer que les financements prévus, bien que affaiblis par la réduction du champ d'application aux seules lingettes, soient bien dirigés vers les services assainissement des collectivités. AMORCE a mené en parallèle un recours au conseil d'état avec une coalition d'associations nationales le 7 juillet 2025 afin de faire respecter l'engagement prit dans la loi AGEC d'intégrer l'ensemble des textiles sanitaires et d'élargir ainsi les financements dirigés vers les collectivités.

o À l'initiative du Grand Chambéry, AMORCE a été invitée à intervenir au cours d'une matinée d'échanges afin de faire un point sur la réglementation générale autour des microplastiques.

o AMORCE a organisé, en septembre 2026 un webinaire, sur l'état de connaissances sur les microplastiques dans les eaux. Avec une attention particulière donnée à l'assainissement car c'est dans ces services que les évolutions les plus concrètes sont attendues, notamment avec la DERU 2.

o Sur le sujet de la DERU 2, AMORCE a analysé les nouvelles exigences sur leur suivi des microplastiques dans les eaux usées, les boues d'épuration et les rejets par temps de pluie, ainsi que les difficultés méthodologiques qui restent à lever pour disposer de données cohérentes donc comparables.

Gestion intégrée des eaux pluviales

CONTEXTE ET ENJEUX

La gestion intégrée des eaux pluviales prend aujourd'hui une place plus importante dans les politiques d'adaptation des territoires face au changement climatique. Et elle doit répondre à plusieurs enjeux, entre la réduction des déversements, la prévention des inondations, la désimperméabilisation et la préservation des milieux. La DERU 2, renforce cette dynamique puisqu'elle rend obligatoire l'élaboration des plans de gestion intégrée pour les agglomérations d'assainissement de plus de 100 000 EH (équivalent-habitant) et fixe l'objectif indicatif de limiter les déversements par temps de pluie à 2% de la charge annuelle collectée par temps sec. Un objectif très ambitieux visant à encourager par le recours à des solutions vertes et bleues, et par des solutions de gestion à la source.

Toutefois, le développement et les investissements dans des solutions pourraient rester limité par le manque de financement puisque les moyens alloués à la gestion des eaux pluviales sont rattachés aux budgets généraux des collectivités. Ce qui limite la visibilité pour programmer des actions sur le long terme. AMORCE estime alors nécessaire de travailler à l'émergence de moyens financiers pérennes pour faciliter la mise en place de solutions.

ACTIONS D'AMORCE

Pour répondre à ces enjeux, AMORCE :

- Poursuit sa participation aux travaux de transposition de la DERU 2 sur la gestion du temps de pluie.

- A réunit le groupe de travail sur le financement de la Gestion des eaux pluviales qui vise à proposer un mécanisme de financement adapté aux besoins de ce services qui fait intervenir un panel de compétences. Elle propose notamment de réinstaurer la taxe sur la désimperméabilisation.

- A publié un guide sur la conciliation des enjeux de gestion intégrée des eaux pluviales et les autres politiques d'aménagement comme sur la solarisation des parkings. Un webinaire a été organisé en janvier 2026.

- Suit et analyse les décisions de justice en matière de responsabilité des gestionnaires d'ouvrages pluviaux, notamment dans les cas de débordement de déversoir d'orage ou de l'inadéquation d'un canal d'évacuation des eaux pluviales. Pour anticiper tout risque contentieux, aux conséquences financières parfois lourdes, AMORCE préconise de renforcer la gestion intégrée des eaux pluviales à la parcelle, notamment grâce à l'infiltration. Ce qui implique de maîtriser l'imperméabilisation des sols.

Devenir et valorisation des boues d'épuration

CONTEXTE ET ENJEUX

Aujourd'hui, la filière de valorisation des boues d'épuration est confrontée à une montée des exigences sanitaires et environnementales qui impose de mieux caractériser les boues, d'en sécuriser les débouchés et d'anticiper les conséquences de nouvelles contaminations. Pour autant, AMORCE considère le retour au sol (par compostage ou épandage) comme un levier important de l'économie circulaire pour les services assainissement. Il apparaît donc primordial de préserver cette filière, principal exutoire des boues, pour ses bénéfices agronomiques et sa contribution à la transition écologique des

services, tout en répondant aux nouveaux enjeux liés aux polluants émergents, notamment les PFAS.

L'année 2025-2026 a été marquée par les premières avancées du « Socle commun » des matières fertilisantes et supports de culture, avec la publication d'un décret et la mise en consultation d'un arrêté modificatif de textes non parus, et par le lancement des campagnes de surveillance des PFAS dans les boues destinées à la valorisation agricole. Cette dernière, issue du plan interministériel PFAS, doit améliorer la connaissance mais impose également des seuils transitoires de teneurs en Pfas à respecter pour le retour au sol des boues. Cela fait peser de nouvelles incertitudes sur les débouchés et les coûts de gestion.

Pour AMORCE, la gestion des boues doit être correctement encadré, afin de pérenniser la filière de retour au sol, tout en remplissant les exigences de la DERU 2, en termes d'économie circulaire, de réutilisation des nutriments (phosphore et azote) mais aussi pour de production d'énergie par la méthanisation.

ACTIONS D'AMORCE

En réponse, AMORCE a :

• Publié un guide à destination des élus relatifs à la gestion et la valorisation des boues d'épuration.

• Analysé les conséquences les premiers textes relatifs au « Socle commun » des matières fertilisantes et supports de culture. Pour les collectivités, depuis les premières versions mises en consultation et face à l'absence de publication, il est devenu nécessaire de développer plusieurs scénarios d'adaptation de la filière pour faire face aux futures conséquences des nouvelles exigences d'innocuité.

• Participé à la consultation publique sur la modification des teneurs en cadmium dans les matières fertilisantes afin de défendre les boues d'épuration et pousser à la décadmiation des engrais phosphatés au travers une redevance sur ces matières.

• Participé aux travaux sur à la recherche des PFAS dans les boues d'épuration destinées à la valorisation agricole. En effet, suite à la publication d'une circulaire en avril 2026, AMORCE a rédigé plusieurs avis et articles afin de faciliter la compréhension, par les collectivités, de cette nouvelle nécessité de surveillance. AMORCE a aussi alerté sur plusieurs modalités techniques, financières et de gestion qui restent à sécuriser.

• Été sollicitée pour intervenir auprès du Département du Morbihan afin de discuter des actualités réglementaires autour des boues d'épuration.

Transition énergétique des SPEA

CONTEXTE ET ENJEUX

La maîtrise de l'énergie est un enjeu structurant pour les services publics d'eau et d'assainissement, à la fois pour contenir leurs coûts de fonctionnement et accompagner leur transition écologique. Cette évolution est particulièrement marquée avec la DERU 2, qui fixe un objectif progressif de neutralité énergétique à l'échelle nationale pour les stations de plus de 10 000 EH d'ici 2045, associé à la réalisation régulière d'audits énergétiques.

L'enjeu est d'autant plus important que les nouvelles exigences de traitement de qualité, sur l'azote, le phosphore et les micropolluants devraient augmenter les besoins énergétiques des installations. Les collectivités doivent donc agir à la fois sur la réduction des consommations et sur la valorisation des potentiels énergétiques des services (méthanisation, récupération de chaleur sur les eaux usées, production photovoltaïque). Cette approche nécessite d'anticiper dès aujourd'hui les investissements et l'évolution des filières de traitement.

Plusieurs freins restent toutefois à lever, notamment pour exploiter le potentiel de production de biogaz des stations d'épuration. AMORCE défend l'évolution du cadre applicable à la co-méthanisation des boues

et à la mutualisation des intrants, afin de permettre aux collectivités de mobiliser plus facilement ces ressources pour atteindre leurs objectifs énergétiques. La tarification d'injection du biogaz dans les réseaux a également été revue au cours de l'année 2026, mettant fin au guichet ouvert au 31 décembre 2026, le gouvernement lui préférant un système d'appels d'offres simplifié.

Cette réflexion concerne également les services d'eau potable. L'évolution de la qualité des ressources et le recours croissant à des traitements plus poussés renforcent l'intérêt de mieux connaître et maîtriser leurs consommations énergétiques. La transition énergétique des SPEA doit ainsi être envisagée dans une approche globale combinant sobriété, efficacité énergétique et production locale d'énergies renouvelables et de récupération.

ACTIONS D'AMORCE

Face à ces enjeux, AMORCE poursuit son programme d'accompagnement à la maîtrise de l'énergie sous format de visites à domicile. En 2025/2026, le Pôle Eau a accompagné 6 collectivités de toute tailles, en poussant la réflexion vers une meilleure compréhension des consommations et à la définition d'une stratégie énergétique des services d'eaux.

Au cours de cette année, AMORCE a également :

• Poursuivi son implication dans les travaux de transposition de la DERU 2 sur la neutralité énergétique des stations d'épuration, afin d'anticiper les conséquences techniques et économiques et de défendre des modalités adaptées aux réalités des services publics d'assainissement. AMORCE a d'ailleurs été amené à se positionner sur les modalités de calcul de consommation et de production d'énergie proposées par le Joint Research Center.

• Publié un guide sur la transition énergétique des services publics d'eau et d'assainissement (EAT 26), proposant une démarche qui va du diagnostic énergétique et de la réduction des consommations jusqu'à l'identification et la valorisation des potentiels de production d'énergies renouvelables et de récupération.

• Organisé plusieurs temps d'échanges sur les solutions de transition énergétique des services, avec notamment un webinaire sur la neutralité énergétique et la production d'énergies renouvelables dans les stations d'épuration en décembre 2025, ainsi qu'un webinaire consacré à la récupération de chaleur sur les eaux usées et son utilisation dans les réseaux de chaleur et de froid en juin 2026.

• Mobilisée sur les enjeux de tarifications, AMORCE se mobilise avec ses partenaires et a alerté le gouvernement sur la fin du guichet ouvert pour les tarif d'achats pour le biogaz injecté. Une évolution qui pourrait mettre en péril les projets de méthanisation portés par les collectivités.

Label Territoire d'eau en transition écologique

CONTEXTE ET ENJEUX

L'ensemble des actions des services publics d'eau et d'assainissement (SPEA) en faveur de la transition écologique sont encore peu visibilisées pour le grand public. Or ils déploient une multitude de stratégies pour s'adapter aux impacts du changement climatique et des activités humaines tout en répondant aux différents objectifs nationaux et européens. C'est pourquoi AMORCE a développé le label territoire d'eau en transition écologique en partenariat avec la Banque des territoires. Avec ce label, l'association souhaite impulser une dynamique territoriale et accompagner les services d'eau et d'assainissement dans la transition écologique de la gestion de l'eau.

ACTIONS D'AMORCE

Ainsi, pour la quatrième année consécutive, AMORCE a porté le label Territoire d'eau en transition écologique. Le label se base sur un référentiel co-construit, dont un tiers des indicateurs sont basés sur des données SISPEA. Avec 15 lauréats en 2023, puis 15 en 2024, le label s'est adapté depuis 2025 pour permettre à davantage de SPEA d'être reconnus dans leur engagement vers la transition écologique. Une nouvelle catégorie de reconnaissance a été ajoutée aux deux niveaux de labellisation existants pour récompenser les collectivités souhaitant s'engager dans la transition écologique de la gestion de l'eau en se donnant les moyens d'êtres labellisées les prochaines années. En 2025, 21 collectivités ont été labellisées. Les trophées ont été remis aux lauréats de 2025 lors du 39ème Congrès annuel d'AMORCE.



ANNEXES

Déchets

** Webinaire/Groupe d'échanges couvrant 2 thématiques
*** Webinaire/Groupe d'échanges couvrant 3 thématiques

GÉNÉRAL

17/03/26	Webinaire	Transitions écologiques : construire des coopérations durables entre collectivités et monde agricole

POLITIQUE

19/09/25	Webinaire	Construire sa planification intercommunale de gestion des déchets et d'économie circulaire **

PLANIFICATION TERRITORIALE

19/09/25	Webinaire	Construire sa planification intercommunale de gestion des déchets et d'économie circulaire **

PRÉVENTION

11/09/25	Webinaire	Moins gaspiller pour mieux manger - Comment embarquer les différents acteurs du territoire ?

COLLECTE ET DÉCHÈTERIE

18/11/25	Webinaire	Gestion des déchets de castastrophes naturelles**
05/12/25	Groupe d'échanges	Optimisation de la collecte des déchets
03/06/26	Webinaire	Adaptation es services de collecte des déchets au changement climatique

TRI À LA SOURCE DES BIODÉCHETS

06/11/25	Groupe d'échanges	Tri à la source des biodéchets : Communiquer pour mieux trier
04/06/26	Webinaire	Collecte des biodéchets : quels leviers pour maximiser la captation et la qualité des flux ?

VALORISATION ÉNERGÉTIQUE (DÉCHETS)

26/11/25	Groupe d'échanges	Unités de valorisation énergétique : Anticiper, réinventer et communiquer pour préparer l'avenir
27/01/26	Webinaire	Combustibles Solides de Récupération (CSR)
04/02/26	Webinaire	Plénière du Club des Élus en faveur de la Valorisation Énergétique des déchets (CLEVE)

FILIÈRES DÉDIÉES

09/09/25	Webinaire	Actualité REP Textiles : la gestion de la crise et la refondation envisagée en 2026
23/09/25	Webinaire	La filière REP Déchets du bâtiment à l'heure de la refondation : échanges sur les négociations en cours
18/11/25	Webinaire	Gestion des déchets de castastrophes naturelles**
29/01/26	Webinaire	DROM-COM : Optimiser la gestion des VHU et des pneumatiques usagés**
26/03/26	Webinaire	REP Emballages professionnels - Tout savoir sur sa mise en œuvre pour anticiper les changements
06/05/26	Webinaire	Tri et ECT : les nouvelles technologies au service de la performance des centres de tri
10/07/26	Webinaire	Journal des REP (hors PMCB, TLC et emballages ménagers)

TRAITEMENT

20/01/26	Webinaire	Valorisation organique des biodéchets - Relier collectivités et agriculteurs pour innover ensemble
02/04/26	Groupe d'échanges	La filière UVEOR face aux transitions : innovation, réglementation et enjeux territoriaux
08/04/26	Groupe d''échanges	Groupe d'échanges Grandes agglomérations et déchets
25/06/26	Groupe d'échanges	Journée des syndicats départementaux de gestion des déchets

FISCALITÉ ET TARIFICATION

14/11/25	Webinaire	Financement Fiscalité et Tarification incitative #2
11/02/26	Webinaire	Financement Fiscalité et Tarification incitative #3

COÛT DES DÉCHETS

30/01/26	Webinaire	Coûts de gestion des déchets

DÉPARTEMENT ET RÉGION D'OUTRES-MER (DROM-COM)

15/10/25	Groupe d'échanges	Club DROM-COM : Quelle gestion pour les déchets de catastrophes naturelles ?
29/01/26	Webinaire	DROM-COM : Optimiser la gestion des VHU et des pneumatiques usagés**

STOCKAGE

26/09/25	Webinaire	Stockage des déchets : Quel calendrier réglementaire ? Quels enjeux environnementaux à gérer pour les collectivités locales et leurs partenaires ?
05/06/26	Webinaire	Stockage des déchets : anticiper aujourd'hui pour une gestion maîtrisée des installations

Énergie et réseaux

GÉNÉRAL

** Webinaire/Groupe d'échanges couvrant 2 thématiques

17/03/26	Webinaire	Transitions écologiques : construire des coopérations durables entre collectivités et monde agricole
12/02/26	Webinaire	Présentation des conditions d'éligibilité aux financement 2026 du Fonds Chaleur et actualités pour les réseaux de chaleur et de froid

PLANNIFICATION TERRITORIALE

20/11/25	Webinaire	Plans locaux chaleur et froid : cadre, outils, méthodologies et bonnes pratiques
13/01/26	Webinaire	Régionalisation de la PPE : Comment adapter les ambitions nationales au contexte territorial?
06/03/26	Webinaire	Grandes Agglomérations Energie et Eau : Les documents locaux d'urbanisme au soutien de l'adaptation des villes au changement climatique**
11/06/26	Webinaire	Elaborer la trajectoire bas carbone de son territoire

HYDROÉLECTRÉCITÉ

18/12/25	Webinaire	Petite hydroélectricité au fil de l'eau : opportunités et enjeux pour les collectivités

MÉTHANISATION

10/02/26	Webinaire	Les débouchés de la méthanisation

PRIX DE LA CHALEUR

28/04/26	Webinaire	Enquête Annuelle des Réseaux de Chaleur et de Froid : Analyse économique des dernières éditions**

VALORISATION ÉNERGÉTIQUE

19/06/26	Webinaire	Initier un projet de réseau de chaleur et de froid avec récupération de chaleur sur eaux usées (STEP/STEU)**

MAÎTRISE DE L'ÉNERGIE

16/09/25	Webinaire	Accompagnement des ménages et animation du réseau des professionnels MAR
25/09/25	Webinaire	Performances énergétiques des bâtiments publics : stratégies en lien avec la règlementation actuelle et ses évolutions à venir
27/11/25	Webinaire	Lutte contre la précarité énergétique : quels dispositifs utiliser et comment les mettre en œuvre ?
03/02/26	Webinaire	Action des intercommunalités dans l'accompagnement des communes à la rénovation énergétique
10/03/26	Groupe d'échanges	6ème période du dispositif des CEE et lutte contre la fraude : quels impacts pour les collectivités
29/04/26	Webinaire	Groupe de travail : intégration des OPAH/PIG aux pactes territoriaux
12/06/26	Webinaire	L'élu et la rénovation énergétique des logements #1 : définir sa politique locale

ÉNERGIES RENOUVELABLES ET DE RÉCUPÉRATION

07/11/25	Webinaire	Webinaire Club Cléo - La perception locale de l'éolien terrestre: comment transformer les enjeux/contraintes en opportunités de développement de la filière sur un territoire ?
09/01/26	Webinaire	Obligations de solarisation sur parkings/bâtiments et évolutions des mécanismes de soutien: quel état des lieux et quels enjeux pour les collectivités ?
27/03/26	Webinaire	Club Cléo : Partager la valeur des projets éoliens : quels leviers pour les territoires ?

JURIDIQUE

17/09/25	Webinaire	Montages juridiques pour les projets d'EnR : la constitution d'une société de projet
21/01/26	Webinaire	Evolution des consommations : quelles conséquences juridiques ?
28/01/26	Webinaire	Création de réseaux de chaleur par une collectivité : comment déterminer le montage juridique ?
06/03/26	Webinaire	Grandes Agglomérations Energie et Eau : Les documents locaux d'urbanisme au soutien de l'adaptation des villes au changement climatique**

DÉVELOPPEMENT TECHNIQUES DES RÉSEAUX DE CHALEUR ET DE FROID

12/09/25	Webinaire	Création de réseaux de chaleur et de froid : les rôles clés de l'AMO, de la faisabilité au suivi d'exploitation**
16/01/26	Webinaire	Engager les communes dans un projet de réseau de chaleur : problématiques et questions fréquemment rencontrées
11/03/26	Webinaire	Solaire thermique et réseaux de chaleur : du potentiel aux bonnes pratiques
28/04/26	Webinaire	Enquête Annuelle des Réseaux de Chaleur et de Froid : Analyse économique des dernières éditions**
19/06/26	Webinaire	Initier un projet de réseau de chaleur et de froid avec récupération de chaleur sur eaux usées (STEP/STEU)**

ACHAT D'ÉNERGIE

13/02/26	Webinaire	Achat d'énergie et opération ACC/ACI

BOIS ÉNERGIE

04/03/26	Webinaire	Accompagner la pérennisation de la filière bois-énergie et les réseaux de chaleur biomasse**

Eau et assainissement

POLITIQUE

** Webinaire/Groupe d'échanges couvrant 2 thématiques
*** Webinaire/Groupe d'échanges couvrant 3 thématiques

18/09/25	Webinaire	Défi "Sobriété -10% d'eau des collectivités" : animation du collectif pour le bilan à mi-parcours***
03/12/25	Webinaire	Prospective besoin - ressource eau : du national au local; dynamique qualité vs quantité***
17/03/26	Webinaire	Transitions écologiques : construire des coopérations durables entre collectivités et monde agricole
20/03/26	Webinaire	DERU 2 : Étude d'impact de la transposition, quels sont les coûts de mise en place pour les collectivités ?***

ÉCONOMIE D'EAU

25/11/25	Groupe d'échanges	Eaux non conventionnelles : de l'étude d'opportunité au projet**

PLANNIFICATION TERRITORIALE

18/09/25	Webinaire	Défi "Sobriété -10% d'eau des collectivités" : animation du collectif pour le bilan à mi-parcours***
03/12/25	Webinaire	Prospective besoin - ressource eau : du national au local; dynamique qualité vs quantité***
06/03/26	Webinaire	Grandes Agglomérations Energie et Eau : Les documents locaux d'urbanisme au soutien de l'adaptation des villes au changement climatique***
20/03/26	Webinaire	DERU 2 : Étude d'impact de la transposition, quels sont les coûts de mise en place pour les collectivités ?***

EAU POTABLE

05/09/25	Webinaire	Financement et Fiscalité Eau - Comment faire face aux impayés de facture ?**
18/09/25	Webinaire	Défi "Sobriété -10% d'eau des collectivités" : animation du collectif pour le bilan à mi-parcours***
03/12/25	Webinaire	Prospective besoin - ressource eau : du national au local; dynamique qualité vs quantité***
06/02/26	Webinaire	Financement et Fiscalité Eau : Impacts de la réforme des redevances des agences de l'eau et tensions assurantielles***
13/03/26	Webinaire	Protection des captages : Quelles stratégies territoriales pour sécuriser et préserver la ressource en eau ?**
09/04/26	Webinaire	La REUT pour les usages urbains : de la réglementation à l'action**
09/06/26	Webinaire	Stratégie territoriale de sobriété hydrique : évaluer l'impact de ses actions**
01/07/26	Webinaire	Monit'Eau : webinaire de prise en main de l'outil AMORCE de suivi de consommation d'eau

GRAND CYCLE DE L'EAU

06/03/26	Webinaire	Grandes Agglomérations Energie et Eau : Les documents locaux d'urbanisme au soutien de l'adaptation des villes au changement climatique***
09/06/26	Webinaire	Stratégie territoriale de sobriété hydrique : évaluer l'impact de ses actions

FINANCEMENT FISCALITÉ

06/02/26	Webinaire	Financement et Fiscalité Eau : Impacts de la réforme des redevances des agences de l'eau et tensions assurantielles***

ASSAINISSEMENT

05/09/25	Webinaire	Financement et Fiscalité Eau - Comment faire face aux impayés de facture ?**
10/09/25	Webinaire	Cométhanisation et mélange des boues
25/11/25	Groupe d'échanges	Eaux non conventionnelles : de l'étude d'opportunité au projet**
12/12/25	Webinaire	Neutralité énergétique et EnR dans les STEU : Préparer les objectifs de la DERU 2
06/02/26	Webinaire	Financement et Fiscalité Eau : Impacts de la réforme des redevances des agences de l'eau et tensions assurantielles***
13/03/26	Webinaire	Protection des captages : Quelles stratégies territoriales pour sécuriser et préserver la ressource en eau ?**
20/03/26	Webinaire	DERU 2 : Étude d'impact de la transposition, quels sont les coûts de mise en place pour les collectivités ?***
09/04/26	Webinaire	La REUT pour les usages urbains : de la réglementation à l'action**

Propreté et Transition écologique

GÉNÉRAL

24/09/25	Webinaire	Évolutions réglementaires : identification et collecte des déchets abandonnés par les services de propreté
14/11/25	Webinaire	Webinaire Financement Fiscalité et Tarification incitative #2
23/01/26	Webinaire	Déployer le tri dans l'espace public : accompagnements et retours d'expérience
26/03/26	Webiniare	REP Emballages professionnels - Tout savoir sur sa mise en œuvre pour anticiper les changements
09/04/26	Webinaire	La REUT pour les usages urbains : de la réglementation à l'action
03/06/26	Webianire	Adaptation es services de collecte des déchets au changement climatique
30/06/26	Webinaire	La gestion des incivilités envers les agents publics
02/07/26	Webinaire	Déployer le tri dans l'espace public pour lutter contre les déchets abandonnés : accompagnements et retours d'expérience

Nos PUBLICATIONS

Septembre 2025 à août 2026



Toutes nos publications
sont disponibles en téléchargement
www.amorce.asso.fr

Déchets

GUIDES

Août 2026	Guide	L'élu, les déchets et l'économie circulaire
Juin 2026	Guide I L'élu et les déchets sauvages

LETTRES AUX ADHÉRENTS (LAA)

Juillet 2026	Lettre aux Adhérents #88 janvier-février-mars 2026
Décembre 2025	Lettre aux Adhérents #87 octobre-novembre-décembre 2025
Octobre 2025	Lettre aux Adhérents #86 juillet-août-septembre 2025

GÉNÉRAL

Août 2026	Éléments de mise en œuvre d'une planification locale en matière de prévention et gestion des déchets (DT170)
Août 2026	Guide	L'élu, les déchets et l'économie circulaire
Août 2026	PFAS en sortie d'Unité de Valorisation Énergétique : État des connaissances, mesures et solutions d'abattement (DT173)
Juillet 2026	Transitions écologiques des territoires : construire des coopérations durables entre collectivités et monde agricole (DT172 - EAT28 - ENT89)
Mars 2026	Tri des Biodéchets : Quand les collectivités se confrontent à la vision de l'État (OMLAA84)

COLLECTE ET DÉCHÈTERIES

Mai 2026	Rationalisation des filières REP en déchèterie existante : Comment concilier espace disponible, maîtrise des coûts et performance environnementale ? (DT164)
Avril 2026	Améliorer la gestion des déchets issus de catastrophes naturelles (DT169)
Mars 2026	Le service public de gestion des déchets face aux enjeux de la transition énergétique et climatique (OMLAA86)
Novembre 2025	État des lieux des modalités d'accès, de contrôle et de facturation en déchèteries publiques (DT138)

Déchets

DÉCHÈTERIES

Novembre 2025
Guide d'aide à l'élaboration et à la rédaction d'un règlement intérieur de déchèterie (DT160)

COMMUNICATION

Septembre 2025
Enquête sur l'évolution des coûts et de la fiscalité du service public de gestion des déchets et adaptation des moyens de communication (DE36)

COÛTS DE GESTION DES DÉCHETS

Septembre 2025
Enquête sur l'évolution des coûts et de la fiscalité du service public de gestion des déchets et adaptation des moyens de communication (DE36)

DÉPARTEMENTS ET RÉGIONS D'OUTRE-MER (DROM)

Avril 2026
Améliorer la gestion des déchets issus de catastrophes naturelles (DT169)

Mars 2026
La gestion des VHU et véhicules abandonnés dans les DROM COM (DT165)

FILIÈRES REP

Mai 2026
Rationalisation des filières REP en déchèterie existante : Comment concilier espace disponible, maîtrise des coûts et performance environnementale ? (DT164)

Avril 2026
Améliorer la gestion des déchets issus de catastrophes naturelles (DT169)

Mars 2026
Le service public de gestion des déchets face aux enjeux de la transition énergétique et climatique (OMLAA86)

Mars 2026
La gestion des VHU et véhicules abandonnés dans les DROM COM (DT165)

Mars 2026
La filière textiles, linges de maison et chaussures se cherche un nouveau modèle (OMLAA85)

DÉCHETS D'ÉQUIPEMENTS ÉLECTRIQUES ET ÉLECTRONIQUES (DEEE)

Mars 2026
Modalités et prix de reprise des matériaux d'emballages et papiers graphiques - Synthèse 2006-2024 (DE13)

EMBALLAGES ET PAPIERS MÉNAGERS

Mars 2026
Modalités et prix de reprise des matériaux d'emballages et papiers graphiques - Synthèse 2006-2024 (DE13)

Déchets

Février 2026
Modalités et prix de reprise des matériaux et papiers graphiques - Données 2024 (DT166)

TEXTILES LINGES CHAUSSURES (TLC)

Mars 2026
La filière textiles, linges de maison et chaussures se cherche un nouveau modèle (OMLAA85)

FINANCEMENT FISCALITÉ ET TARIFICATIONS

Juillet 2026
La tarification en déchèterie : perspectives et évolutions (DJ49)

JURIDIQUE

Juin 2026
Intégration de la collecte des biodéchets dans les contrats publics en cours (DJ48)

Mars 2026
L'urbanisme au service de la transition écologique des territoires (JULAA83)

Novembre 2025
Guide d'aide à l'élaboration et à la rédaction d'un règlement intérieur de déchèterie (DT160)

DROIT DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Juin 2026
Guide I L'élu et les déchets sauvages

PLANIFICATION DES DÉCHETS

Septembre 2025
Recommandations sur l'évolution de la planification territoriale déchets et économie circulaire (DP31)

URBANISME

Septembre 2025
Recommandations sur l'évolution de la planification territoriale déchets et économie circulaire (DP31)

POLITIQUE

Août 2026
Éléments de mise en œuvre d'une planification locale en matière de prévention et gestion des déchets (DT170)

Août 2026
Guide | L'élu, les déchets et l'économie circulaire

Mars 2026
Transition écologique et énergétique : faire plus avec moins ! (POLAA86)

Mars 2026
Adaptation et planification : les nouveaux caps des politiques environnementales locales ? (POLAA82)

Déchets

POLITIQUE

Février 2026
Guide de la transition écologique à destination des candidats et des futurs élus locaux

Septembre 2025
Recommandations sur l'évolution de la planification territoriale déchets et économie circulaire (DP31)

PRÉVENTION

Mars 2026
Le service public de gestion des déchets face aux enjeux de la transition énergétique et climatique (OMLAA86)

Novembre 2025
État des lieux des modalités d'accès, de contrôle et de facturation en déchèteries publiques (DT138)

TRAITEMENT

Mai 2026
Observatoire des installations de valorisation énergétique des déchets existantes et en projet – édition 2026 (DT171)

Mai 2026
Évolution du PCI des déchets entrants en Unités de Valorisation Énergétique : Origine, impact et adaptation (DT168)

Février 2026
Optimisation des centres de tri des déchets ménagers (DT163)

CENTRES DE TRI

Mars 2026
Le service public de gestion des déchets face aux enjeux de la transition énergétique et climatique (OMLAA86)

Février 2026
Optimisation des centres de tri des déchets ménagers (DT163)

VALORISATION ÉNERGÉTIQUE

Août 2026
PFAS en sortie d'Unité de Valorisation Énergétique : État des connaissances, mesures et solutions d'abattement (DT173)

Mai 2026
Évolution du PCI des déchets entrants en Unités de Valorisation Énergétique : Origine, impact et adaptation (DT168)

Mars 2026
Le service public de gestion des déchets face aux enjeux de la transition énergétique et climatique (OMLAA86)

Octobre 2025
Observatoire des installations de valorisation énergétique des déchets existantes et en projet (DT149)

Déchets

VALORISATION ORGANIQUE

Mai 2026	Observatoire des installations de valorisation énergétique des déchets existantes et en projet - édition 2026 (DT171)
Mars 2026	Le service public de gestion des déchets face aux enjeux de la transition énergétique et climatique (OMLAA86)
Novembre 2025	Étude sur l'évolution des Unités de Valorisation Énergétique et ORganique (UVEOR) en France (DT161)
Octobre 2025	Observatoire des installations de valorisation énergétique des déchets existantes et en projet (DT149)
Septembre 2025	Tri à la source des biodéchets : Etat des lieux et coûts du déploiement (DT159)

TRI À LA SOURCE DES BIODÉCHETS

Juin 2026	Intégration de la collecte des biodéchets dans les contrats publics en cours (DJ48)
Mars 2026	Tri des Biodéchets : Quand les collectivités se confrontent à la vision de l'État (OMLAA84)
Novembre 2025	Étude sur l'évolution des Unités de Valorisation Énergétique et ORganique (UVEOR) en France (DT161)
Septembre 2025	Tri à la source des biodéchets : État des lieux et coûts du déploiement (DT159)

Energie et réseaux

ÉNERGIE

GUIDES

Juillet 2026	Guide	L'élu, la transition énergétique et le climat
Juillet 2026	Guide	L'élu et l'Éolien
Avril 2026	Guide l'élu et la rénovation énergétique des logements privés

LETTRES AUX ADHÉRENTS (LAA)

Juillet 2026	Lettre aux Adhérents #88 janvier-février-mars 2026
Décembre 2025	Lettre aux Adhérents #87 octobre-novembre-décembre 2025
Octobre 2025	Lettre aux Adhérents #86 juillet-août-septembre 2025

GÉNÉRAL

Juillet 2026	Guide	L'élu, la transition énergétique et le climat
Juillet 2026	Transitions écologiques des territoires : construire des coopérations durables entre collectivités et monde agricole (DT172 - EAT28 - ENT89)
Juin 2026	Rapport d'enquête : Obligations de solarisation au niveau des parkings et bâtiments publics (ENT82)
Juin 2026	Bâtiments publics : enjeux liés à la sobriété estivale, au confort d'été et à l'adaptation aux fortes chaleurs (ENP90)
Avril 2026	Guide l'élu et la rénovation énergétique des logements privés
Mars 2026	Adaptation des villes et des métropoles au réchauffement climatique (ENLAA85)

ACHAT ET AUTOCONSOMMATION D'ÉNERGIE

Février 2026	Enquête sur les projets d'autoconsommation des collectivités (ENT84)

Energie et réseaux

ACHAT D'ÉNERGIE

Février 2026
Enquête sur les projets d'autoconsommation des collectivités (ENT84)

AUTOCONSOMMATION

Février 2026
Enquête sur les projets d'autoconsommation des collectivités (ENT84)

DISTRIBUTION D'ÉNERGIE

Mars 2026
Planification locale de l'énergie : penser l'avenir des réseaux (ENLAA86)

GAZ

Mars 2026
Planification locale de l'énergie : penser l'avenir des réseaux (ENLAA86)

Février 2026
Décarboner le secteur résidentiel : anticiper la fin du gaz dans les logements (ENP91)

Novembre 2025
Optimisation du réseau de distribution de gaz - Synthèse de l'étude Naldéo-AMORCE (ENP92)

Novembre 2025
Rapport sur l'évolution des réseaux de distribution de gaz (ENT79)

ÉNERGIES RENOUVELABLES ET DE RÉCUPÉRATION

Juin 2026
Rapport d'enquête : Obligations de solarisation au niveau des parkings et bâtiments publics (ENT82)

Mai 2026
Enquête sur le partage de la valeur des installations d'énergies renouvelables (ENT88)

Mai 2026
Volet 2 - Évolutions des consommations de chaleur : quelles conséquences juridiques pour les réseaux ? (RCJ33)

Mars 2026
Adaptation des villes et des métropoles au réchauffement climatique (ENLAA85)

Février 2026
Les mécanismes de soutien aux énergies renouvelables électriques (ENJ37)

Février 2026
Le partage territorial de la valeur dans les projets EnR (ENJ36)

Décembre 2025
La petite hydroélectricité au fil de l'eau : enjeux et opportunités pour les collectivités (ENT80)

Décembre 2025
La géothermie pour les réseaux thermiques (RCT62)

Septembre 2025
La responsabilité des élus dans les sociétés de projet d'énergies renouvelables (ENJ35)

Energie et réseaux

ÉNERGIES RENOUVELABLES ET DE RÉCUPÉRATION

Décembre 2025	La petite hydroélectricité au fil de l'eau : enjeux et opportunités pour les collectivités (ENT80)
Décembre 2025	La géothermie pour les réseaux thermiques (RCT62)
Septembre 2025	La responsabilité des élus dans les sociétés de projet d'énergies renouvelables (ENJ35)

BOIS ÉNERGIE

Mai 2026	Note de conjoncture : Flux et économie du bois énergie (ENT87)

CHALEUR RENOUVELABLE ET DE RÉCUPÉRATION

Mai 2026	Volet 1 - Évolution des consommations de chaleur : quelles perspectives et quelles conséquences technico-économiques pour les réseaux ? (ENT83)
Mars 2026	Planification locale de l'énergie : penser l'avenir des réseaux (ENLAA86)
Février 2026	Directive Européenne sur l'Efficacité Énergétique : décryptage de la transposition en droit français (ENP93)

ÉOLIEN

Juillet 2026	Guide | L'élu et l'Éolien
Mars 2026	Le Vrai Faux de l'éolien pour les élu(e)s et agents (ENT85)
Février 2026	Les mécanismes de soutien aux énergies renouvelables électriques (ENJ37)

GÉOTHERMIE

Décembre 2025	La géothermie pour les réseaux thermiques (RCT62)

GÉOTHERMIE

Décembre 2025	La géothermie pour les réseaux thermiques (RCT62)

Energie et réseaux

HYDROÉLECTRICITÉ

Février 2026	Les mécanismes de soutien aux énergies renouvelables électriques (ENJ37)
Décembre 2025	La petite hydroélectricité au fil de l'eau : enjeux et opportunités pour les collectivités (ENT80)

PHOTOVOLTAÏQUE

Février 2026	Enquête sur les projets d'autoconsommation des collectivités (ENT84)
Février 2026	Les mécanismes de soutien aux énergies renouvelables électriques (ENJ37)

SOLAIRE THERMIQUE

Juin 2026	Rapport d'enquête : Obligations de solarisation au niveau des parkings et bâtiments publics (ENT82)
Février 2026	Solaire thermique et collectivités : enjeux, opportunités et clés de réussite (RCT61)

FINANCEMENT FISCALITÉ ET TARIFICATIONS

Mai 2026	Note de conjoncture : Flux et économie du bois énergie (ENT87)

JURIDIQUE

Avril 2026	Achats d'électricité renouvelable : quelles options pour les collectivités territoriales ? (ENJ38)
Mars 2026	L'urbanisme au service de la transition écologique des territoires (JULAA83)
Septembre 2025	La responsabilité des élus dans les sociétés de projet d'énergies renouvelables (ENJ35)

MAÎTRISE DE L'ÉNERGIE

Juin 2026	Bâtiments publics : enjeux liés à la sobriété estivale, au confort d'été et à l'adaptation aux fortes chaleurs (ENP90)
Avril 2026	Action des intercommunalités dans l'accompagnement des communes à la rénovation énergétique (ENP94)
Avril 2026	Impact des plans de sobriété des collectivités territoriales et cobénéfices associés (ENT81)
Avril 2026	Étude des coûts des rénovations d'ampleur de maisons individuelles (ENE44)

Energie et réseaux

Mars 2026	Tout savoir sur la sixième période du dispositif des certificats d'économies d'énergie (ENT86)
Mars 2026	Adaptation des villes et des métropoles au réchauffement climatique (ENLAA85)

PERFORMANCE ÉNERGÉTIQUE DES BÂTIMENTS PUBLICS

Juin 2026	Bâtiments publics : enjeux liés à la sobriété estivale, au confort d'été et à l'adaptation aux fortes chaleurs (ENP90)
Avril 2026	Action des intercommunalités dans l'accompagnement des communes à la rénovation énergétique (ENP94)
Avril 2026	Impact des plans de sobriété des collectivités territoriales et cobénéfices associés (ENT81)
Février 2026	Directive Européenne sur l'Efficacité Énergétique : décryptage de la transposition en droit français (ENP93)
Février 2026	Bâtiments publics : nouvelles obligations de rénovation et connaissance du patrimoine bâti (ENT78)

SERVICE PUBLIC DE LA RÉNOVATION DE L'HABITAT (SPRH)

Avril 2026	Étude des coûts des rénovations d'ampleur de maisons individuelles (ENE44)
Avril 2026	Guide l'élu et la rénovation énergétique des logements privés
Février 2026	Décarboner le secteur résidentiel : anticiper la fin du gaz dans les logements (ENP91)
Décembre 2025	Aides à l'adaptation du bâti résidentiel aux conséquences du changement climatique (ENT77)
Novembre 2025	Animation du réseau des professionnels de la rénovation et des MAR' (ENT76)

PLANIFICATION TERRITORIALE

Mars 2026	Adaptation des villes et des métropoles au réchauffement climatique (ENLAA85)

ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Juillet 2026	Adaptation au changement climatique et urbanisme : comment retranscrire le PNACC 3 dans les documents d'urbanisme (SCoT et PLU) ? (ENJ39-EAJ19)
Décembre 2025	Aides à l'adaptation du bâti résidentiel aux conséquences du changement climatique (ENT77)

Energie et réseaux

PLANIFICATION DE L'ÉNERGIE

Mars 2026	Planification locale de l'énergie : penser l'avenir des réseaux (ENLAA86)

URBANISME

Juillet 2026	Adaptation au changement climatique et urbanisme : comment retranscrire le PNACC 3 dans les documents d'urbanisme (SCoT et PLU) ? (ENJ39-EAJ19)

POLITIQUE

Août 2026	Développement des Boucles d'Eau Chaude Secondaires dans les copropriétés (RCT64)
Juillet 2026	Guide | L'élu, la transition énergétique et le climat
Avril 2026	Passer au chauffage collectif dans l'habitat social : rôle et enjeux des BECS (RCT63)
Mars 2026	Transition écologique et énergétique : faire plus avec moins ! (POLAA86)
Mars 2026	Adaptation et planification : les nouveaux caps des politiques environnementales locales ? (POLAA82)
Mars 2026	Adaptation des villes et des métropoles au réchauffement climatique (ENLAA85)
Mars 2026	Planification locale de l'énergie : penser l'avenir des réseaux (ENLAA86)
Février 2026	Guide de la transition écologique à destination des candidats et des futurs élus locaux

Energie et réseaux

RÉSEAUX DE CHALEUR ET DE FROID

LETTRES AUX ADHÉRENTS (LAA)

Juillet 2026	Lettre aux Adhérents #88 janvier-février-mars 2026
Décembre 2025	Lettre aux Adhérents #87 octobre-novembre-décembre 2025
Octobre 2025	Lettre aux Adhérents #86 juillet-août-septembre 2025

GÉNÉRAL

Août 2026	Développement des Boucles d'Eau Chaude Secondaires dans les copropriétés (RCT64)
Juillet 2026	Transitions écologiques des territoires : construire des coopérations durables entre collectivités et monde agricole (DT172 - EAT28 - ENT89)
Avril 2026	Passer au chauffage collectif dans l'habitat social : rôle et enjeux des BECS (RCT63)
Mars 2026	Enquête sur le prix de vente de la chaleur et du froid en 2024 (RCE43)

DÉVELOPPEMENT TECHNIQUE DES RÉSEAUX DE CHALEUR ET DE FROID

Août 2026	Développement des Boucles d'Eau Chaude Secondaires dans les copropriétés (RCT64)
Avril 2026	Passer au chauffage collectif dans l'habitat social : rôle et enjeux des BECS (RCT63)

JURIDIQUE

Mai 2026	Volet 2 - Évolutions des consommations de chaleur : quelles conséquences juridiques pour les réseaux ? (RCJ33)
Mars 2026	L'urbanisme au service de la transition écologique des territoires (JULAA83)
Février 2026	Modèle de contrat de concession pour les réseaux de chaleur (RCJ27)

URBANISME

Août 2026	Développement des Boucles d'Eau Chaude Secondaires dans les copropriétés (RCT64)
Avril 2026	Passer au chauffage collectif dans l'habitat social : rôle et enjeux des BECS (RCT63)

Energie et réseaux

POLITIQUE

Mars 2026	Transition écologique et énergétique : faire plus avec moins ! (POLAA86)
Mars 2026	Adaptation et planification : les nouveaux caps des politiques environnementales locales ? (POLAA82)
Février 2026	Guide de la transition écologique à destination des candidats et des futurs élus locaux

PRIX DE LA CHALEUR

Mai 2026	Bilan des Enquêtes Annuelles des Réseaux de Chaleur 2019-2023 (RCE42)
Mars 2026	Enquête sur le prix de vente de la chaleur et du froid en 2024 (RCE43)

Eau et assainissement

GUIDES

Août 2026
Guide | L'élu, l'eau et la transition écologique

LETTRES AUX ADHÉRENTS (LAA)

Juillet 2026
Lettre aux Adhérents #88 janvier-février-mars 2026

Décembre 2025
Lettre aux Adhérents #87 octobre-novembre-décembre 2025

Octobre 2025
Lettre aux Adhérents #86 juillet-août-septembre 2025

GÉNÉRAL

Août 2026
Guide | L'élu, l'eau et la transition écologique

Juillet 2026
Transitions écologiques des territoires : construire des coopérations durables entre collectivités et monde agricole (DT172 - EAT28 - ENT89)

Mai 2026
Micropolluants dans les eaux : Enquête AMORCE - Synthèse et Résultats (EAT25)

Avril 2026
Enquête sur l'implication des collectivités et leurs groupements dans l'élaboration et la mise en œuvre des SDAGE et des SAGE et dans la gouvernance locale de l'eau (EAT27)

ASSAINISSEMENT

Mai 2026
Micropolluants dans les eaux : Enquête AMORCE - Synthèse et Résultats (EAT25)

Avril 2026
Aller vers la neutralité énergétique des SPEA : diagnostic, optimisation et valorisation des énergies renouvelables (EAT26)

Novembre 2025
Fin d'une DSP eau potable ou assainissement : comment s'y préparer et quels sont les points de vigilance ? (EAJ17)

EAU POTABLE

Mai 2026
Micropolluants dans les eaux : Enquête AMORCE - Synthèse et Résultats (EAT25)

Avril 2026
Enquête sur l'implication des collectivités et leurs groupements dans l'élaboration et la mise en œuvre des SDAGE et des SAGE et dans la gouvernance locale de l'eau (EAT27)

Mars 2026
La protection des captages : mieux agir pour notre ressource en eau ? (EALAA85)

Eau et assainissement

Mars 2026

Sobriété eau : quel rôle des collectivités et à quelle échelle (EALAA86)

Novembre 2025

Fin d'une DSP eau potable ou assainissement : comment s'y préparer et quels sont les points de vigilance ? (EAJ17)

PRODUCTION

Mars 2026

La protection des captages : mieux agir pour notre ressource en eau ? (EALAA85)

PROTECTION DE LA RESSOURCE

Mars 2026

La protection des captages : mieux agir pour notre ressource en eau ? (EALAA85)

Mars 2026

Sobriété eau : quel rôle des collectivités et à quelle échelle (EALAA86)

FINANCEMENT FISCALITÉ ET TARIFICATIONS

Mars 2026

Redevances des Agences de l'eau : évolutions suite à la réforme de 2024 et orientations des 12ème programmes (EALAA84)

GESTION QUANTITATIVE

Janvier 2026

Défi "Sobriété - 10 % d'eau des collectivités" Fiche EAT17-8 - Optimiser les consommations d'eau dans les services publics d'eau et d'assainissement

Septembre 2025

Défi "Sobriété -10% d'eau des collectivités" : Fiche EAT17-7 - PT02 - Économiser l'eau dans les services de nettoiement des espaces publics

SOBRIÉTÉ ET ÉCONOMIES D'EAU

Janvier 2026

Défi "Sobriété - 10 % d'eau des collectivités" Fiche EAT17-8 - Optimiser les consommations d'eau dans les services publics d'eau et d'assainissement

Septembre 2025

Défi "Sobriété -10% d'eau des collectivités" : Fiche EAT17-7 - PT02 - Économiser l'eau dans les services de nettoiement des espaces publics

JURIDIQUE

Mars 2026

L'urbanisme au service de la transition écologique des territoires (JULAA83)

Eau et assainissement

DROIT DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Septembre 2025
Montage en SEMOP pour les SPEA : quels avantages et inconvénients ? (EAJ16)

MONTAGES JURIDIQUES ET IOTA

Novembre 2025
Fin d'une DSP eau potable ou assainissement : comment s'y préparer et quels sont les points de vigilance ? (EAJ17)

Septembre 2025
Montage en SEMOP pour les SPEA : quels avantages et inconvénients ? (EAJ16)

PLANIFICATION TERRITORIALE

Mars 2026
La protection des captages : mieux agir pour notre ressource en eau ? (EALAA85)

PLANIFICATION DE L'EAU

Mars 2026
La protection des captages : mieux agir pour notre ressource en eau ? (EALAA85)

URBANISME

Juillet 2026
Adaptation au changement climatique et urbanisme : comment retranscrire le PNACC 3 dans les documents d'urbanisme (SCoT et PLU) ? (ENJ39-EAJ19)

POLITIQUE

Août 2026
Guide | L'élu, l'eau et la transition écologique

Avril 2026
Enquête sur l'implication des collectivités et leurs groupements dans l'élaboration et la mise en œuvre des SDAGE et des SAGE et dans la gouvernance locale de l'eau (EAT27)

Mars 2026
Transition écologique et énergétique : faire plus avec moins ! (POLAA86)

Mars 2026
La protection des captages : mieux agir pour notre ressource en eau ? (EALAA85)

Mars 2026
Adaptation et planification : les nouveaux caps des politiques environnementales locales ? (POLAA82)

Février 2026
Guide de la transition écologique à destination des candidats et des futurs élus locaux

Propreté et Transition écologique

GUIDES

Juin 2026
Guide I L'élu et les déchets sauvages

LETTRES AUX ADHÉRENTS (LAA)

Juillet 2026
Lettre aux Adhérents #88 janvier-février-mars 2026

Décembre 2025
Lettre aux Adhérents #87 octobre-novembre-décembre 2025

Octobre 2025
Lettre aux Adhérents #86 juillet-août-septembre 2025

GÉNÉRAL

Mars 2026
Propreté urbaine et transition énergétique : enjeux, leviers et perspectives (PRLAA85)

ÉCONOMIES D'EAU

Septembre 2025
Défi "Sobriété -10% d'eau des collectivités" : Fiche EAT17-7 - PT02 - Économiser l'eau dans les services de nettoiement des espaces publics

ÉCONOMIES D'ÉNERGIE

Mars 2026
Propreté urbaine et transition énergétique : enjeux, leviers et perspectives (PRLAA85)

FINANCEMENT, FISCALITÉ ET TARIFICATIONS

Mars 2026
Propreté urbaine et transition énergétique : enjeux, leviers et perspectives (PRLAA85)

JURIDIQUE

Mars 2026
L'urbanisme au service de la transition écologique des territoires (JULAA83)

POLITIQUE

Mars 2026
Transition écologique et énergétique : faire plus avec moins ! (POLAA86)

Mars 2026
Adaptation et planification : les nouveaux caps des politiques environnementales locales ? (POLAA82)

Mars 2026
Propreté urbaine et transition énergétique : enjeux, leviers et perspectives (PRLAA85)

Février 2026
Guide de la transition écologique à destination des candidats et des futurs élus locaux

18 rue Gabriel Péri - CS 20102 - 69263 Villeurbanne Cedex
Tél : 04 72 74 09 77 - amorce@amorce.asso.fr - www.amorce.asso.fr
Association AMORCE - Association AMORCE